

Juillet – Août – Septembre 2013

Réalisée du 3 au 22 juillet 2013

Vague 51

Baromètre *des* **TPE**



www.ifop.fr



www.fiducial.fr



- FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. Elle emploie 10 500 personnes au service de ses **226 000 clients**.
- Forte d'une expertise construite autour de ses cinq métiers, **le droit, le chiffre, le conseil financier, l'informatique, la sécurité et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

www.fiducial.fr

▪ Poids des TPE	3
▪ Tableau de bord	4
▪ Principaux enseignements	7
▪ Le moral des patrons de TPE	17
▪ L'emploi dans les TPE	23
▪ La situation économique et financière des TPE	30
▪ Les actions des pouvoirs politiques	45
▪ Les TPE et le modèle social français	57
▪ Les TPE, Internet et les réseaux sociaux	72
▪ Méthodologie	83
▪ Échantillon	84

Poids des TPE

Nombre d'entreprises en France : environ 2,5 millions*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(* Source INSEE SIRENE 2011 (pour la répartition par taille) et INSEE SIRENE DGCIS 2008 (pour la répartition de la valeur ajoutée produite)

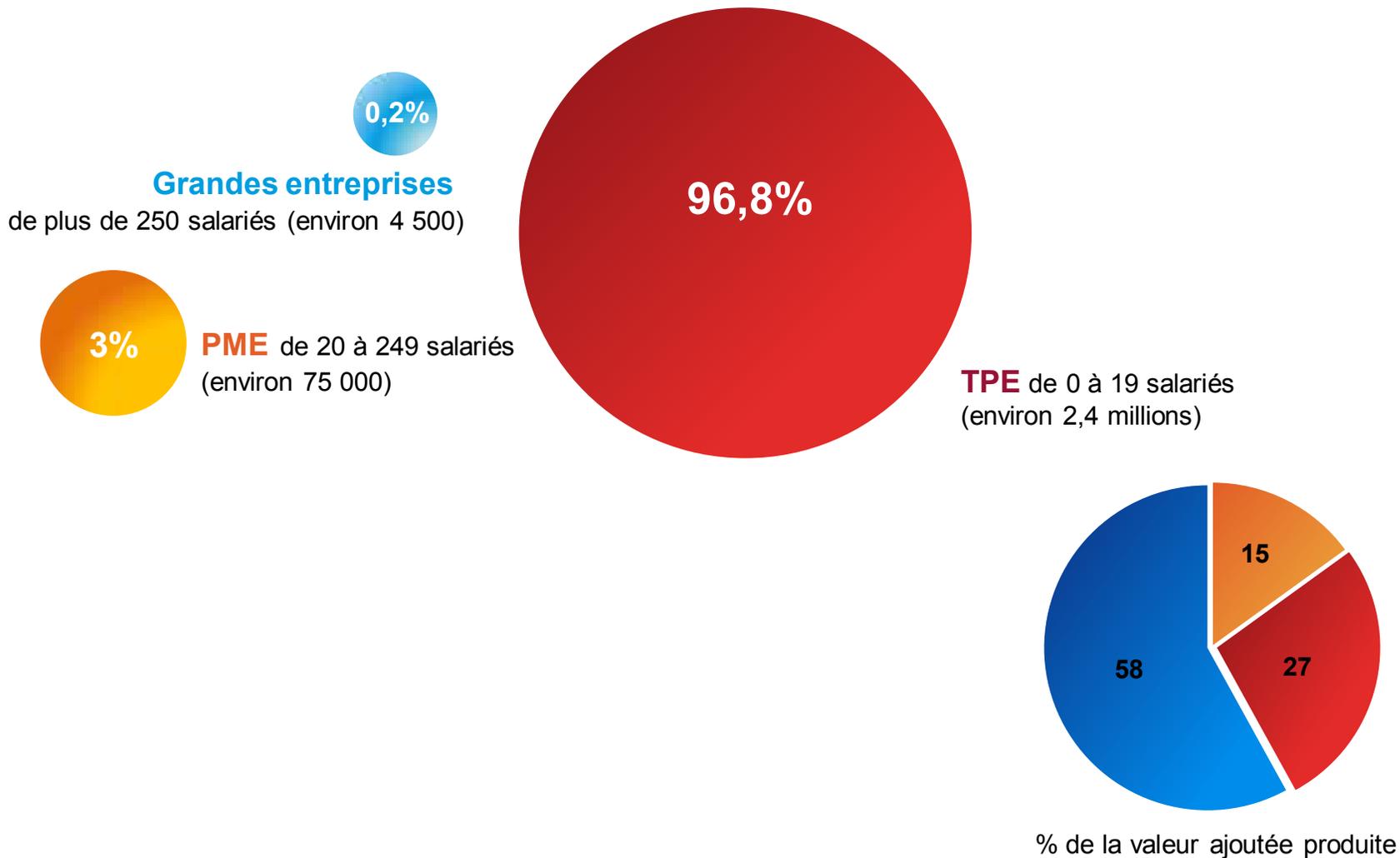
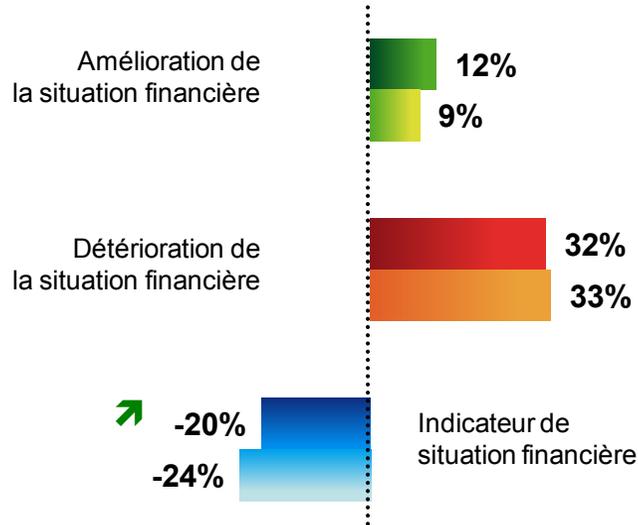


Tableau de bord

Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

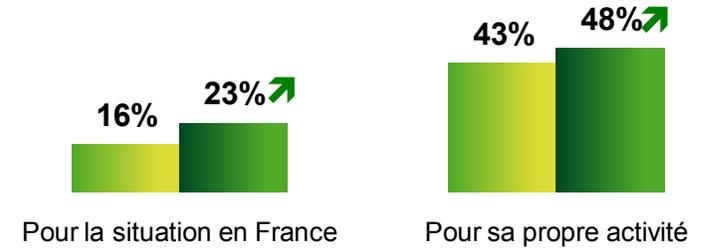
Niveau d'optimisme



Avril 2013

Rappel février 2013

Situation financière sur les trois derniers mois

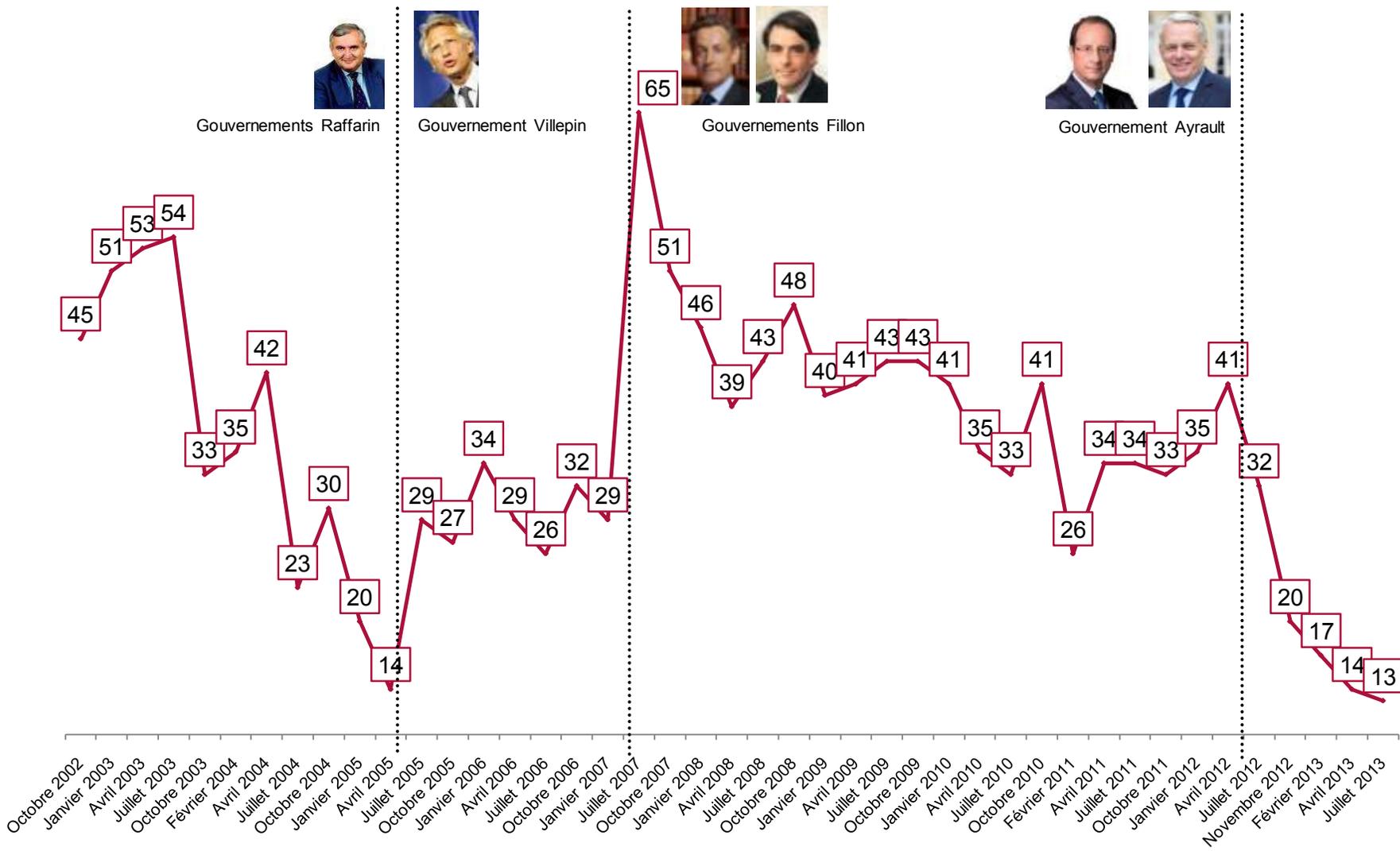


Création nette d'emplois



Base ensemble des TPE : 100% = 1 001 TPE

La confiance globale dans le gouvernement



Base : ensemble des TPE

% de bonne opinion

Principaux enseignements

Les TPE perçoivent une légère amélioration de la situation économique

Cette nouvelle vague d'enquête montre une petite embellie de la perception des TPE sur la conjoncture. Ainsi, si la proportion des patrons jugeant favorablement la situation économique reste faible (23%), elle augmente de 7 points par rapport au mois d'avril, retrouvant son niveau de juillet 2012.

Cet optimisme est également en hausse parmi les dirigeants en ce qui concerne leur propre entreprise (48%, +5 points) et s'avère même majoritaire dans le BTP (57%) et les services aux entreprises (58%). Malgré cela, l'indicateur de situation financière pour les trois derniers mois peine à remonter, se situant à -20 (contre -24 au mois d'avril dernier). Il devrait également rester négatif dans les trois mois à venir (-4).

Les ventes ont aussi continué de baisser, même si cette diminution a été moindre qu'au trimestre précédent (-0,2% contre -0,8% au mois d'avril). On relève une diminution plus sensible des recettes dans le secteur de l'hôtellerie (-0,8%). Pour le trimestre prochain, l'évolution du chiffre d'affaires des structures de moins de 20 salariés pourrait atteindre le point d'équilibre (+0,1%).

Sans doute du fait de ces moindres craintes concernant leur carnet de commande, **le niveau de quiétude des dirigeants s'accroît** (5,9 sur 10, soit +0,5 point), tandis que l'évaluation de leur motivation (6,9) et de leur état de santé (7,3) reste stable.

Ce léger relâchement des difficultés ressenties sur leurs marchés conduit les interviewés à considérer les mois à venir un peu plus favorablement. Ainsi, 49% entendent des perspectives positives pour leur propre activité dans les mois à venir, soit une hausse de 7 points en 3 mois. De la même manière, et malgré des scores toujours très faibles, ils sont plus nombreux à estimer que leurs clients particuliers (27%, +4 points) ou professionnels (22%) et leurs fournisseurs (20%, +2 points) vont connaître un regain d'activité.

Malgré cela, 30% des patrons de TPE jugent encore que leur entreprise se trouve dans un état préoccupant, ce score atteignant 38% dans le commerce et 44% dans l'hôtellerie.

Si, au global, le regard sur la conjoncture tend vers un peu plus d'optimisme, seules 37% des personnes interrogées comptent sur une reprise de leur activité en 2013 (13%) ou 2014 (24%), tandis qu'une majorité (57%) pense que celle-ci n'interviendra pas avant 2015 ou 2017. **Les patrons de TPE sont encore plus alarmistes s'agissant de l'économie en général, 80% n'anticipant pas de retour à la croissance avant 2015 (26%) voire 2017 (54%).**

De ce fait, la confiance dans le gouvernement poursuit sa décroissance (13%, -1 point en trois mois et -19 points sur un an).

Les difficultés bancaires et de trésorerie tendent à se réduire

Allant de pair avec des tensions moins importantes en termes d'activité, **la situation de trésorerie des très petites entreprises progresse elle aussi**. 79% (+2 points par rapport au mois d'avril dernier) des dirigeants interrogés déclarent ainsi qu'elle est à l'équilibre (47%) ou excédentaire (32%) contre 21% pour lesquels elle est déficitaire. Ce déficit est plus marqué dans les secteurs du commerce (30%) et de l'hôtellerie (28%), qui émergent comme les plus touchés par la crise actuelle. Pour les trois prochains mois, 24% anticipent une amélioration de leurs en-cours (+4 points), soit une proportion équivalente à celle des entreprises pour lesquelles les risques de dégradation sont élevés (24%, mais 35% parmi celles déjà en déficit).

Alors que Pierre Moscovici a annoncé vendredi 19 juillet (après la réalisation de l'enquête terrain) la mise à disposition des banques de 30 milliards d'euros provenant de la collecte des livrets règlementés, afin de prêter aux TPE et PME, le **sentiment global de durcissement des conditions d'accès au crédit diminue sensiblement** (12%, -8 points en trois mois).

Pour autant, parmi les 18% de patrons ayant réalisé une demande de crédit au cours des trois derniers mois (-5 points), une proportion plus importante a subi au moins une mesure de durcissement (57%, +4 points).

Les banques ont à cet égard effectué moins de refus de prêts aux patrons concernés (25%, -6 points), mais ont été beaucoup plus nombreuses à demander les garanties d'un organisme de cautionnement (19%, +12 points). 16% ont aussi demandé globalement plus de garanties supérieures à celles exigées par le passé.

Les créations d'emplois reviennent à l'équilibre

La situation des TPE sur le front de l'emploi suit logiquement la même évolution que sur plan financier. Pour la première fois depuis un an, le solde net de création d'emploi trouve son équilibre (+0,5%), après avoir atteint son niveau le plus bas historique lors de la dernière vague du baromètre (-4%). L'indicateur de création nette d'emploi atteint même +5% dans le BTP tandis qu'il est de -3% dans le commerce.

Cette remontée des créations de postes tient aux embauches, effectuées par 12% des très petites entreprises entre avril et juin (contre 10% au premier trimestre 2013). Il s'agit toutefois d'emplois précaires, la part des CDD atteignant 55% contre seulement 34% pour les CDI (-7 points en trois mois). Le recours aux contrats d'apprentissage s'accroît significativement (9%, +7 points).

Les suppressions de postes restent au même niveau qu'au trimestre précédent (7%), concernant des CDI à hauteur de 79%. Lors des ruptures de CDI, la procédure à l'amiable est toujours la plus fréquemment utilisée, en hausse de 5 points sur un an (44%). 34% des structures ayant perdu au moins un collaborateur en CDI ont licencié et 20% (-4 points) ont été confrontées à une démission des salariés.

La situation devrait continuer à s'améliorer durant la période estivale, avec une création nette prévue à +2%, malgré un moindre taux d'embauche (9%). Les secteurs des services aux particuliers (+4%) et du BTP (+5%) prévoient plus de créations de postes que la moyenne.

Des TPE, qui, malgré un impact de la conjoncture équivalent à celui rencontré par les autres entreprises, mettent en place des actions pour se différencier

Malgré les difficultés persistantes sur le plan économique, **les dirigeants de TPE se sentent très majoritairement impactés au même niveau que les entreprises de leur secteur (72%) ou de leur région (63%)**. Une majorité estime également que la crise les touche de façon équivalente par rapport à l'ensemble des entreprises (55% contre quand même 28% qui se sentent favorisées) et des très petites entreprises (57% contre 29% qui se sentent favorisées).

S'agissant de l'économie française dans son ensemble, 23% des interviewés se sentent plus fortement pénalisés que la moyenne, 41% pareillement impactés et 36% déclarent s'en sortir mieux. Ces scores s'établissent respectivement à 27%, 37% et 29% en ce qui concerne les entreprises européennes. D'une manière générale, les TPE s'estiment davantage lésées par rapport aux entreprises allemandes (42%), 23% pensant toutefois qu'elles subissent moins de désagréments.

Afin de faire face à la récession, les patrons adaptent leur activité, mais aucune solution n'est adoptée par une majorité d'entre eux :

- La plus courante est l'adaptation ou la création des produits et services offerts, pratiquée par 40%, ayant eu un effet positif dans 73% des cas.
- Les actions sur les compétences et les effectifs rencontrent des échos contrastés : 30% ont mis en place des formations (avec 51% d'effets positifs), mais 12% seulement ont recruté pour se développer sur de nouveaux marchés (avec 48% jugeant cette stratégie bénéfique). 10% ont opté à l'inverse pour une réduction des effectifs, qu'ils estiment efficace dans 55% des cas.
- S'agissant des prix, 30% les ont baissés, avec un impact positif pour 38% et négatif pour 11%. 19% ont fait le choix de les augmenter, avec 45% qui y ont gagné.
- Les actions sur la production et la promotion sont utilisées par 18 à 30% des interviewés, avec des effets positifs majoritaires : 30% ont mis au point une nouvelle approche marketing (avec 62% qui en ont ressenti les gains), 19% un changement de fournisseurs (avec des bénéfices dans 71% des cas) et 18% une réorganisation des processus de production (avec 57% de succès).
- Les mesures portant sur la distribution sont, à l'exception du changement de fournisseurs, les plus efficaces : 28% ont diversifié leurs canaux de distribution (avec 62% de satisfaction), 26% ont élargi leur zone de distribution et 26% également choisi de vendre à de nouveaux types de clients (avec 66% de satisfaction dans les deux cas).

Des TPE très mécontentes de la politique fiscale

Face à la récession de certains pays de la zone Euro, les instances européennes ont été très mobilisées, mais les actions mises en place suscitent le scepticisme des chefs d'entreprises de moins de 20 salariés. Si un sur deux juge les décisions de la BCE efficaces (46%), ils ne sont que 27% à partager cette opinion à l'égard de la Commission européenne et 18% à l'égard du gouvernement.

Les demandes faites à la France par la Commission européenne concernant l'équilibre des finances publiques, les retraites et les barrières douanières n'apparaissent justifiées qu'à une courte majorité des interviewés (55%, mais 79% dans l'industrie et 80% dans les services aux entreprises). Près des deux tiers (63%) estiment cependant que le gouvernement en tiendra compte dans ses prochaines mesures.

En lien logique avec le rejet de la politique adoptée par François Hollande et son gouvernement pour faire face à la récession, **80% des patrons de TPE estiment que la classe politique utilise l'argument de la responsabilité de l'Europe dans la situation actuelle comme excuse** pour se défaire d'une part de ses responsabilités.

Ils redoutent aussi majoritairement le risque de déflation (63%), 37% observant déjà ce phénomène au sein de leur secteur d'activité (et même 51% parmi les employeurs, 51% dans les services aux entreprises et 63% dans le BTP).

Peu confiants dans les politiques menées actuellement, **89% des dirigeants interrogés pronostiquent une augmentation des impôts en 2014**, et même une très forte augmentation pour la moitié d'entre eux (48%). Au même niveau, 87% reprochent au gouvernement des efforts insuffisants (dont 58% jugent que ce dernier ne fait « pas du tout » assez d'efforts). 83% sont également convaincus que l'objectif d'un déficit à 3,7% du PIB fin 2013 ne sera pas tenu.

La réduction des dépenses publiques devrait selon eux porter en priorité sur les effectifs, qu'il s'agisse du nombre d'élus (63%) ou de fonctionnaires (45%). 29% estiment que pour diminuer le budget de l'Etat, le nombre d'échelons territoriaux doit être réduit. Un interviewé sur cinq souhaite ensuite agir sur les prestations sociales (20%) ou les dépenses militaires (18%). Les autres postes ne sont pas considérés comme étant à réduire de manière prioritaire.

Dans ce contexte, la majorité des dirigeants juge probable l'organisation de grandes grèves semblables à celles de 1995 d'ici la fin de l'année (55%). Parmi ceux qui anticipent ces mouvements sociaux, 72% pensent qu'ils pourraient conduire à un remaniement ministériel. En revanche, seule une minorité perçoit la possibilité d'un recul sur la réforme des retraites (41%), un changement sur les orientations du budget 2014 (37%) ou d'un renoncement à certaines hausses d'impôts (24%). Plus de quinze ans après Jacques Chirac, un tiers d'entre eux (32%) déclarent que François Hollande pourrait à son tour dissoudre l'Assemblée nationale.

Un grand scepticisme sur la viabilité d'un modèle social français jugé inefficace et inéquitable

Les trois quarts des dirigeants de TPE interrogés considèrent que le modèle social français fonctionne mal (76%). Les jugements positifs restent minoritaires (24%) et sont plus répandus dans le secteur du commerce (31%) et celui des services aux entreprises (31%). Les petits entrepreneurs sont plus sévères sur le sujet que l'ensemble des français interrogés en 2005 (68% d'opinions négatives).

De leur avis, le modèle social français doit promouvoir avant tout la « liberté d'entreprendre » (42%) et en particulier, pour ceux du secteur des services aux entreprises (53%). 29% des patrons de TPE insistent sur la compétitivité économique, enjeu plus fréquemment cité par ceux du secteur du BTP (37%). En retrait, les thèmes de l'égalité des chances (14%) ainsi que celui de la couverture des risques et de la solidarité (14%) sont rarement évoqués, alors qu'ils étaient prioritaires pour le grand public en 2005 (respectivement 35% et 24%).

Aussi, **les dirigeants de TPE se disent très majoritairement pessimistes (80%)** – voire très pessimistes pour 35% – pour l'avenir du modèle social français (et jusqu'à 91% pour les patrons du secteur des services aux particuliers).

Une majorité des patrons de TPE affirme que le modèle social français doit être revu (56%), cette opinion étant plus largement partagée dans le secteur industriel (73%) et le BTP (67%).

Une position moins radicale est soutenue par une importante minorité qui demande un réaménagement du modèle dans l'optique de garantir sa pérennité (37%). Les dirigeants du secteur des services aux entreprises sont plus de la moitié à la partager.

Les prestations sociales constituent un sujet clivant pour les dirigeants de TPE. La moitié d'entre eux se disent satisfaits des remboursements de frais de santé (55%), comme des indemnités chômage (51%) et des allocations de la politique familiale (50%). Le clivage entre les secteurs des services aux entreprises et celui des services aux particuliers est particulièrement mis en évidence : les premiers expriment davantage leur approbation sur ces trois dimensions (minimum +15 points) contrairement aux seconds (minimum -7 points).

En revanche, une grande majorité des chefs d'entreprise interrogés ne se dit pas satisfaite des indemnités retraites (70%), et en particulier ceux âgés de 55 à 59 ans (77%) et les patrons du secteur du BTP (83%).

En matière de retraite et de frais de santé, une courte majorité des patrons de TPE se déclare en faveur du statu quo (52% et 51%), tandis que 35% et 28% d'entre eux souhaitent voir le niveau des allocations augmenter. Les indemnités liées à la politique familiale divisent davantage les interviewés : 43% veulent les voir réduire, la même proportion est en faveur de leur maintien. Enfin, la moitié des chefs d'entreprises souhaitent une réduction des indemnités chômage (52%, dont 28% de façon drastique).

Des propositions de réformes du modèle social suscitant un accueil mitigé et une faible confiance dans les syndicats patronaux et de salariés

7 dirigeants de TPE sur 10 jugent le modèle social français inéquitable. La critique est plus répandue dans les entreprises de services aux particuliers (80%) et celles employant 1 ou 2 salariés (80%). Afin de pallier les injustices, **80% des dirigeants se prononcent en faveur d'une modulation des prestations en fonction des revenus des foyers.** Dans une moindre mesure, la modulation en fonction du statut professionnel convainc également la plupart des interviewés (61% d'opinions favorables). En revanche, 56% d'entre eux s'opposent à l'utilisation du territoire comme élément déterminant.

Les réformes proposées lors de la conférence sociale des 20 et 21 juin ne suscitent pas d'adhésion massive. Toutefois, plus de la moitié des chefs d'entreprise estiment que les mesures de prévention des risques en matière de santé et de sécurité dans les entreprises (55%) et les initiatives de promotion de l'apprentissage en alternance seront efficaces. 51% des patrons croient également en l'efficacité de la mise en place de formations adaptées à l'offre régionale pour les demandeurs d'emplois. Une part équivalente soutient les propositions d'aides aux filières porteuses de développement économique (51%).

En revanche, la pérennité du système des retraites (31%), la prévention de l'usure professionnelle et le maintien de l'emploi (33%) peinent à convaincre.

Interrogés sur la confiance accordée aux partenaires sociaux pour mener à bien la négociation d'un accord efficace sur la formation professionnelle, **les dirigeants de TPE se montrent majoritairement sceptiques à l'égard des syndicats patronaux (53%) et de salariés (58%).** Les patrons du secteur des services aux entreprises sont davantage confiants envers les premiers (62%), alors que ceux du secteur des services aux particuliers leur préfèrent les syndicats de salariés (55%).

Les propositions discutées en matière de retraites recueillent des avis pour la plupart favorables (entre 89% et 54%), excepté l'augmentation des cotisations rejetée par 71% d'entre eux. A l'inverse, les systèmes favorisant la retraite progressive avec le maintien d'une activité à temps partiel en transition fédèrent l'approbation de près de 9 dirigeants sur 10 (89%). L'allongement de cotisation au-delà de 42 annuités est soutenu par 54% de patrons, pour une moyenne de 2,9 ans d'activité supplémentaire. 73% des interviewés approuvent la fusion entre les régimes de retraite. La plupart souhaite la mise en place d'un régime unique pour l'ensemble des actifs (69%).

Les initiatives relatives aux indemnités chômage satisfont une large majorité des interviewés : 81% sont favorables au conditionnement du versement des indemnités à la réalisation d'une formation professionnelle et 78% au maintien de la dégressivité. 67% approuvent le versement d'un complément d'indemnités chômage en cas de reprise d'un travail moins rémunéré, et 63% la mise en place d'une durée d'indemnisation unique à taux plein.

Les TPE misent davantage sur les sites web, les réseaux sociaux restent plus utilisés à titre personnel

L'attitude des patrons de TPE vis-à-vis des médias sociaux est contrastée. **La très grande majorité d'entre eux approuve le développement d'Internet et des réseaux sociaux** et reconnaissent que cela constitue un réel progrès en termes d'accès et de partage d'information (80%). Un chef d'entreprise sur deux constate également que ces médias permettent de créer des opportunités importantes dans le cadre du développement de leur activité (47%), notamment dans les secteurs des services aux entreprises (57%) et de l'hôtellerie (61%)

Pour autant, les bénéfiques à titre personnel de ces nouveaux outils divisent les entrepreneurs. Un tiers d'entre eux se dit passionné (36%), et notamment parmi les moins de 35 ans (58%). Au contraire, 28% des patrons admettent que le développement de ces technologies leur fait peur, en particulier parmi les jeunes quinquagénaires (41% des 50-54 ans) et dans le secteur des services aux particuliers (35%).

Les patrons de TPE ne misent pas sur les même outils sur le plan personnel et professionnel. Alors que 42% possèdent un compte Facebook à leur nom – et 66% des moins de 35 ans – seuls 20% y ont ouvert une page pour leur entreprise. Le site Internet est clairement privilégié pour la communication numérique des TPE (46%), et près d'un quart des dirigeants y ont également recours à titre personnel (24%). Les autres réseaux sociaux et blogs restent moins mobilisés, et davantage dans le cadre privé.

Google + convainc plus à titre personnel (17%) que professionnel (12%), de même que LinkedIn (respectivement 14% et 7%), Viadeo (14% et 3%), Twitter (9% et 6%) ou encore le blog classique (7% et 4%). Les patrons du secteur des services aux entreprises se révèlent légèrement plus enclins à se tourner vers ces outils pour promouvoir leur activités on-line.

Parmi les utilisateurs de ces médias à titre professionnel, les réseaux sociaux communautaires sont plus fréquemment consultés que les autres. 33% des patrons consultent ou mettent à jour le compte Twitter de leur entreprise quasi quotidiennement, 23% font de même de leur page Facebook, et 22% des possesseurs de comptes Google+ s'y rendent tous les jours ou presque. Les dirigeants consultent sur un rythme plus hebdomadaire les réseaux tels que Viadeo (21%), ou leur blog (35%). Ils se rendent sur LinkedIn uniquement une fois par mois (41%), et la plupart des sites web sont visités ou enrichis moins souvent (38%).

La présence on line des TPE est gérée dans la majorité des cas par le chef d'entreprise en personne (55%) et à fortiori quand celui-ci n'emploie aucun salarié (66%). 16% cogèrent leur présence numérique en collaboration avec un prestataire, alors que 15% le cogèrent avec un de leur salarié. Peu d'entre eux externalisent totalement cette mission (12%) et seuls 2% laissent leur équipe totalement autonome.

Internet et les médias sociaux sont avant tout considérés comme des moyens d'information

Un dirigeant de TPE sur deux possédant un site Internet a créé sa plateforme il y a plus de 4 ans (49%). Un quart d'entre eux ont un site web depuis deux à quatre ans (24%) et le dernier quart l'a mis en ligne depuis moins de 2 ans (27%). Malgré l'ancienneté de la plupart des sites, près de la moitié des patrons déclarent ne pas prévoir de le renouveler à court ou moyen terme (49%). A l'inverse, 38% des dirigeants interrogés prévoient une telle opération dans l'année à venir et 23% dans un délai de 6 mois.

Malgré leur conscience des bénéfices potentiels du web 2.0, **en matière de communication et de promotion locale, la plupart des dirigeants de TPE recourent aux canaux traditionnels** que sont les pages jaunes (35%), les prospectus et le boitage de flyers (16%), devant la publicité on-line (16%). De nouveau, le secteur des services aux entreprises s'avère plus numérique que les autres (23%), tandis que celui des services aux particuliers reste majoritairement fidèle à l'annuaire (52%).

L'affichage sur véhicule est privilégié par 15% des personnes interrogées mais convainc plus de la moitié des patrons du secteur du BTP (52%). Ces derniers ont davantage recours à l'affichage mural (12% contre 8% en moyenne). Les journaux locaux séduisent plus le milieu de l'hôtellerie (21% contre 11% en moyenne). Les événements locaux (10%) et le sponsoring (8%) ne sont mobilisés que par une minorité des patrons interrogés.

Les patrons utilisent Internet et les médias sociaux avant tout dans une optique d'information : plus de la moitié des dirigeants de TPE disent suivre l'actualité et les tendances de leur secteur par ce biais (55%). Ils sont autant à utiliser ces canaux pour suivre l'actualité politique et économique (53%). 41% des patrons utilisent Internet et les réseaux sociaux dans leur relations avec leurs clients, et 39% les mobilisent dans une optique de prospection, ces canaux favorisant la prise de contacts avec de nouveaux clients potentiels. Un tiers des dirigeants TPE cherchent à augmenter leur visibilité médiatique et leur notoriété via le web (32%). 31% d'entre eux communiquent on-line sur leurs offres et 27% se servent de ces médias comme outil de veille concurrentielle. Un quart des patrons communiquent activement sur les tendances de leur secteur ou leurs domaines d'expertise sur la toile (26%) et ont recours à la publicité on-line (23%). La vente en ligne (12%) et le recrutement de nouveaux collaborateurs (12%) restent des usages très minoritaires.

De manière **générale, les patrons du secteur des services aux entreprises mobilisent davantage Internet pour ces différents usages** (supérieur de 7 à 23 points), affirmant leur inclination plus marquée vers les outils numériques et les médias sociaux.

Dans environ 90% des cas, les dirigeants de TPE n'ont pas recours à l'interdiction d'accès informatique à certains réseaux ou sites web, pratiques plus courantes dans les grosses structures.

Le moral des patrons de TPE

Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Question

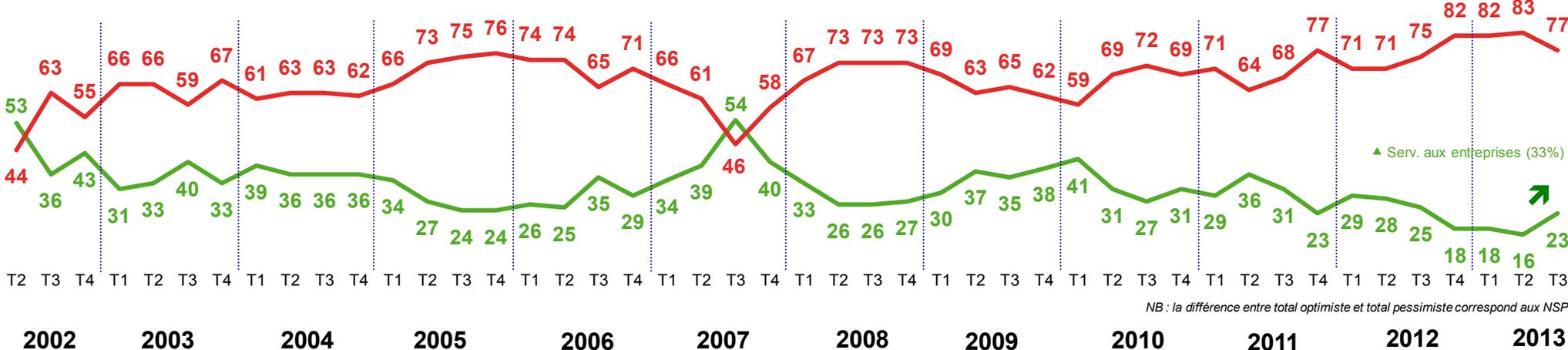
En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

▲ Industrie (83%) / Serv. aux particuliers (83%)

— Total optimiste sur la situation en France

— Total pessimiste sur la situation en France

▲ Serv. aux entreprises (33%)



NB : la différence entre total optimiste et total pessimiste correspond aux NSP

Question

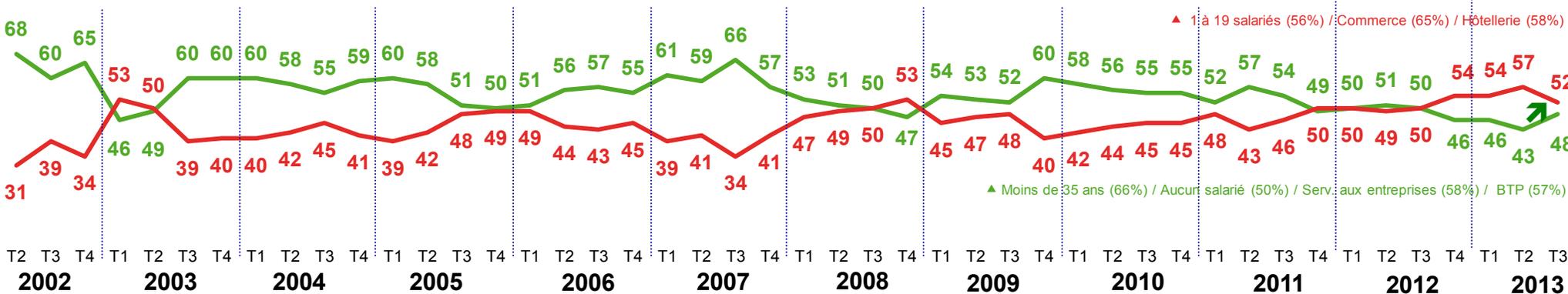
Et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

— Total optimiste pour leur activité

— Total pessimiste pour leur activité

▲ 1 à 19 salariés (56%) / Commerce (65%) / Hôtellerie (58%)

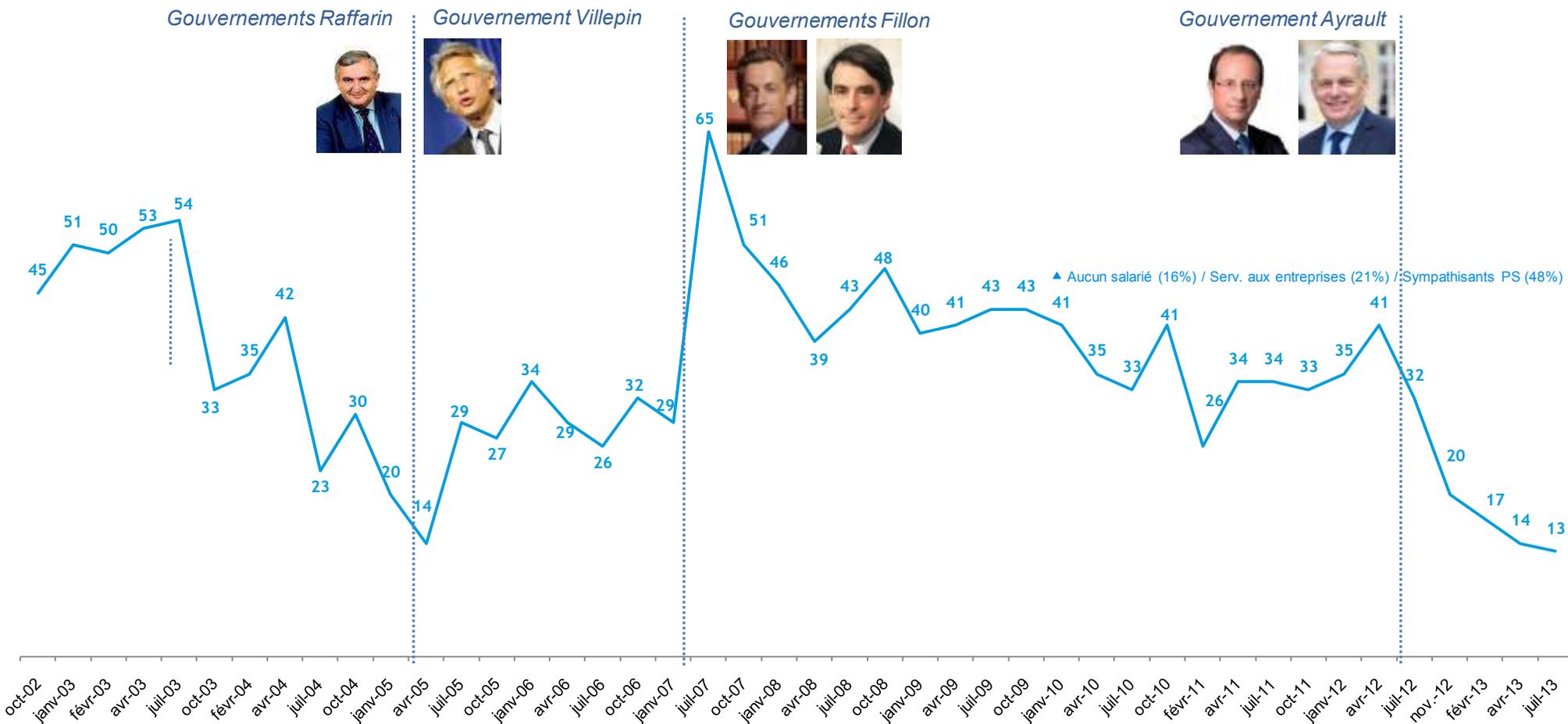
▲ Moins de 35 ans (66%) / Aucun salarié (50%) / Serv. aux entreprises (58%) / BTP (57%)



Question

Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault inspirent ... ?

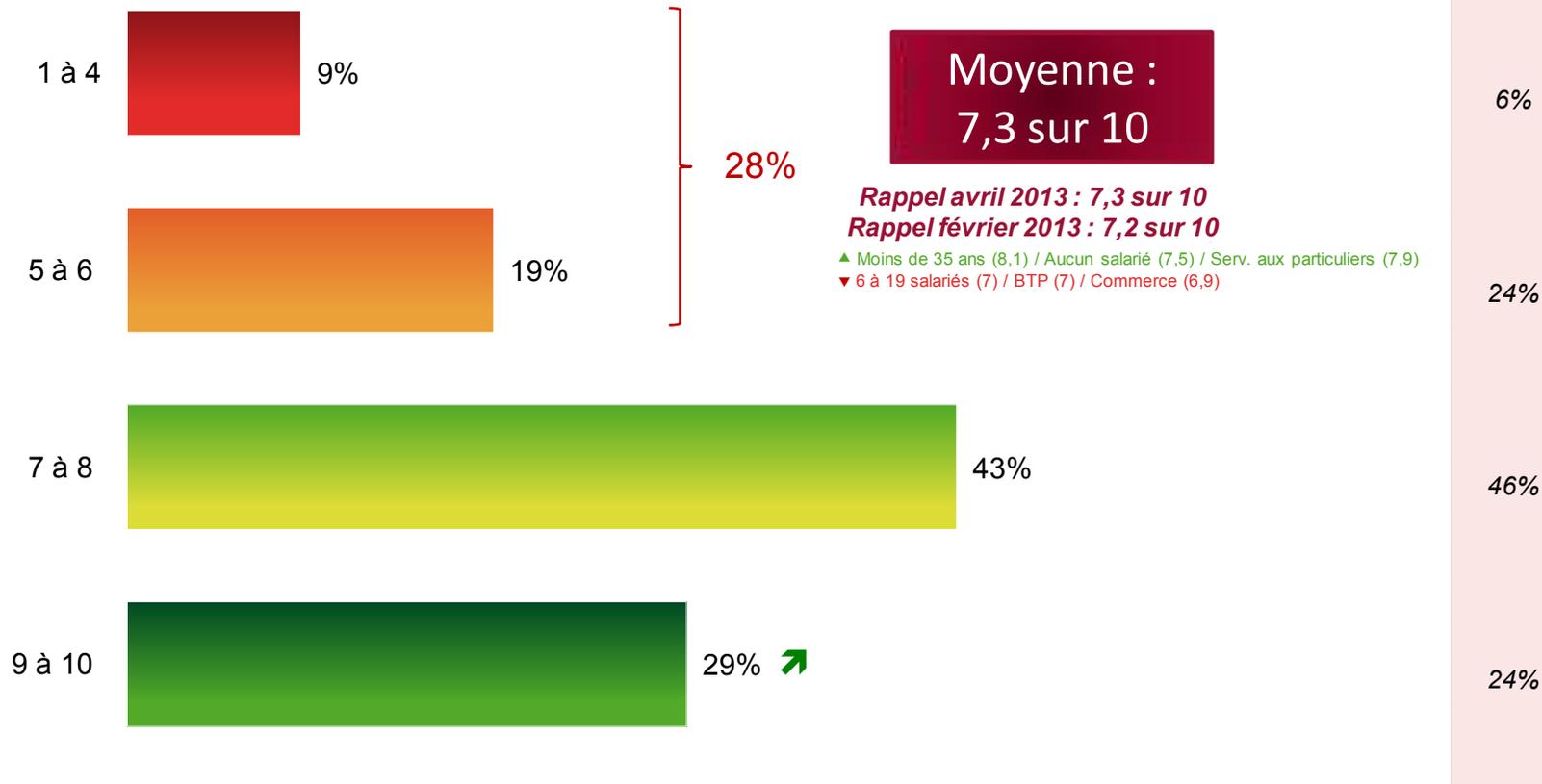
— Inspirent confiance d'une manière générale



Evaluation de l'état de santé des chefs d'entreprise

Question

En ce moment, sur une échelle de 1 à 10, (1 voulant dire que vous êtes en très mauvaise santé et 10 que vous êtes en excellente santé), comment jugez-vous votre forme physique ?



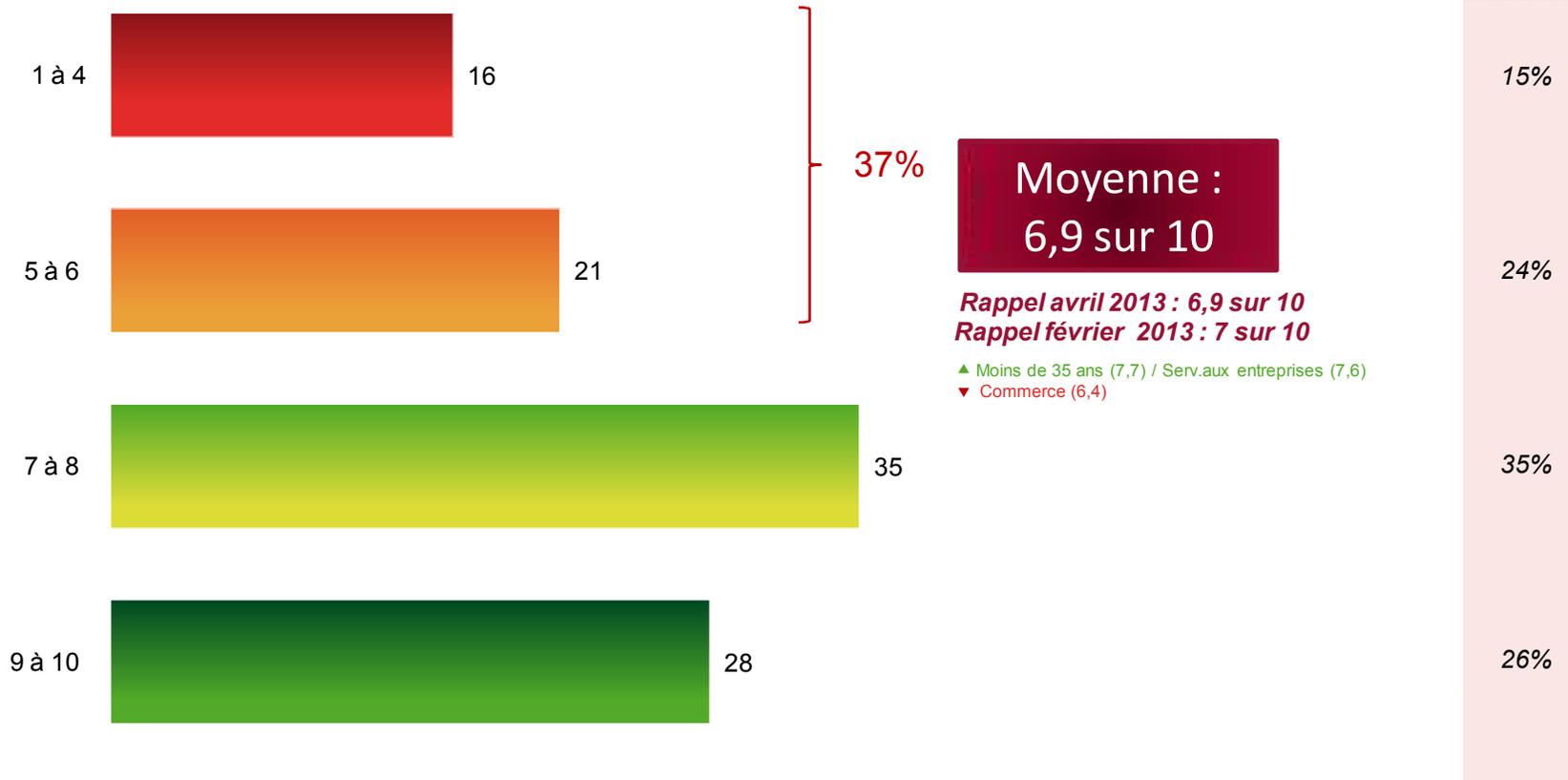
En moyenne, les dirigeants de TPE évaluent leur état de santé à 7,3 sur 10, ce score étant identique à celui observé lors des précédentes vagues du baromètre. On note cependant un accroissement des notes les plus hautes (29% lui attribuent 9 ou 10 contre 24% trois mois plus tôt). Ce score est légèrement en retrait dans le BTP et le secteur du commerce.

Base : ensemble des TPE

Evaluation du niveau de motivation des chefs d'entreprise

Question

En ce moment, sur une échelle de 1 à 10, comment jugez-vous votre niveau de motivation (1 voulant dire que vous êtes totalement démotivé et 10 que vous êtes extrêmement motivé) ?



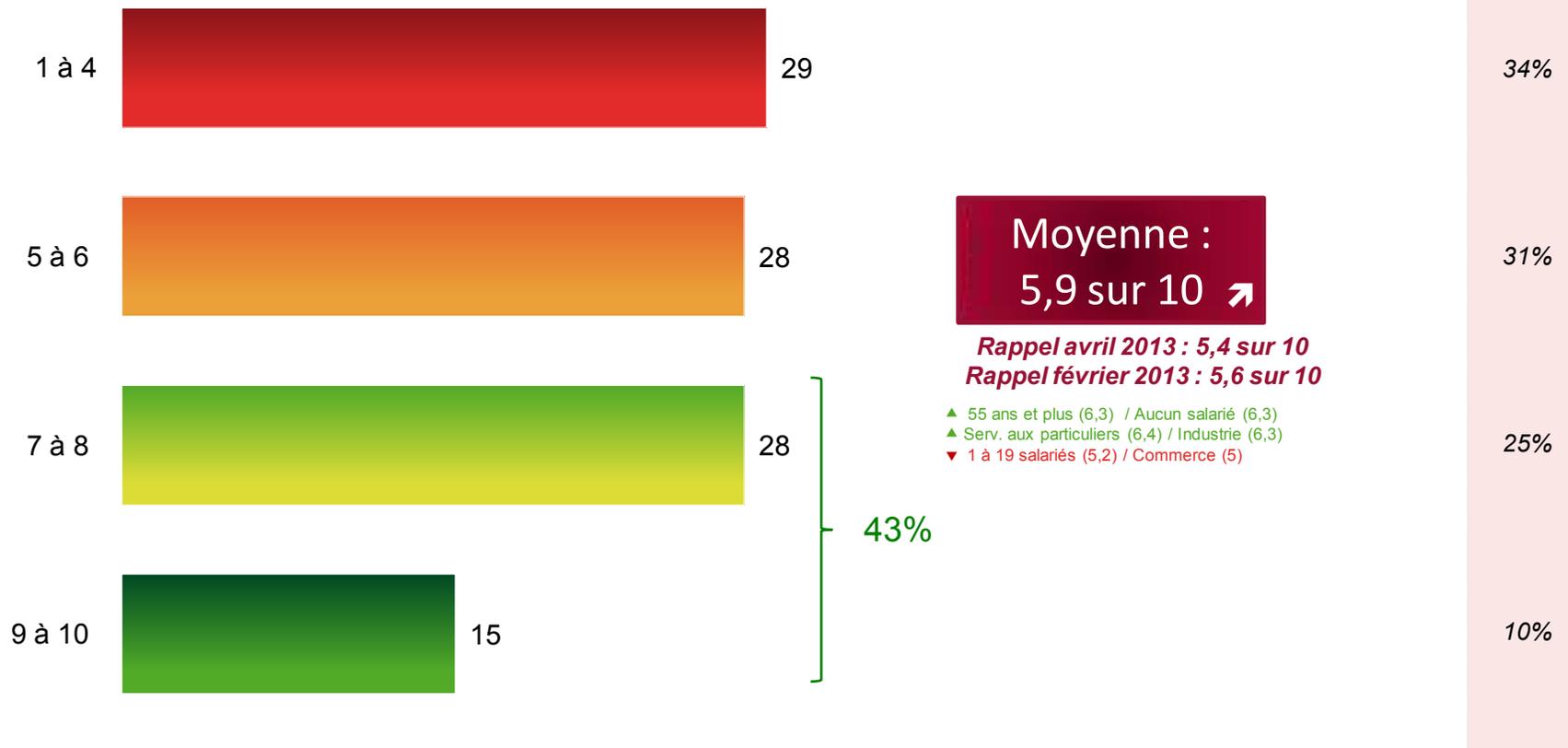
Les patrons interrogés affichent la même motivation qu'en début d'année, avec une moyenne de 6,9 sur 10. Notons que près de 4 sur 10 sont peu ou moyennement motivés (39%). Les jeunes entrepreneurs témoignent d'une plus grande motivation que la moyenne (7,7), de même que les dirigeants du secteur des services aux entreprises (7,6).

Base : ensemble des TPE

Evaluation de l'état de quiétude des chefs d'entreprise

Question

En ce moment, sur une échelle de 1 à 10, comment jugez-vous votre niveau de stress (1 voulant dire que vous êtes très stressé et 10 que vous n'êtes pas du tout stressé) ?



Les interviewés se montrent un peu plus sereins qu'au trimestre précédent (5,9 contre 5,4), 43% donnant une note supérieure ou égale à 7 contre 35% trois mois auparavant. Les employeurs (5,2) et les patrons du secteur du commerce (5) apparaissent plus stressés que la moyenne.

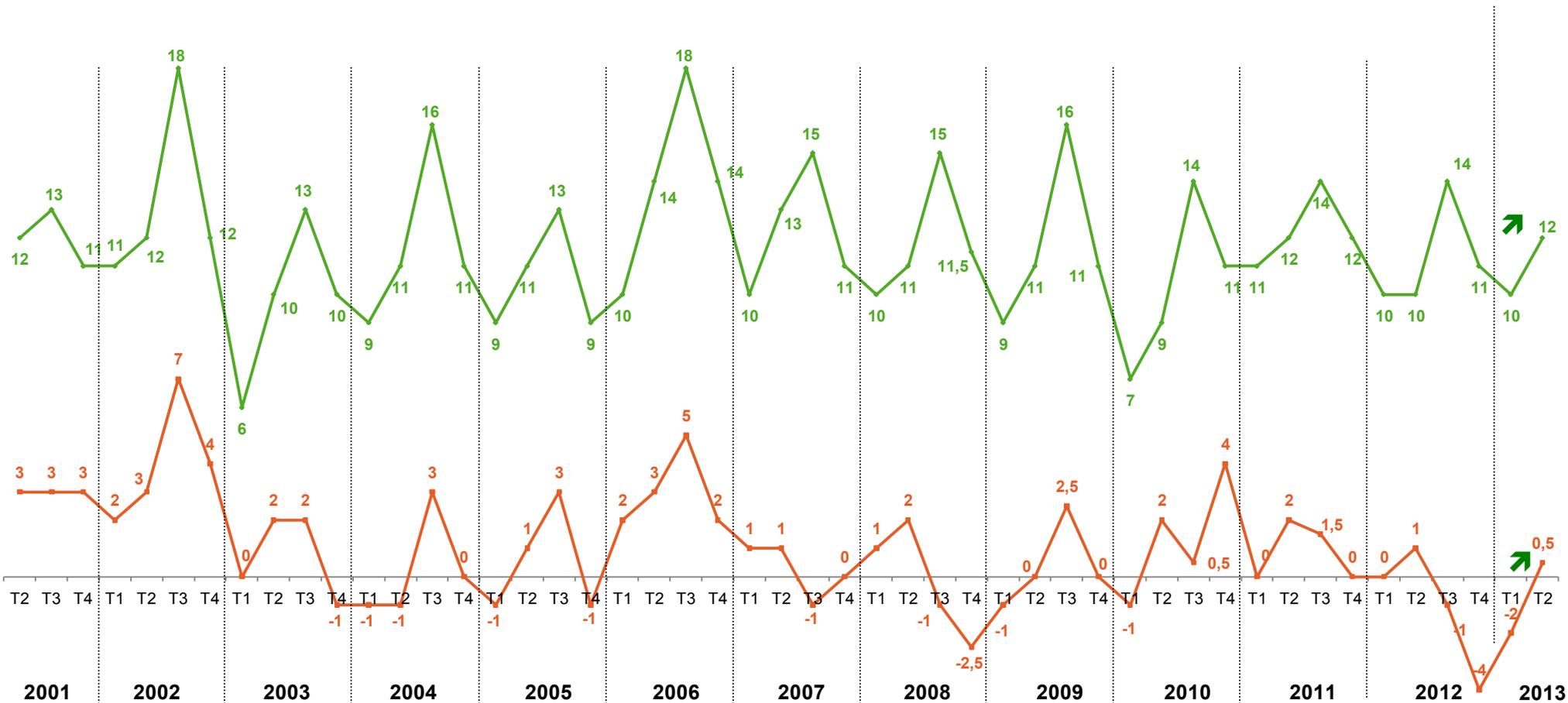
Base : ensemble des TPE

L'emploi dans les TPE

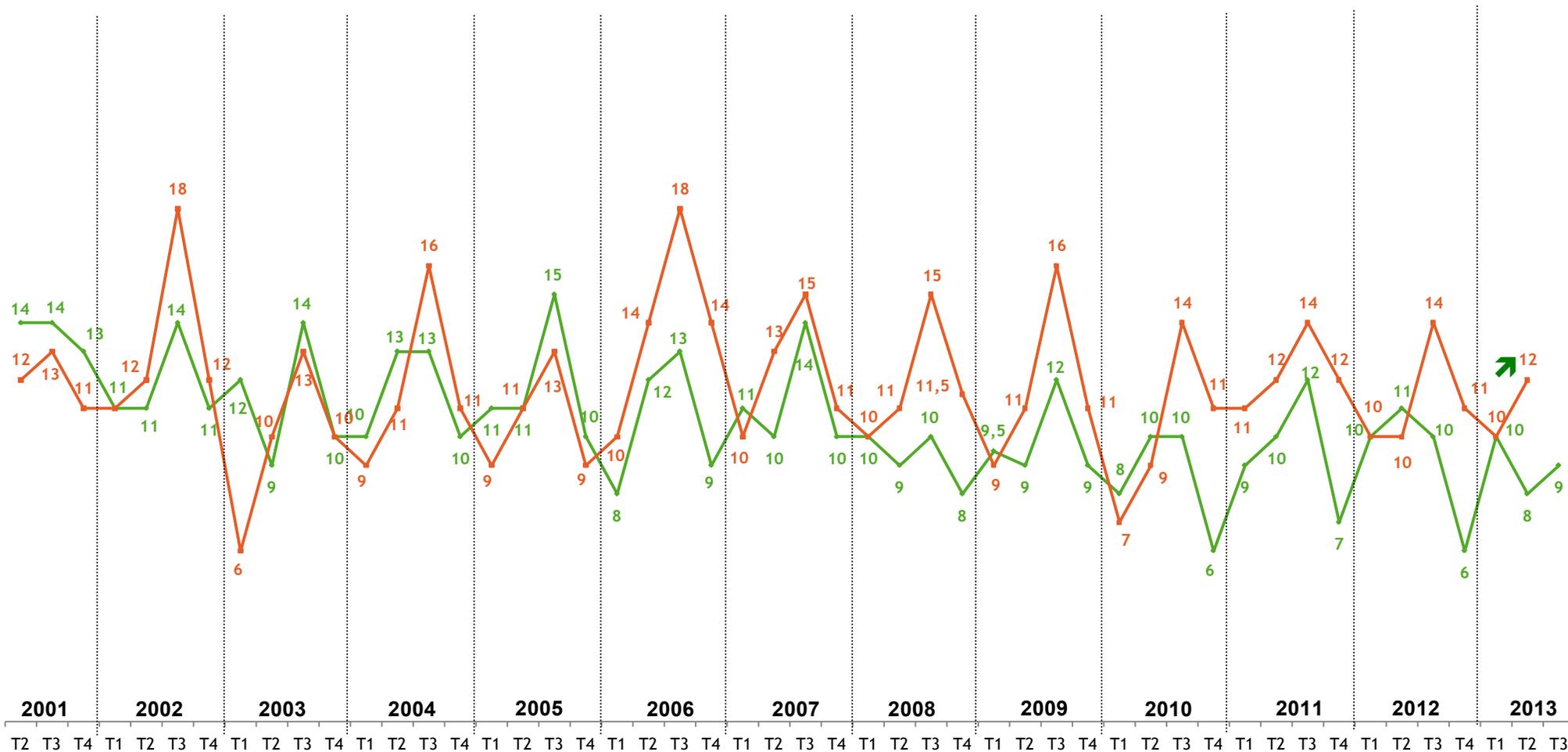
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

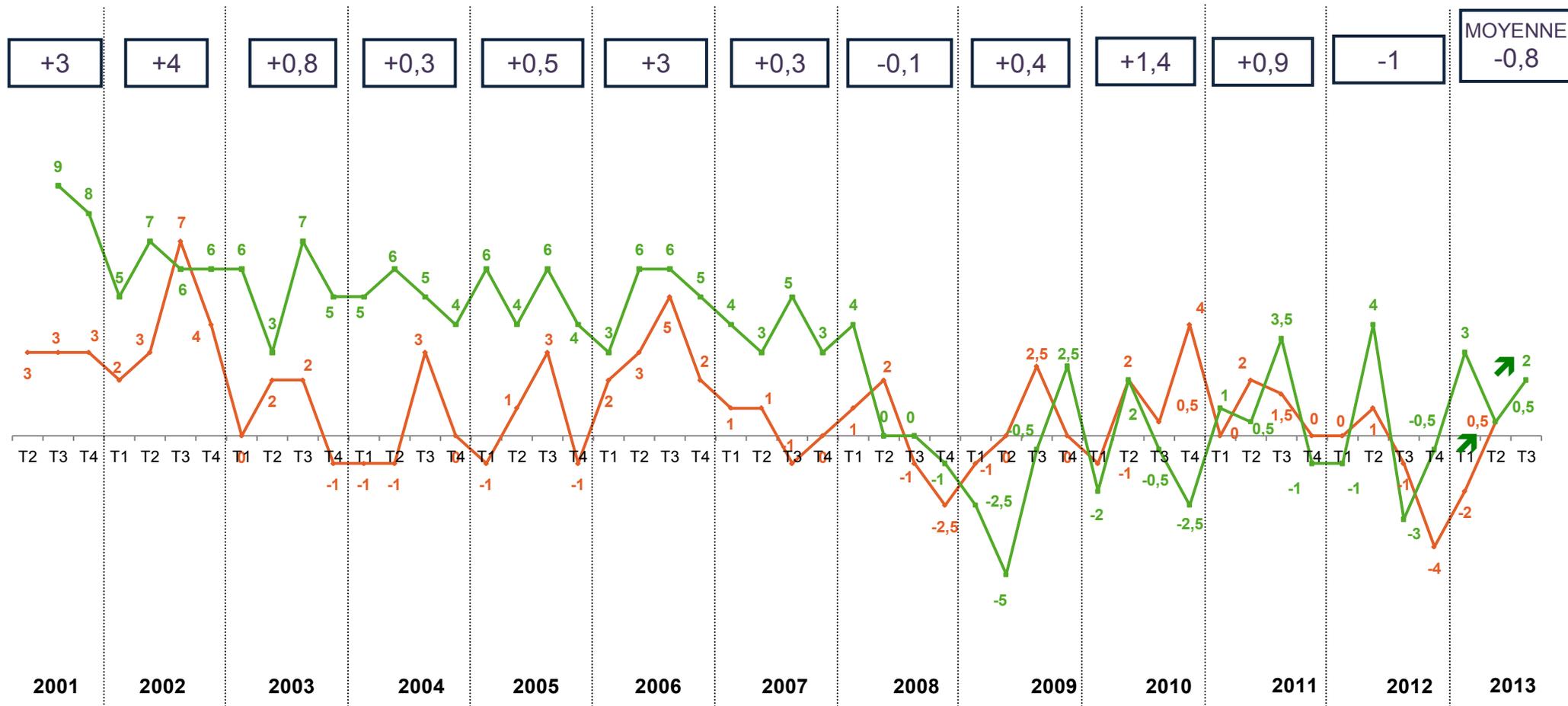
— Embauches réalisées sur les trois derniers mois = 11,7
— Création nette d'emplois sur les trois derniers mois = 1,0
} Moyennes depuis 2001



- Embauches prévues au cours des trois prochains mois
- Embauches réalisées sur les trois derniers mois



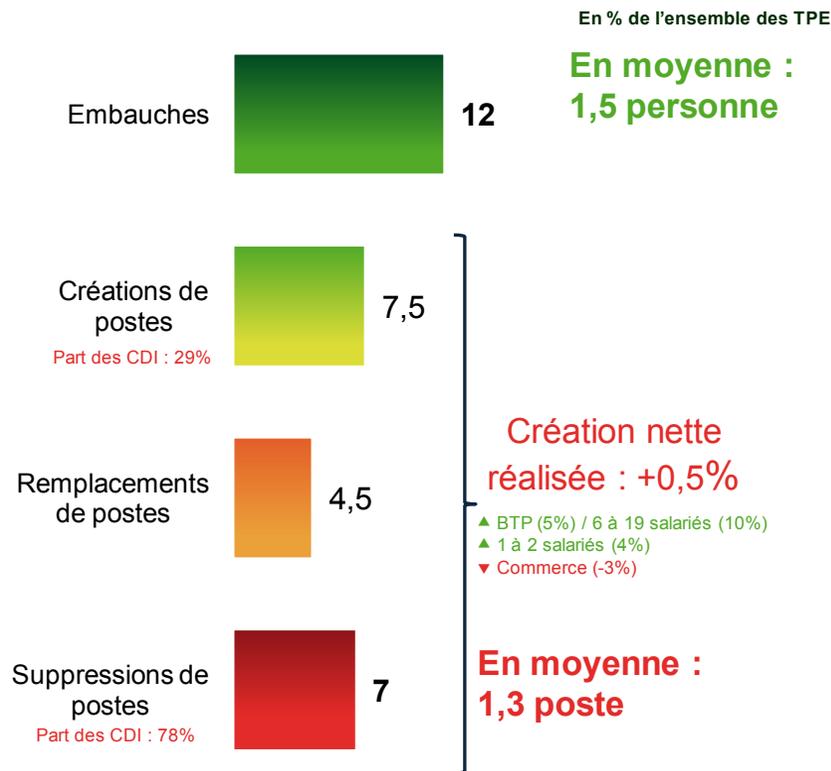
— Création nette d'emplois réalisée sur les trois derniers mois
 — Création nette d'emplois prévue au cours des trois prochains mois



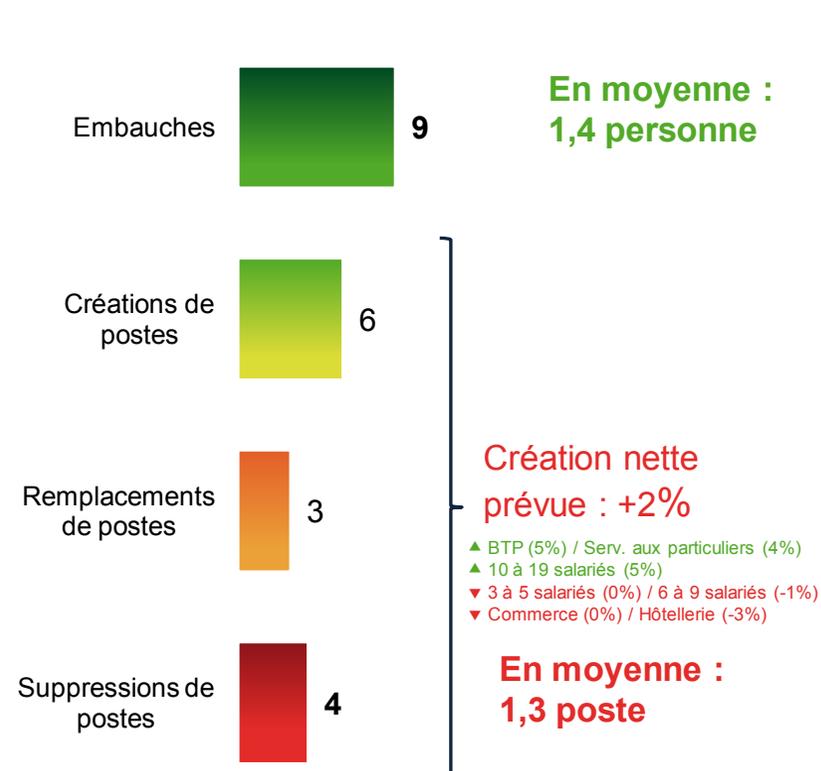
Base : ensemble des TPE

Répartition de la création nette d'emplois

Réalisations d'avril à juin 2013



Perspectives de juillet à septembre 2013



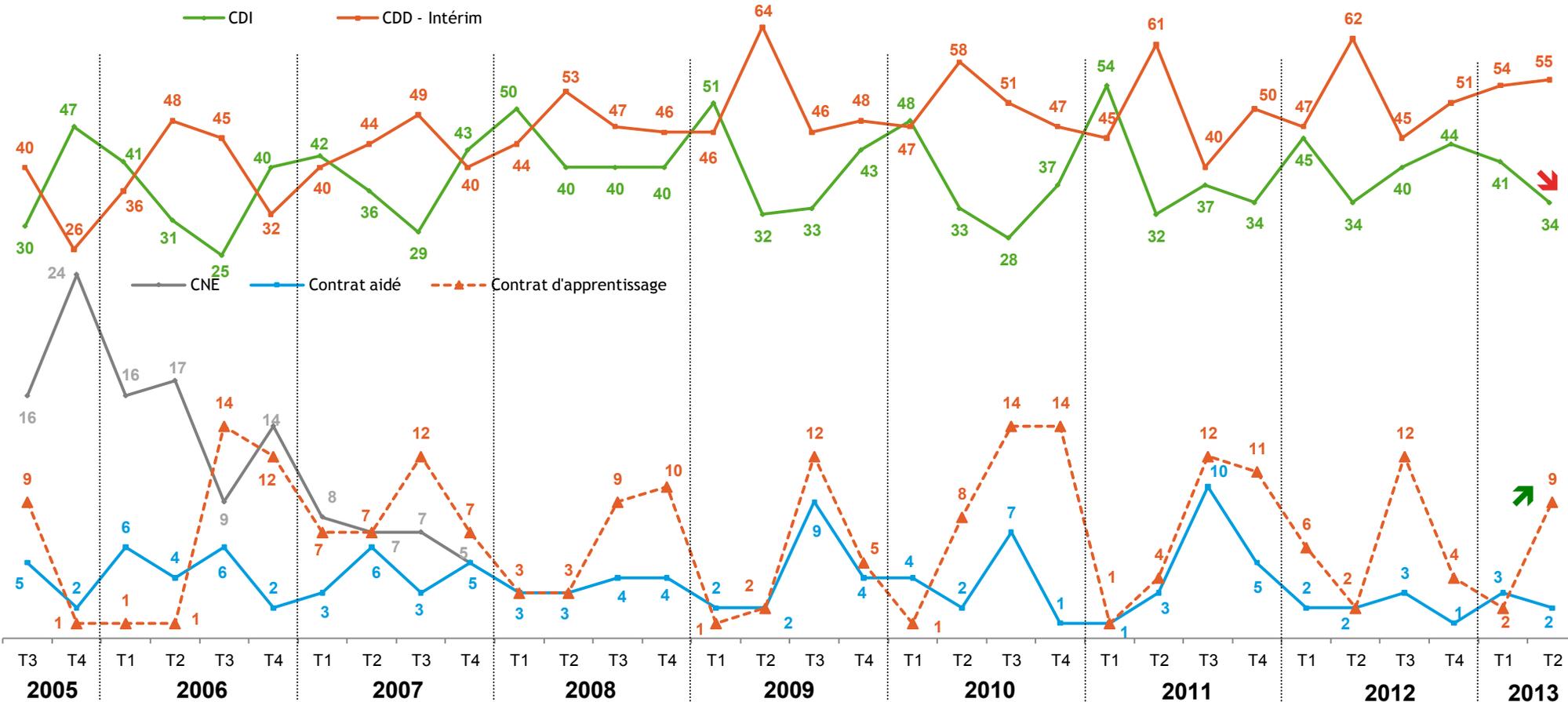
Le deuxième trimestre est marqué par une situation encourageante en termes d'emploi, la création nette s'établissant pour la première fois depuis un an à un niveau certes faible mais positif (+0,5%), qui correspond aux prévisions formées lors de la dernière vague d'enquête. Cette reprise concerne plus fortement le BTP (+5%) et les structures de 6 à 19 salariés (+10%). On relève toutefois que les suppressions de postes restent importantes (7%) et concernent des CDI dans plus des trois quarts des cas.

Pour le troisième trimestre, ce mouvement de progression devrait se poursuivre, avec une création nette d'emplois qui atteindrait +2%. Le commerce et l'hôtellerie se révèlent davantage fragilisés, anticipant des scores nuls ou négatifs (respectivement 0% et -3%).

Question

Quel(s) type(s) de contrat(s) avez-vous utilisé(s) pour cette (ces) embauche(s)...?

CDD > 1 mois = 43%
CDD < 1 mois = 12%

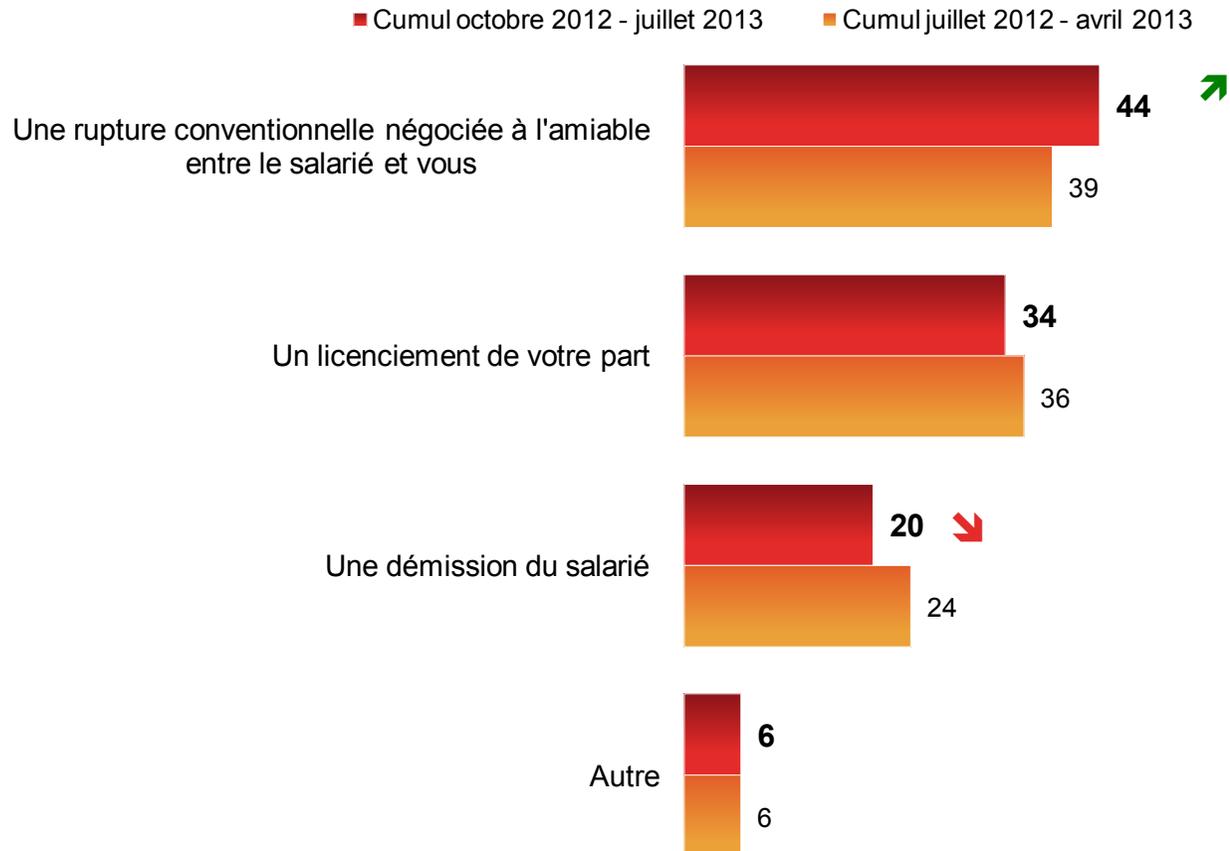


En lien avec la très forte propension des employeurs à supprimer des postes en CDI lorsqu'ils se séparent de leurs salariés, on voit également que ce contrat est peu privilégié lorsqu'il s'agit de recruter. Il ne représente qu'un tiers des embauches (34%). Les CDD restent majoritaires (55%). Ce trimestre est marqué par une forte augmentation du recours aux contrats d'apprentissage (9%, +7 points en 3 mois), tandis que les contrats aidés restent peu utilisés, même après l'extension de contrats d'avenir aux entreprises privées.

Les modes de suppression des CDI

Question

Cette(ces) suppression(s) de poste(s) en CDI étai(en)t-elle(s)... ?



Les ruptures conventionnelles, dont on avait constaté la baisse au cours des deux trimestres précédents sur une année glissante, creusent de nouveau l'écart avec les autres modalités de suppression des postes en CDI, et normalement avec les licenciements (34%, -2 points). Dans une période où le taux de chômage est particulièrement élevé, on voit en revanche moins de démissions de salariés de TPE (20%, -4 points).

Base : question posée aux patrons de TPE ayant supprimé des postes en CDI au cours des trois derniers mois

La situation économique et financière des TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

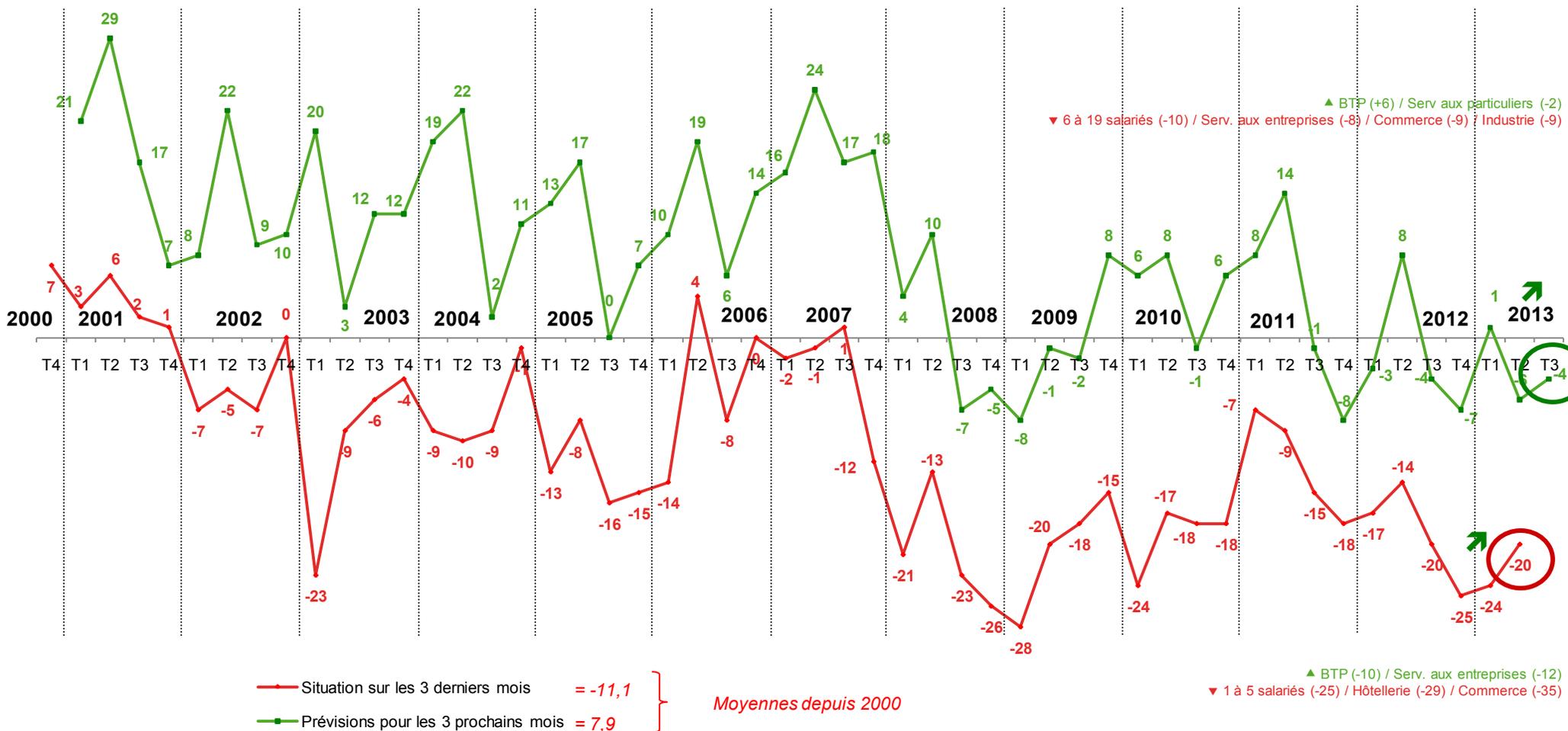
(*) % d'amélioration - % de détérioration

Question 1

Au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

Question 2

Au cours des 3 prochains mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'améliorera, se détériorera ou restera stable ?

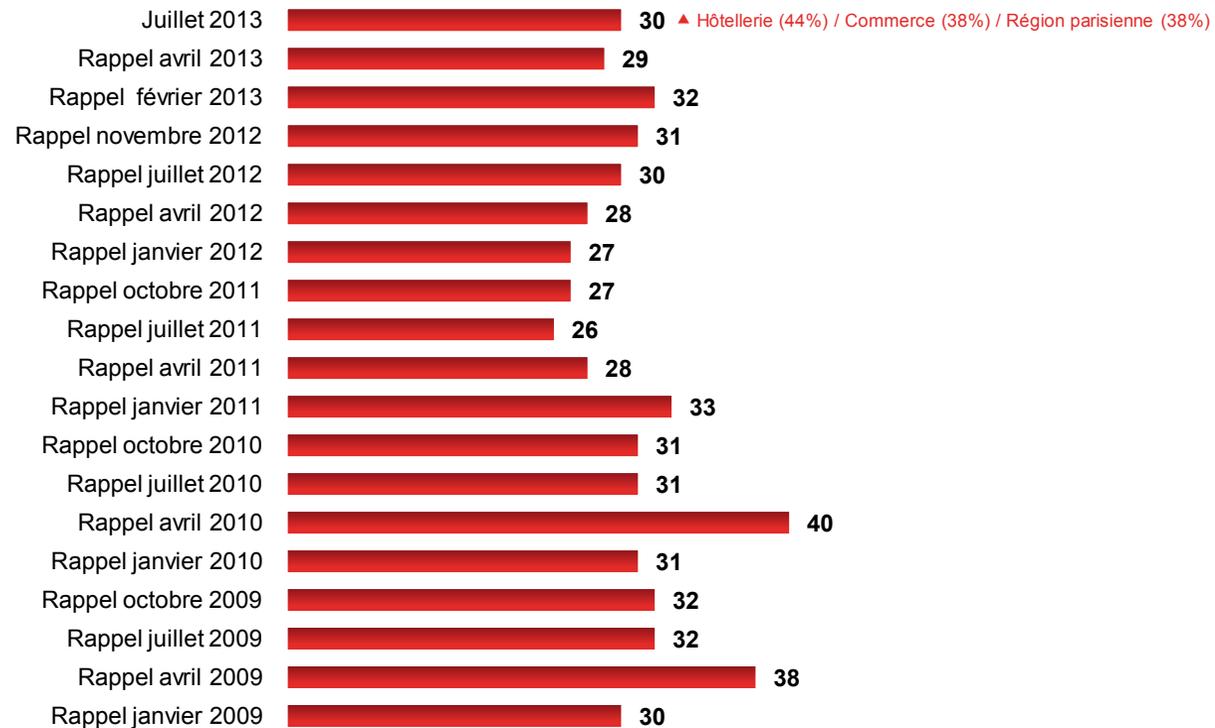


Préoccupation des TPE à l'égard de leur situation financière

Question

Actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ? Diriez-vous qu'elle est très saine, plutôt saine, plutôt préoccupante ou très préoccupante ?

Total situation préoccupante (en %)



30% des dirigeants interviewés jugent la situation de leur entreprise préoccupante, un score similaire à celui enregistré au mois d'avril. Les difficultés sont plus marquées dans les secteurs du commerce (38%) et de l'hôtellerie (44%), ainsi qu'en région parisienne (38%).

Base : ensemble des TPE

L'évolution trimestrielle des recettes et des ventes

Question

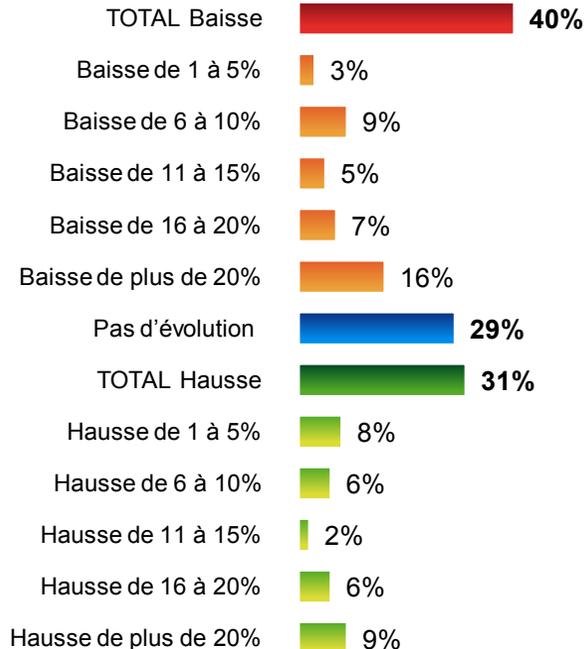
Au cours des trois derniers mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, quelle évolution, positive ou négative, avez-vous constaté en pourcentage ?*

Moyenne juillet 2013 : -0,2% ↗

Rappel avril 2013 : -0,8%

Rappel février 2013 : -2,8% / Rappel novembre 2012 : -2,9% / Rappel juillet 2012 : -2,0%
Rappel avril 2012 : -2,7% / Rappel janvier 2012 : -0,3% / Rappel octobre 2011 : -1,6%

▲ BTP (+0,1%)
▼ Hôtellerie (-0,8%)



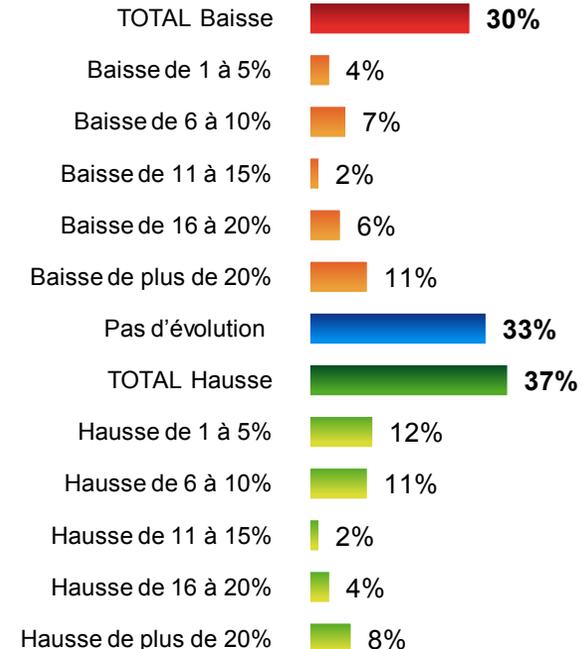
Question

Pour les trois prochains mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, quelle évolution positive ou négative prévoyez-vous en pourcentage ?

Moyenne juillet 2013 : +0,1% ↗

Rappel avril 2013 : -0,1%

Rappel février 2013 : -0,6% / Rappel novembre 2012 : -0,8% / Rappel juillet 2012 : -0,6%
Rappel avril 2012 : +1,4% / Rappel janvier 2012 : +0,2% / Rappel octobre 2011 : +0,3%



Au cours des trois derniers mois, le recul des ventes des TPE s'est poursuivi, mais de façon moins marquée que lors des vagues d'enquêtes précédentes (-0,2% contre -0,8% au moins d'avril). Notons qu'un tiers seulement a vu son chiffre d'affaires augmenter quand 29% l'ont vu stagner et 40% baisser.

Le point d'équilibre devrait être atteint au cours du troisième trimestre, les patrons estimant en moyenne que leurs recettes vont croître de 0,1%. 33% estiment qu'elles resteront identiques, 37% qu'elles seront en hausse et 30% qu'elles continueront à diminuer.

Base : ensemble des TPE

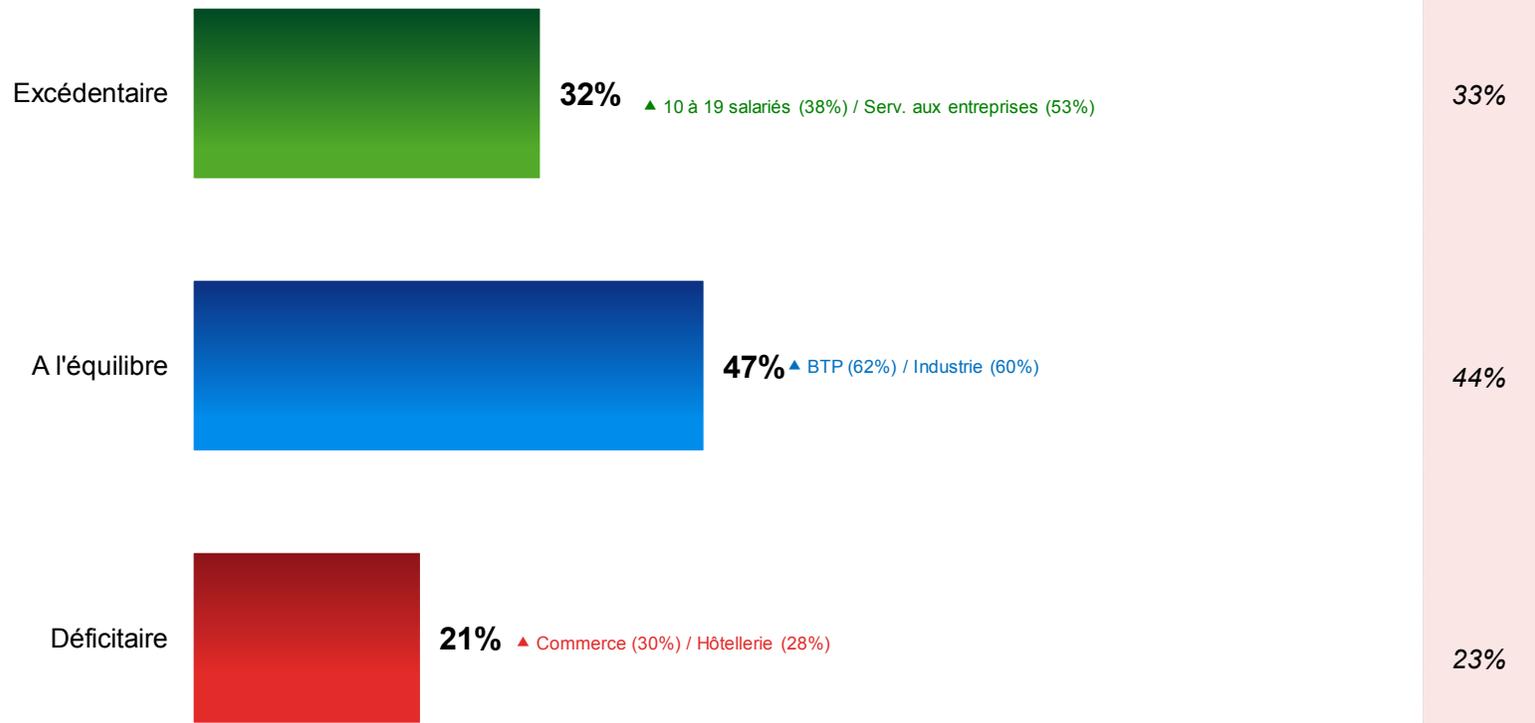
* Jusqu'en février 2013, l'intitulé de la question était : « Au cours des trois derniers mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, avez-vous constaté une hausse de 1 à 5%, une hausse de plus de 5%, une stagnation, une baisse de 1 à 5% ou une baisse de plus de 5% ? »

** Jusqu'en février 2013, l'intitulé de la question était : « Pour les trois prochains mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, prévoyez-vous une hausse de 1 à 5%, une hausse de plus de 5% une stagnation, une baisse de 1 à 5% ou une baisse de plus de 5% ? »

La situation de trésorerie actuelle

Question

Actuellement, votre situation de trésorerie est-elle... ?

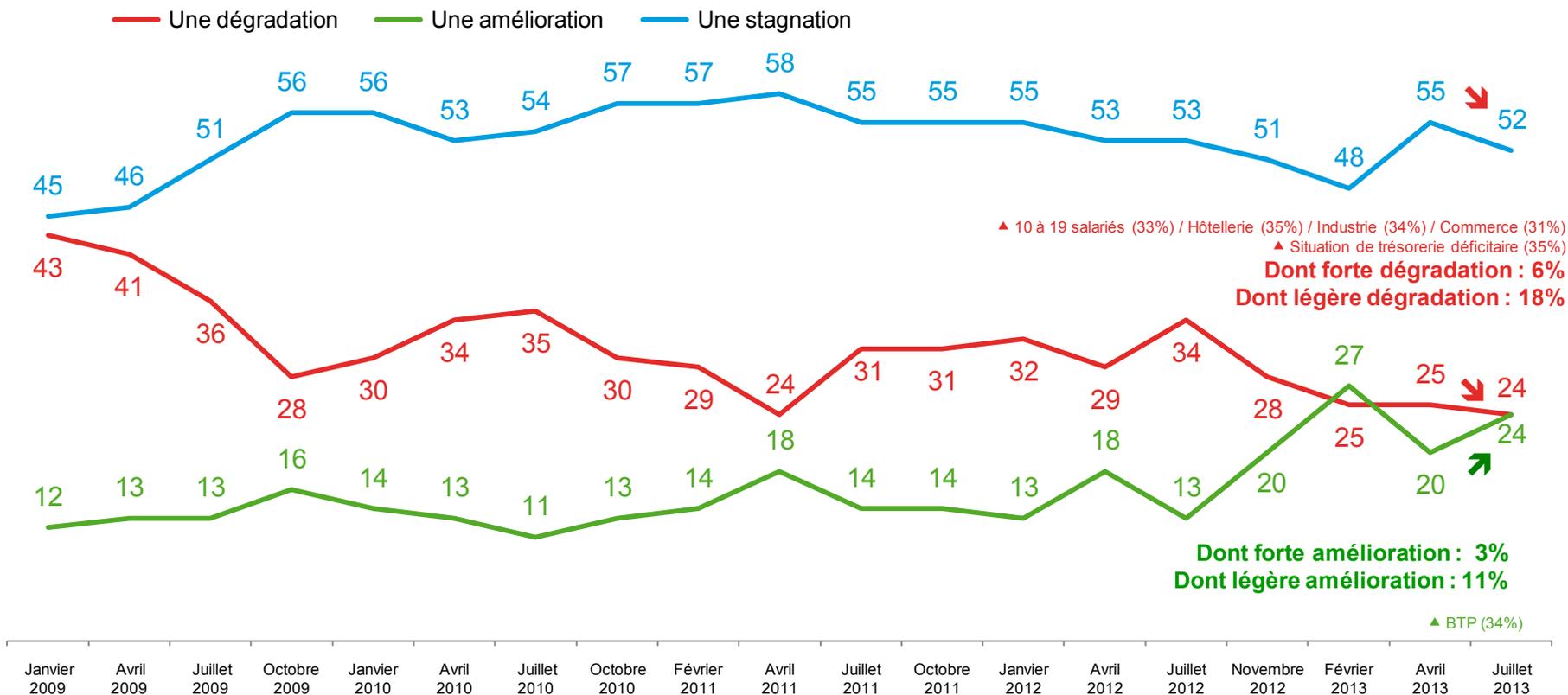


La situation de trésorerie des TPE connaît peu d'évolution par rapport au mois d'avril. Près d'un patron sur deux se trouve à l'équilibre (47%, +3 points), 32% bénéficient d'un solde excédentaire et 21% se trouvent en déficit.

L'évolution de la situation de trésorerie dans les trois prochains mois

Question

Pour les trois prochains mois, en ce qui concerne votre situation de trésorerie, prévoyez-vous... ?



Pour les trois prochains mois, la proportion de TPE dont la situation de trésorerie va s'améliorer est désormais identique à celle dont la trésorerie va se dégrader (24% dans les deux cas). Une courte majorité ne prévoit aucune évolution de ses en-cours de trésorerie (52%). Point à souligner, parmi les patrons déjà en déficit, 35% prévoient une nouvelle détérioration de leur situation durant la période estivale. Les secteurs de l'hôtellerie, de l'industrie et du BTP connaissent eux aussi des problèmes plus importants que la moyenne.

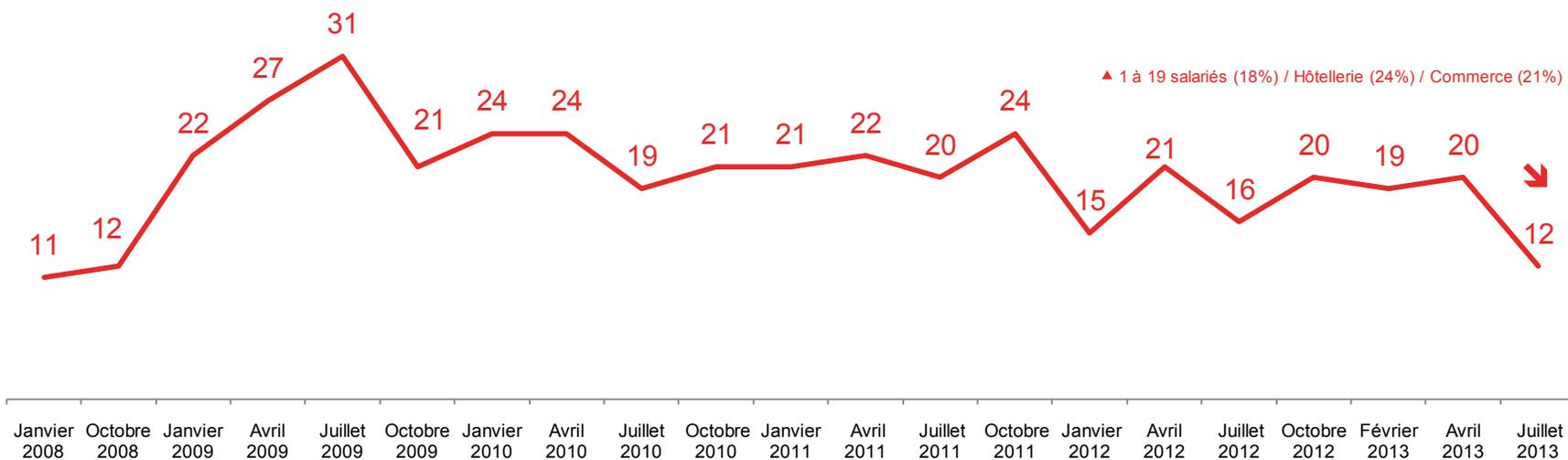
Durcissement des conditions d'accès au crédit bancaire

Question

Avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces trois derniers mois ?¹

(1) Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces derniers mois ? »

Récapitulatif : Oui



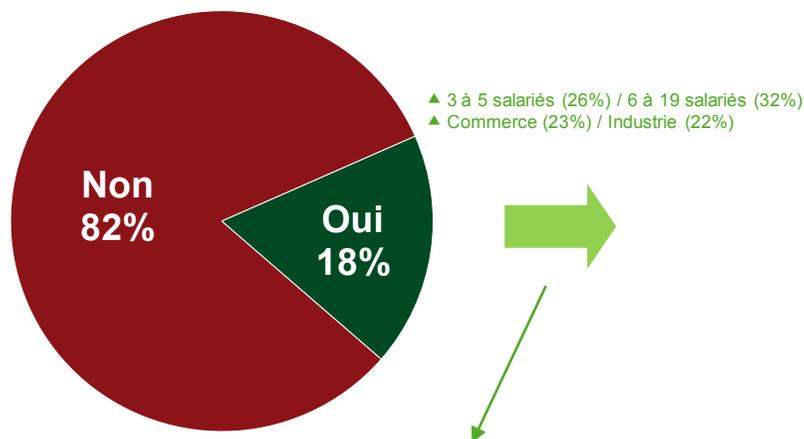
L'attitude de durcissement des banques a très nettement reculé au cours du dernier trimestre (12%, -8 points), retrouvant le niveau enregistré avant la crise de 2008-2009.

Demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ? ¹

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous récemment effectué une demande de financement auprès de votre banque ? »



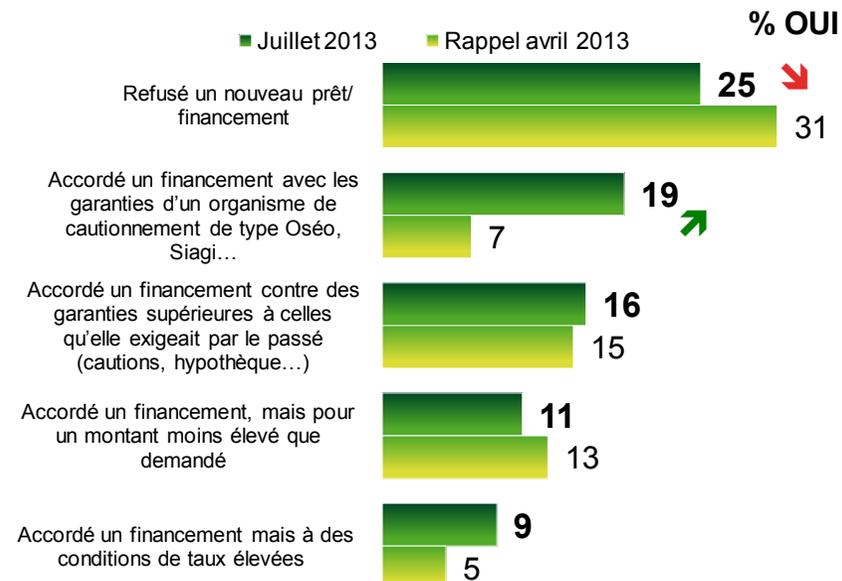
Rappel avril 2013 : 23% / Rappel février 2013 : 20%
Rappel novembre 2012 : 18% / Rappel juillet 2012 : 21%
Rappel avril 2012 : 27% / Rappel janvier 2012 : 25%
Rappel octobre 2011 : 27% / Rappel juillet 2011 : 23%
Rappel avril 2011 : 33% / Rappel janvier 2011 : 24%
Rappel octobre 2010 : 27% / Rappel juillet 2010 : 22%
Rappel avril 2010 : 28% / Rappel janvier 2010 : 29%
Rappel octobre 2009 : 25% / Rappel juillet 2009 : 28%
Rappel avril 2009 : 26% / Rappel janvier 2009 : 28%

Base : ensemble des TPE

Question

(Si demande de financement auprès de sa banque) Lors de cette demande de financement, votre banque vous a-t-elle... ?

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Votre banque vous a-t-elle récemment ... ? » et était posée aux patrons de TPE déclarant avoir récemment fait une demande de financement auprès de leur banque.



Au moins une mesure de durcissement : 57% ↗

Rappel avril 2013 : 53%
Rappel février 2013 : 47% / Rappel novembre 2012 : 60% / Rappel juillet 2012 : 54%
Rappel avril 2012 : 55% / Rappel janvier 2012 : 53% / Rappel octobre 2011 : 51%
Rappel juillet 2011 : 56% / Rappel avril 2011 : 62% / Rappel janvier 2011 : 51%

▲ Aucun salarié (64%) / Commerce (76%) / Hôtellerie (76%) / Région parisienne (88%)

▼ 1 à 19 salariés (49%) / Serv. aux entreprises (24%)

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE ayant récemment effectué une demande de financement auprès de leur banque.

Les demandes de financement bancaire atteignent leur niveau le plus bas depuis 2009 (18%, score précédemment enregistré en novembre 2012). Toutefois, les chefs d'entreprise ayant fait une demande de crédit sont plus nombreux à avoir subi au moins une mesure de durcissement (57%, +4 points en trois mois). Dans ce cadre, si les refus de prêt ont reculé (25%, -6 points), l'exigence des garanties d'organismes de cautionnement s'est fortement accrue (19%, +12 points). Les demandes de garanties supérieures à celles exigées par le passé concernent 16% des patrons souhaitant un financement, l'accord d'un financement pour un montant moins élevé que souhaité 11% et les conditions de taux élevées 9% (+4 points).

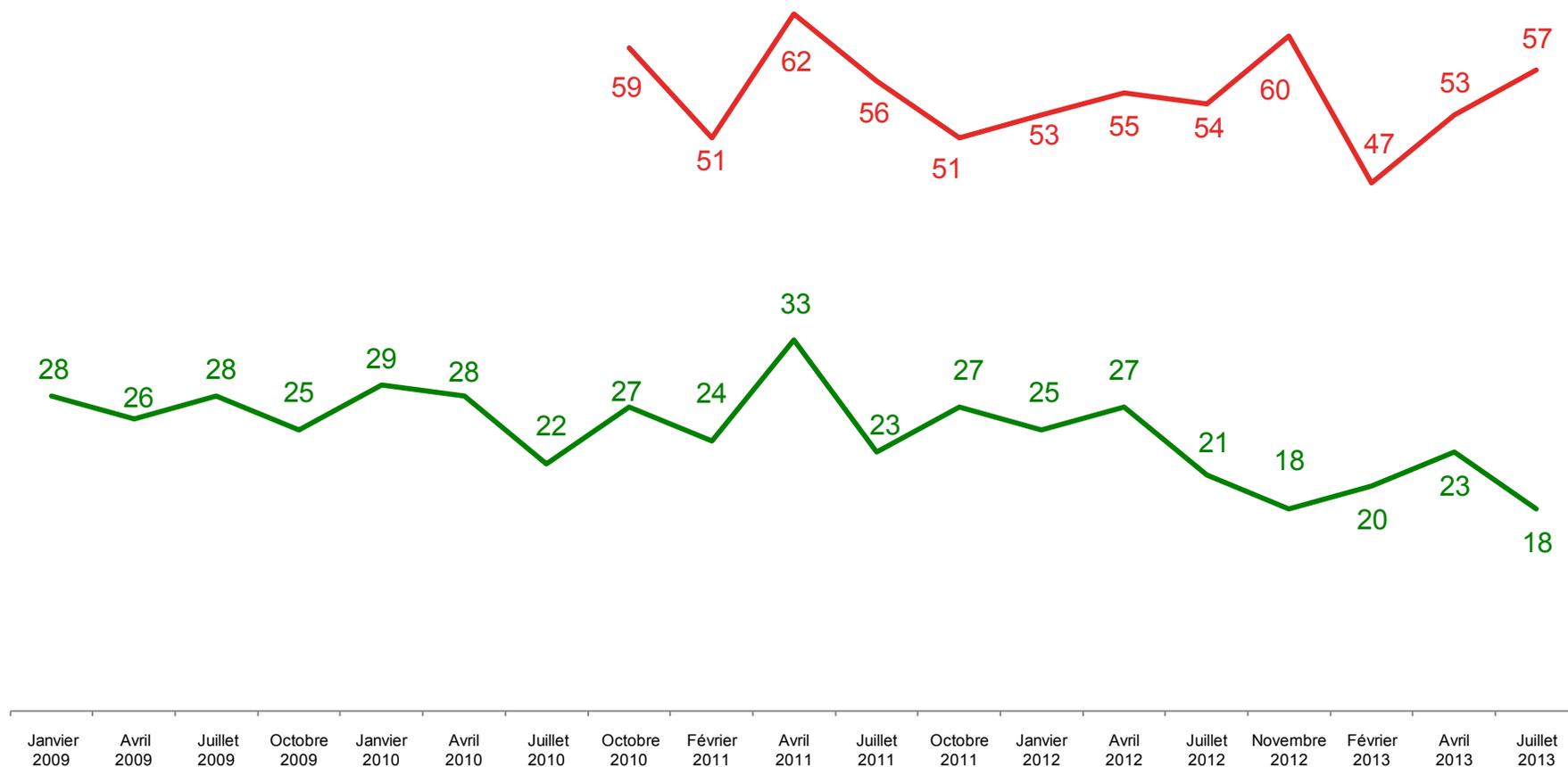
(1) Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous récemment effectué une demande de financement auprès de votre banque ? » et était posée aux patrons de TPE déclarant avoir récemment fait une demande de financement auprès de leur banque

Les demandes de financement

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?
Si oui, avez-vous subi une mesure de durcissement ?

- A réalisé une demande de financement
- A subi au moins une mesure de durcissement



Perspectives pour les mois à venir

Question

Diriez-vous qu'actuellement, les perspectives pour les mois à venir sont positives ou négatives... ?

Rappel
avril 2013
« Total
positives »

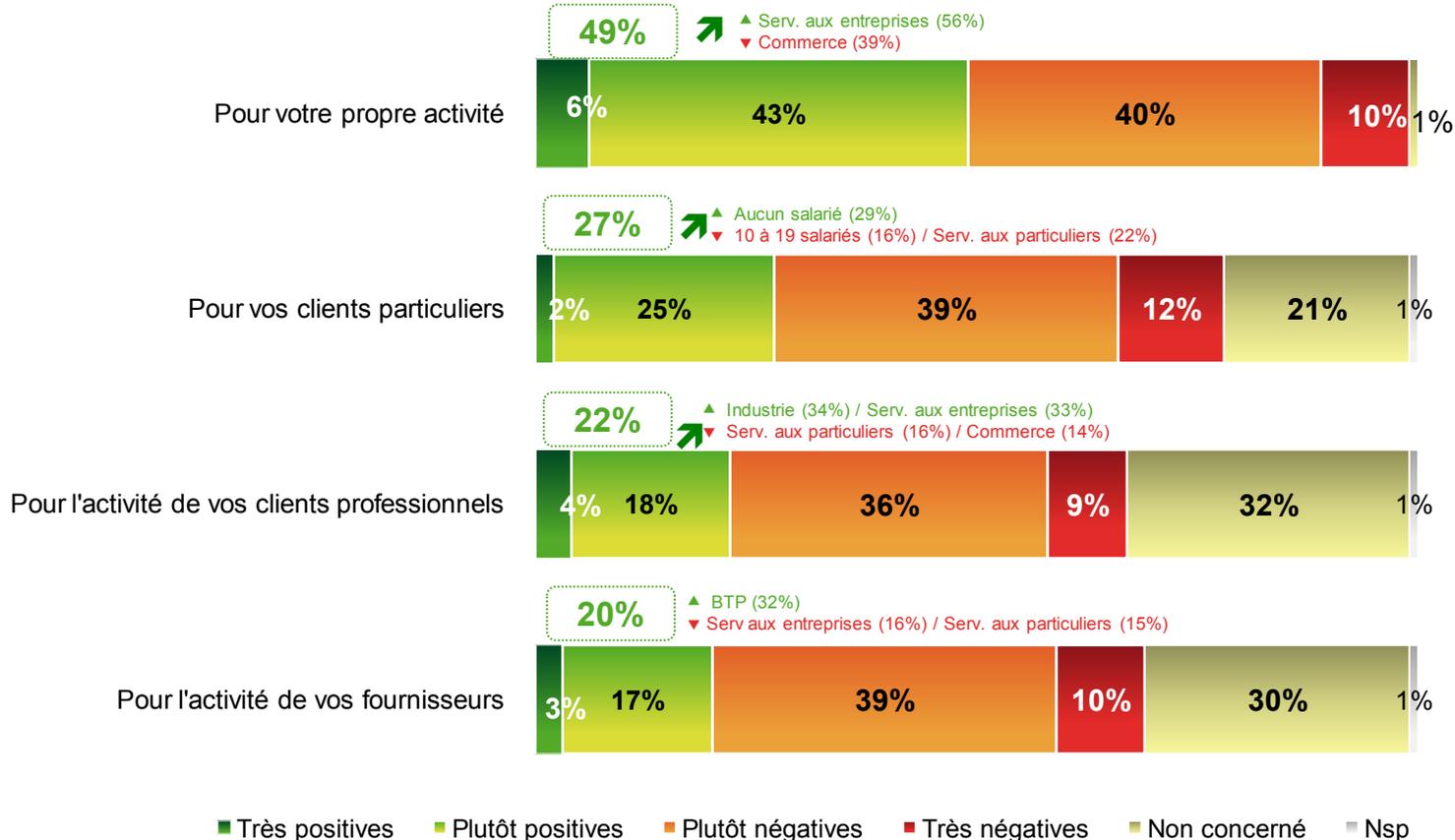
42%

23%

17%

18%

Total Positives



Au même niveau que leur optimisme pour leur activité, la moitié des dirigeants de TPE entendent des perspectives d'activité positives pour les mois à venir (49%, +7 points depuis le mois d'avril). Les perspectives sont toujours peu favorables, mais également en hausse en ce qui concerne leurs clients particuliers (27%, +4 points) ou professionnels (22%, +5 points) ainsi que pour l'activité de leurs fournisseurs (20%, +2 points).

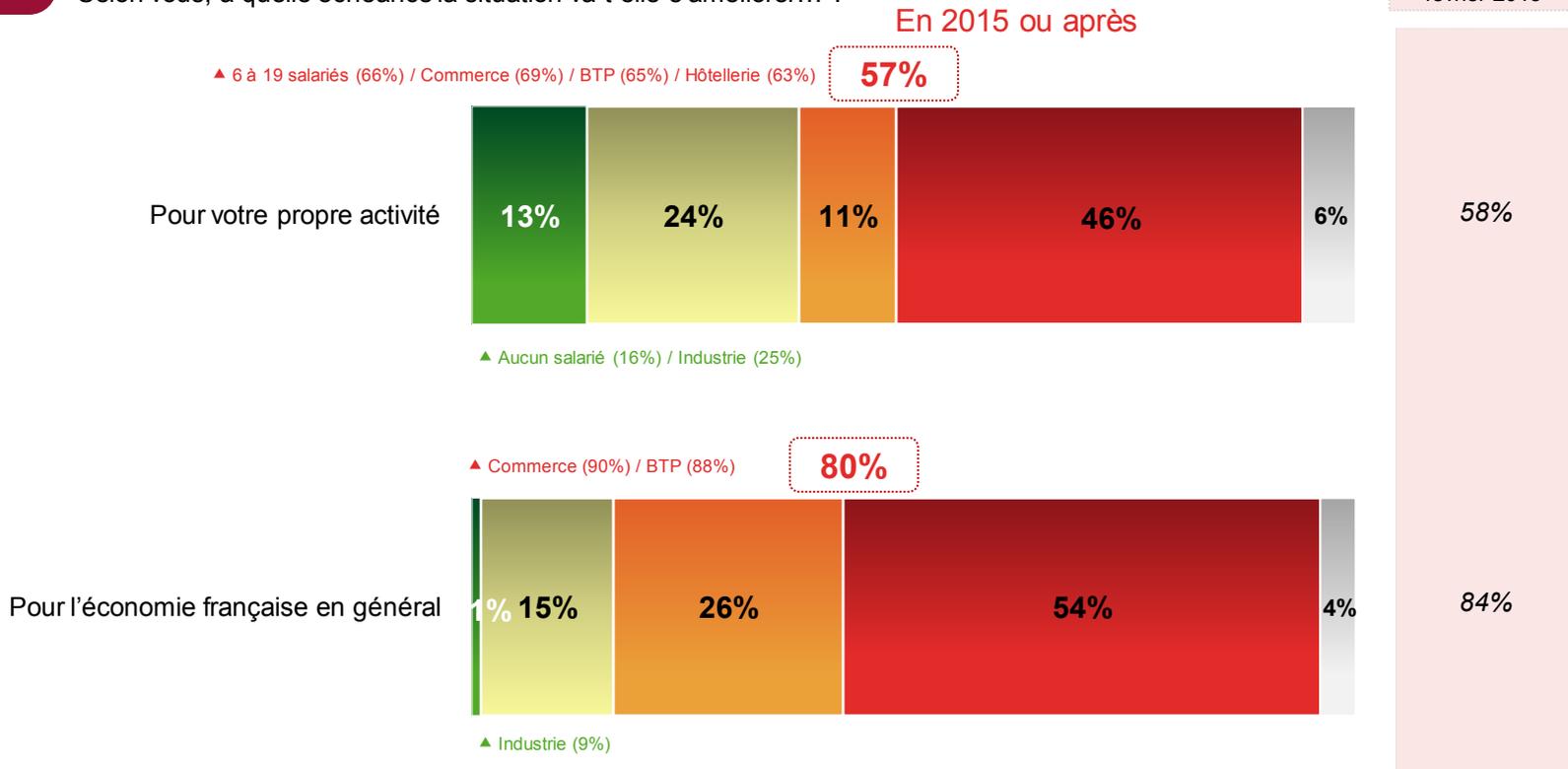
Base : ensemble des TPE

L'échéance d'amélioration de la situation économique

Question

Selon vous, à quelle échéance la situation va-t-elle s'améliorer... ?

Rappel
En 2015 ou après
février 2013



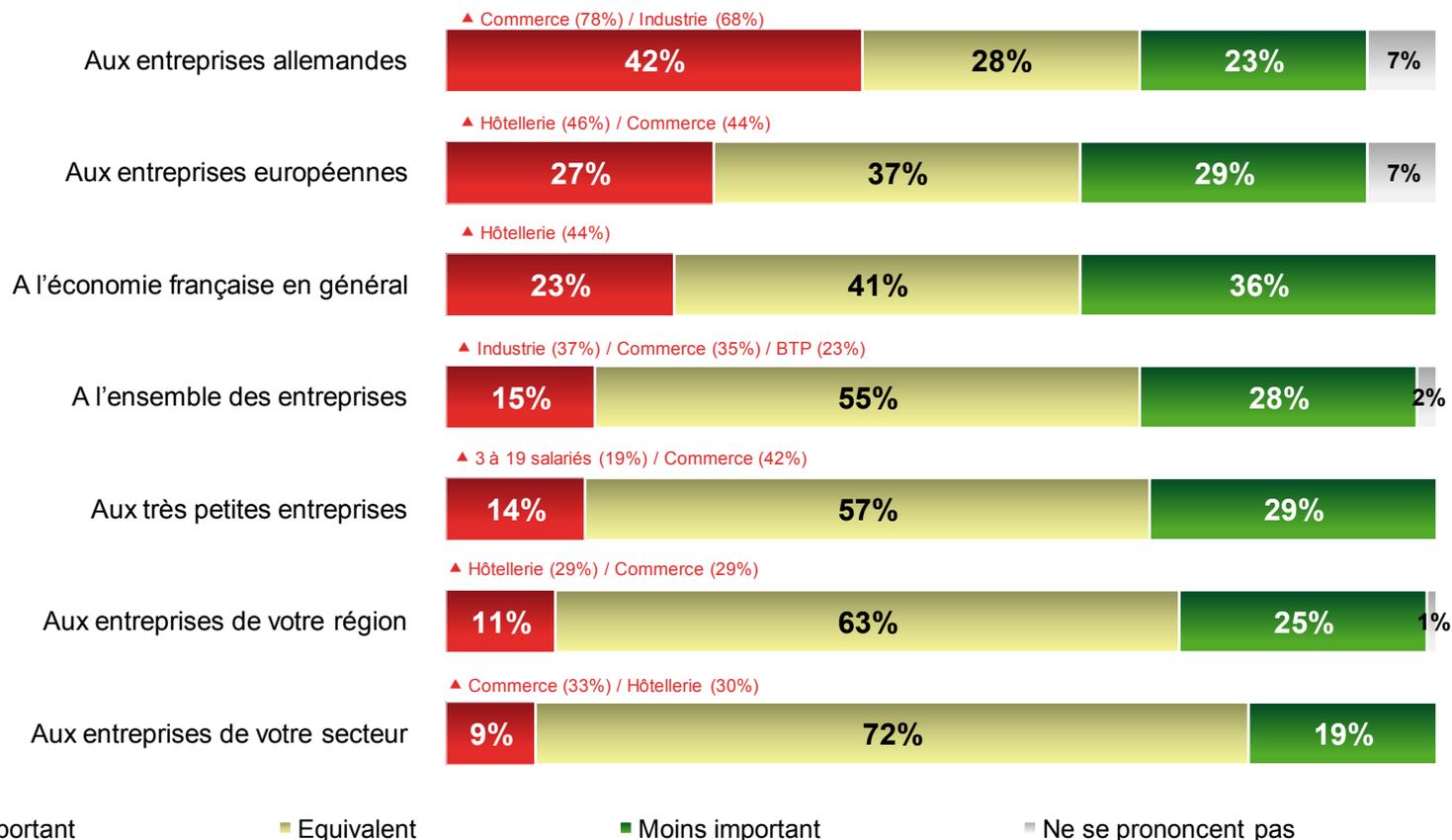
■ Avant fin 2013 ■ En 2014 ■ En 2015 ■ Pas avant de nouvelles élections législatives et/ou présidentielles ■ Ne se prononcent pas

Malgré une légère embellie du contexte général, l'échéance de sortie de crise reste comparable à celle mise en exergue lors de la précédente vague du baromètre : ainsi, 58% des patrons de TPE ne pronostiquent pas d'amélioration de la situation économique avant 2015 ou 2017, cette proportion s'établissant à 80% en ce qui concerne l'économie française dans son ensemble. Notons néanmoins que 37% des interviewés prévoient une amélioration de leur situation avant fin 2014, dont 13% dès cette année (et même 25% dans l'industrie).

Impact de la crise sur l'entreprise par comparaison à d'autres

Question

Personnellement, diriez-vous que l'impact négatif de la situation économique actuelle sur votre entreprise est plus important, équivalent ou moins important par rapport ... ?



Invités à s'exprimer sur l'impact de la crise actuelle sur leur situation, une majorité des interviewés estiment qu'il est équivalent à celui ressenti par l'ensemble des entreprises (55%) et des TPE (57%). Ce sentiment est également largement partagé s'agissant des entreprises de leur région (63%) et plus encore de leur secteur (72%).

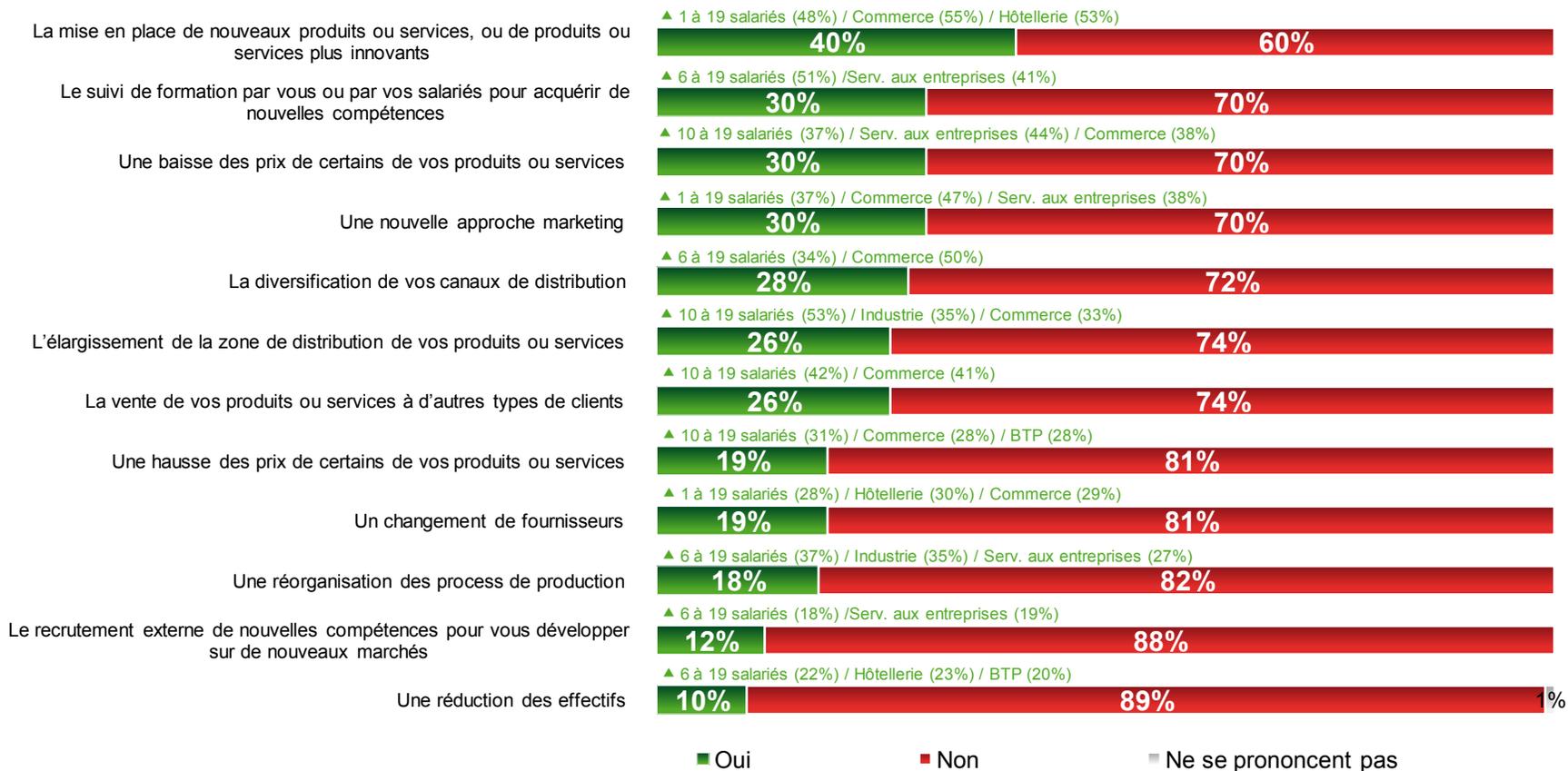
Les jugements sont plus contrastés en ce qui concerne l'économie française en général (36% des dirigeants ont l'impression d'être moins impactés contre 23% qui pensent l'être davantage) et les entreprises européennes dans leur ensemble (29% se sentent plus préservés et 27% plus durement touchés). Mais surtout, 42% d'entre eux considèrent être moins préservés que les entreprises allemandes contre 23% seulement qui s'en sortent mieux que leurs voisins.

Notons que le secteur du commerce est celui qui connaît le plus de difficultés.

Les actions correctives mises en place par les TPE

Question

Pour faire face à la situation économique actuelle, avez-vous mis en place chacune des actions suivantes au sein de votre entreprise ?



Parmi les moyens envisageables pour faire face à la situation économique actuelle, aucun n'a été mis en place par une majorité des patrons interrogés. On relève toutefois que 40% ont mis en place de nouveaux produits ou services (55% dans le commerce et 53% dans l'hôtellerie). 30% se sont appuyés sur le levier d'une nouvelle approche marketing, d'une baisse des prix de certains de leurs produits et services ou ont mis en place des formations pour gagner ou faire gagner leurs salariés en compétences. Plus d'un sur quatre a choisi de diversifier ses canaux de distribution (28% ; 50% dans le commerce), d'élargir sa zone de distribution (26%) et/ou de vendre à de nouveaux clients (26%).

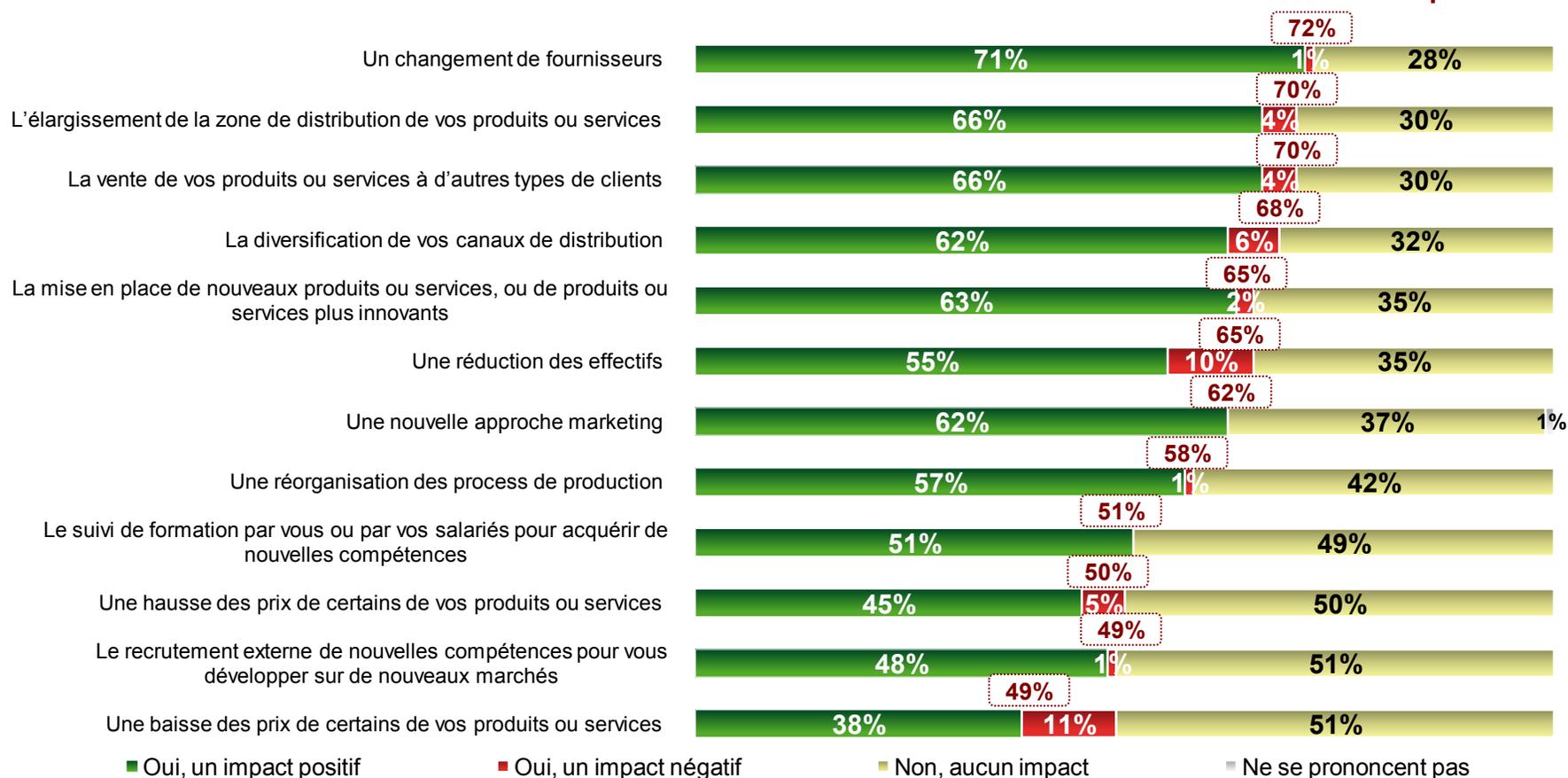
On relève ensuite des stratégies afin d'améliorer leur marge, soit en augmentant les prix de certains produits ou services (19%), soit en changeant de fournisseurs (19%). Au même niveau, 18% des dirigeants ont réorganisé leurs process de production. Le recrutement externe de nouvelles compétences pour se développer sur de nouveaux marchés (12%) ou la réduction des effectifs (10%) sont les moyens les moins utilisés.

Impact perçu des actions correctives

Question

Et pour chacune des actions que vous avez mises en place, a-t-elle déjà eu un impact sur votre activité ?

Total ont eu un impact



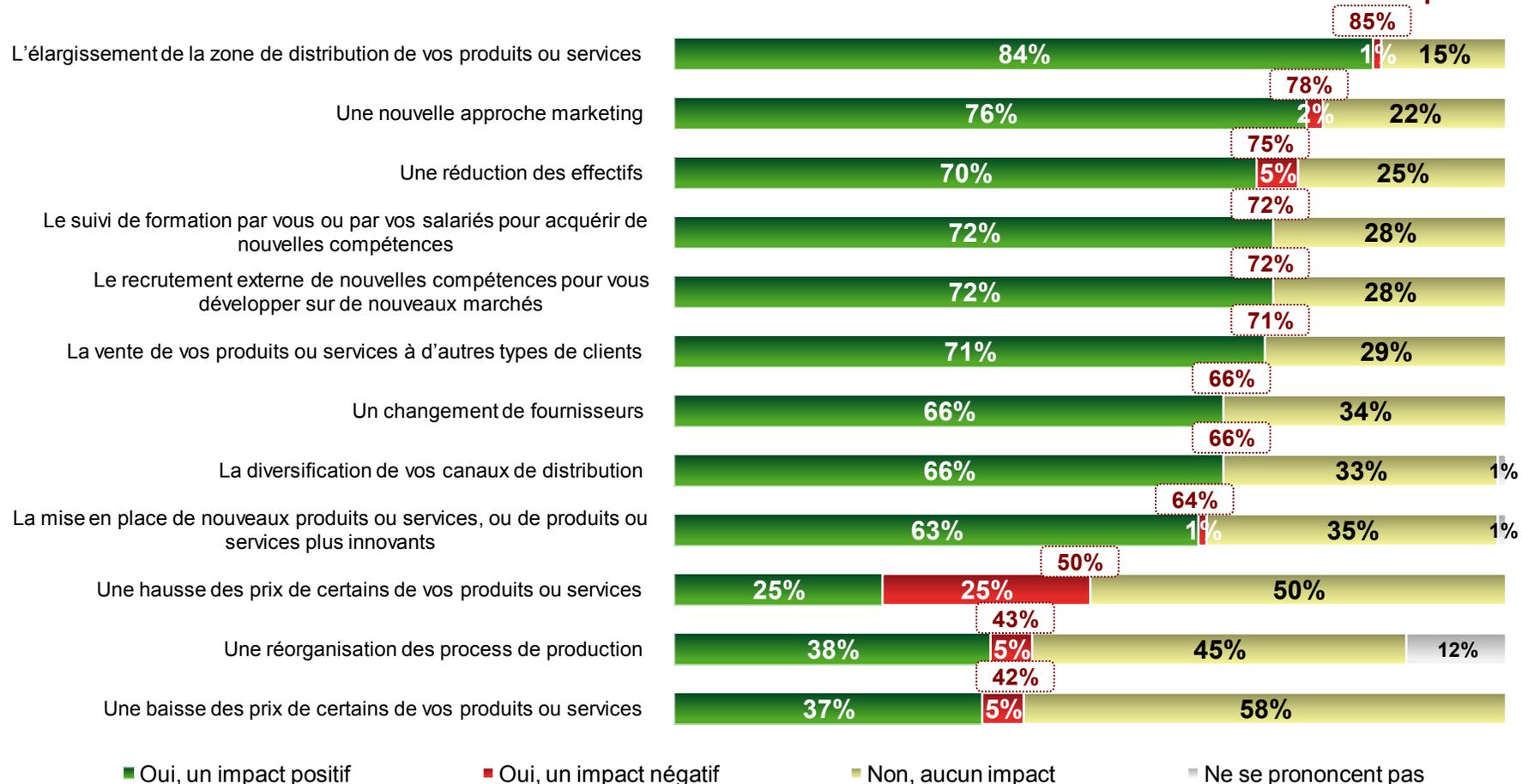
Pour les chefs d'entreprise ayant mis en œuvre chacune de ces actions, celles-ci ont eu un impact dans au moins un cas sur deux, le plus souvent favorable. Les jugements sont cependant mitigés sur le recrutement externe de nouvelles compétences (48% d'avis positifs). Les actions sur les prix ne démontrent pas pleinement leur efficacité : lorsqu'ils diminuent, 49% relèvent un effet (mais négatif dans 11% des cas), et lorsqu'ils augmentent, 50% estiment que cette hausse a impacté leur activité (dont 5% négativement). Au même niveau, 51% perçoivent les bénéfices des formations mises en place sur leur activité. 58% des patrons de TPE relèvent ensuite les conséquences positives de la réorganisation des process, 62% ceux de la diversification des canaux de distribution et 63% ceux de la mise en place de nouveaux produits ou services. La réduction des effectifs agit quant à elle pour 65% sur l'activité, mais pour 10% de façon défavorable. On constate enfin que plus des deux tiers des dirigeants concernés ont vu leur activité s'améliorer grâce à la vente de leurs produits ou services à d'autres types de clients (66%), à l'élargissement de leur zone de distribution (66%) ou à leur changement de fournisseur (71%).

Impact attendu des actions correctives

Question

Et à l'avenir, estimez-vous que chacune des actions suivantes que vous avez mises en place aura un impact sur votre activité ?

Total ont eu un impact



Pour les dirigeants n'ayant pas encore vu les répercussions des stratégies adoptées pour faire face à la situation économique actuelle, une large majorité pense que ces effets vont se faire sentir prochainement de façon positive.

Trois actions suscitent toutefois davantage de scepticisme : la hausse des prix, pour laquelle 25% anticipent un impact positif et 25% un impact négatif ; la réorganisation des process de production, dont 43% pensent qu'elle agira sur leur entreprise (dont 38% favorablement) ; et enfin la baisse de prix, pour laquelle 42% prévoient un effet dans les semaines ou moins à venir (dont 37% jugent qu'il sera bénéfique).

Les actions des pouvoirs politiques

Note de lecture

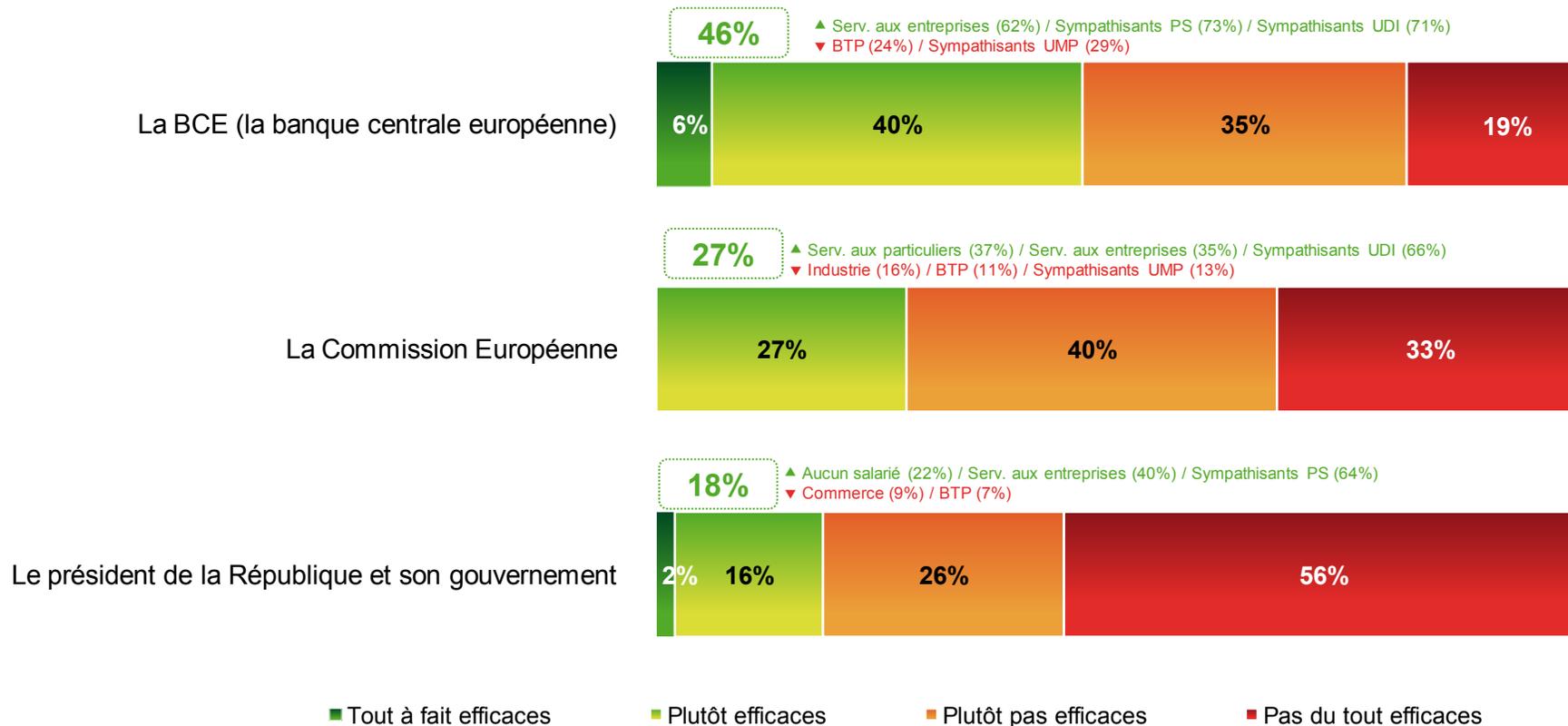
- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Efficacité des actions mises en place pour retrouver la croissance

Question

La France, comme d'autres pays de l'Union Européenne, est actuellement en récession. Selon vous, les décisions et les actions des acteurs suivants seront-elles tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout efficaces pour inverser rapidement la tendance ?

Total Efficaces

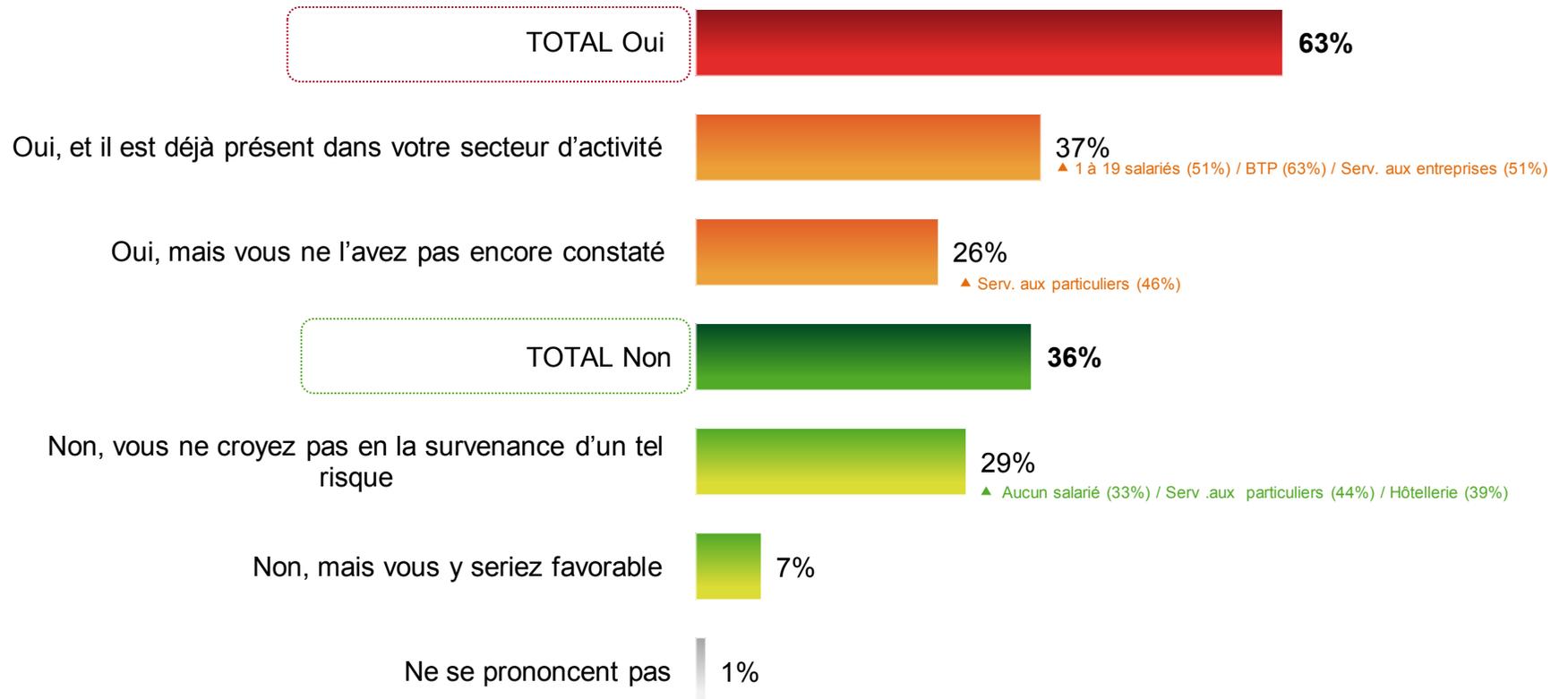


Les actions des différentes institutions nationales et européennes pour inverser la tendance récessionniste actuelle peinent à convaincre les dirigeants de très petites entreprises. Près de la moitié perçoivent pourtant une réelle efficacité des décisions de la BCE. En revanche, cette proportion n'est plus que de 27% en ce qui concerne la Commission européenne et de 18% pour le président de la République et son gouvernement, en lien logique avec le faible niveau de confiance suscité par ces derniers (13%).

La crainte d'une déflation

Question

Lorsque l'activité se contracte comme actuellement, il existe des risques de déflation, c'est-à-dire d'une baisse des prix. Personnellement, redoutez-vous ce risque ?

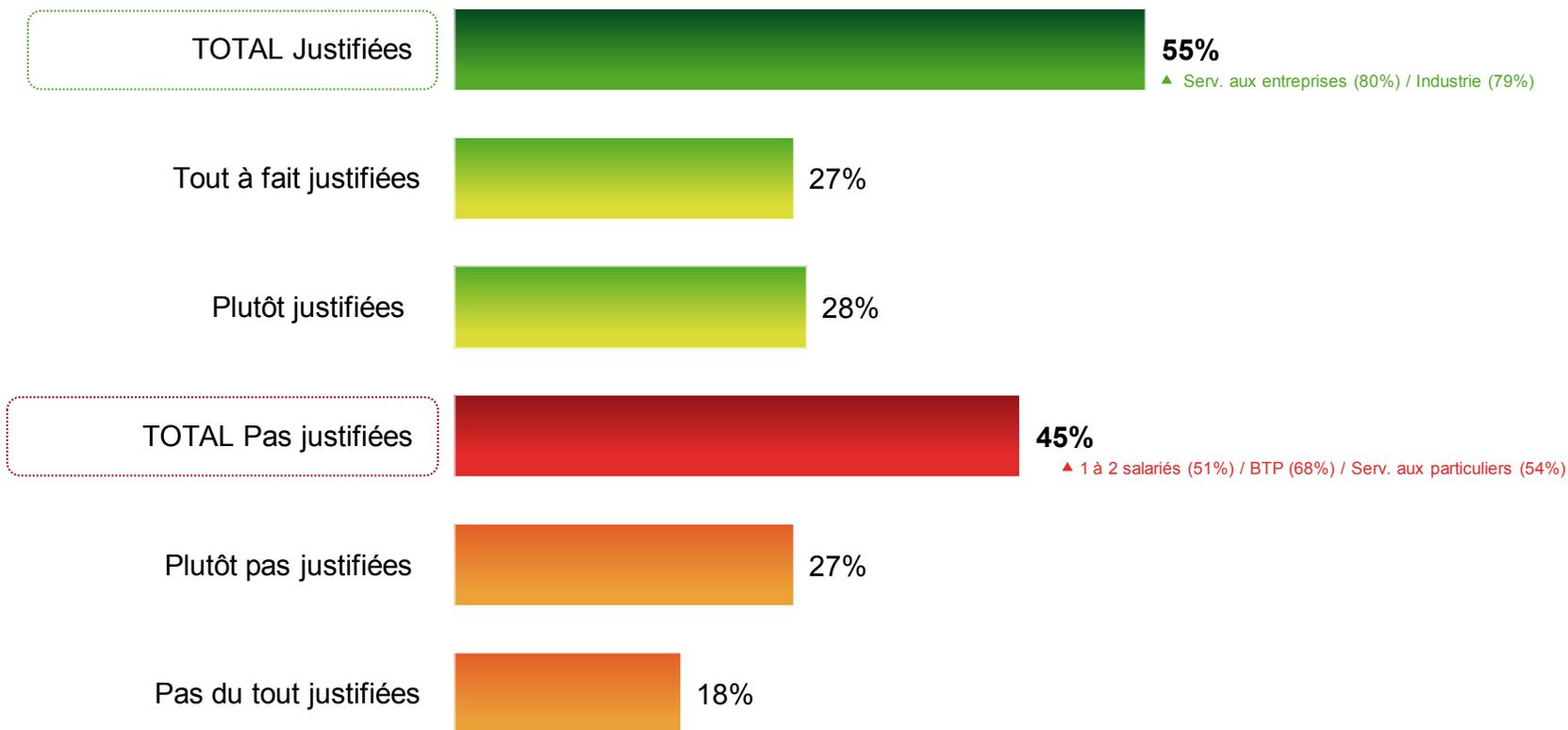


Du fait de la contraction de l'activité, près des deux tiers des interviewés craignent une déflation, 37% estimant qu'elle est déjà présente, ce score atteignant 51% dans les services aux entreprises et 63% dans le BTP.

Légitimité des demandes de réformes de la Commission Européenne

Question

La Commission Européenne a récemment invité la France à retrouver l'équilibre de ses finances publiques, à réformer les retraites, et à lever les barrières qui empêchent la concurrence, comme par exemple dans les domaines de l'électricité, du transport ferroviaire, mais aussi des professions réglementées. Considérez-vous que les demandes de la Commission Européenne à la France sont justifiées ou pas justifiées ?

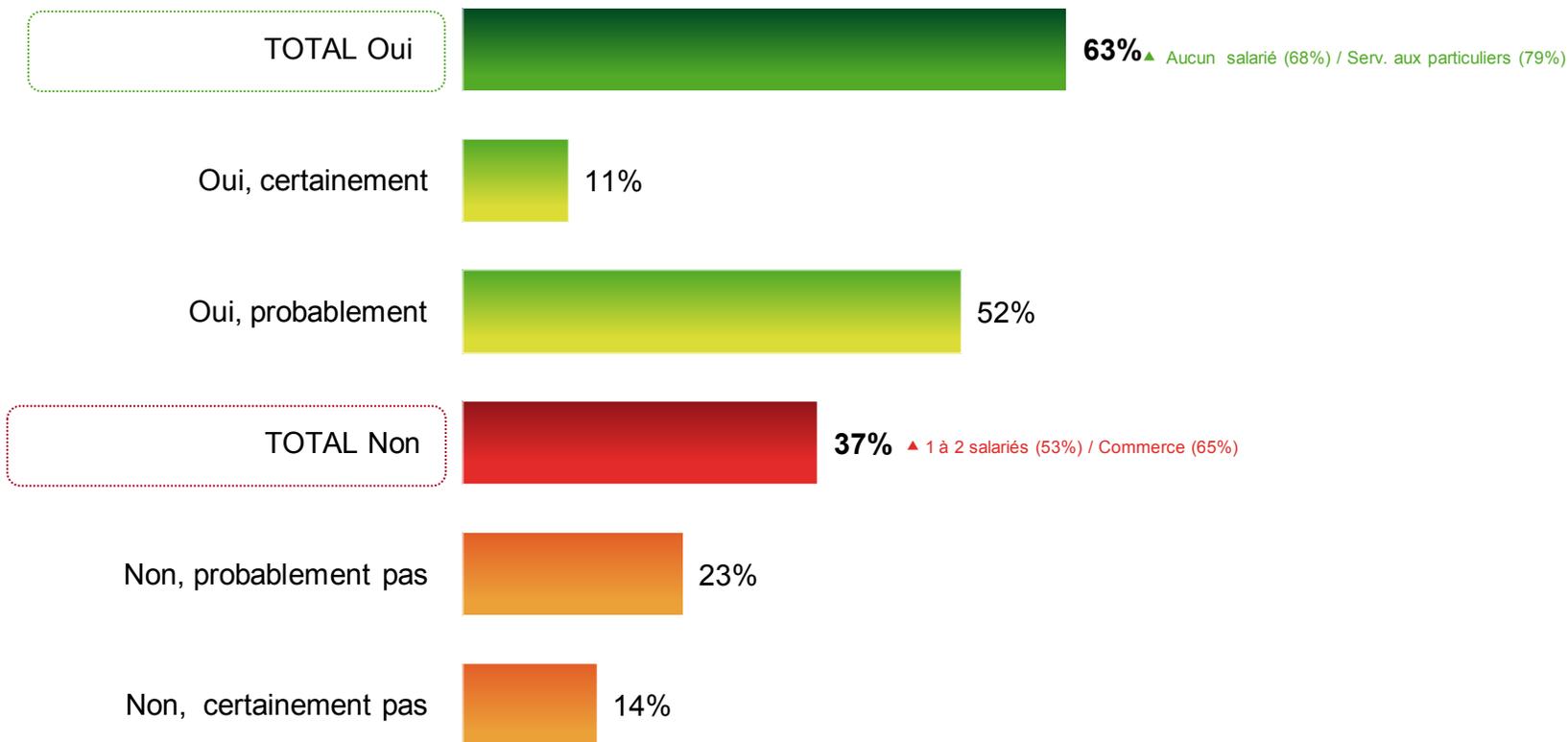


Les avis des personnes interrogées sont mitigés quant à la légitimité des demandes de réforme de la Commission européenne s'agissant de l'équilibre des finances publiques, des retraites et des barrières à la concurrence. Néanmoins, une majorité approuve ces prescriptions (55%), plus d'un quart les estimant même « tout à fait justifiées » (27%). Les secteurs des services aux entreprises et de l'industrie montrent un soutien particulièrement marqué à ces recommandations (respectivement 80% et 79%).

Prise en compte par la France des demandes de la Commission Européenne

Question

Pensez-vous que le président de la République et son gouvernement vont prendre en compte les demandes de la Commission Européenne ?



Si le gouvernement a fait savoir qu'il ne suivrait pas strictement ces demandes, 63% des patrons de TPE estiment qu'il en tiendra compte dans ses actions de réforme, une opinion davantage partagée par ceux qui n'emploient aucun salarié (68%) et dans le secteur des services aux particuliers (79%).

Responsabilité de l'Europe dans les difficultés économiques de la France

Question

Le personnel politique français rejette régulièrement sur l'Europe la responsabilité des désagréments subis par la France sur le plan économique. Diriez-vous que... ?

La classe politique utilise cet argument comme excuse

80%

Vous êtes plutôt d'accord avec la classe politique

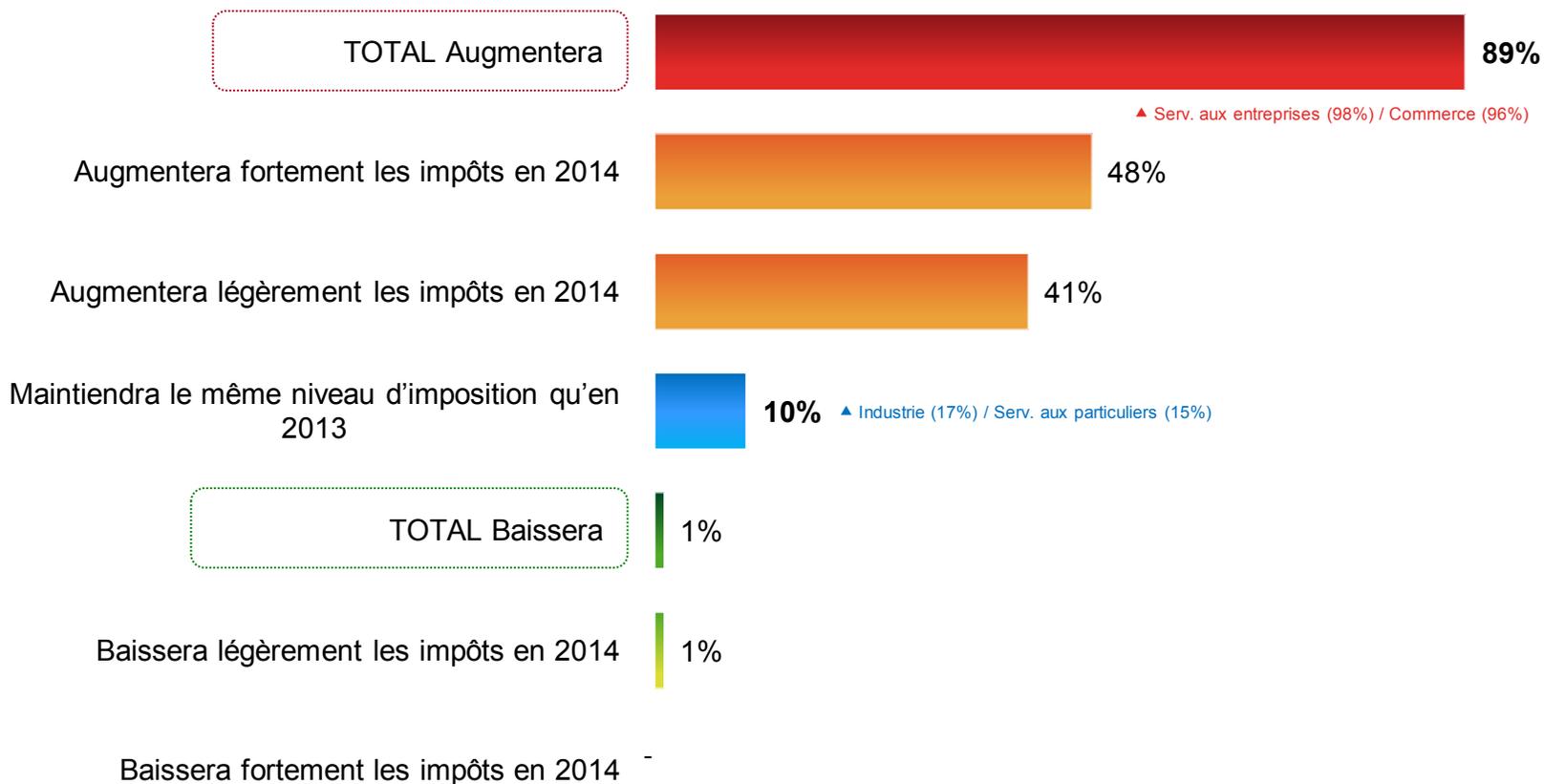
20%

Les dirigeants n'adhèrent pas du tout à l'attitude du gouvernement et à sa propension à rejeter sur l'Europe les désagréments subis par la France sur le plan économique : 80% jugent que François Hollande et ses ministres se servent de cet argument comme excuse contre 20% qui les approuvent.

Evolution des impôts en 2014

Question

En ce qui concerne la politique fiscale de la France, pensez-vous que le gouvernement... ?

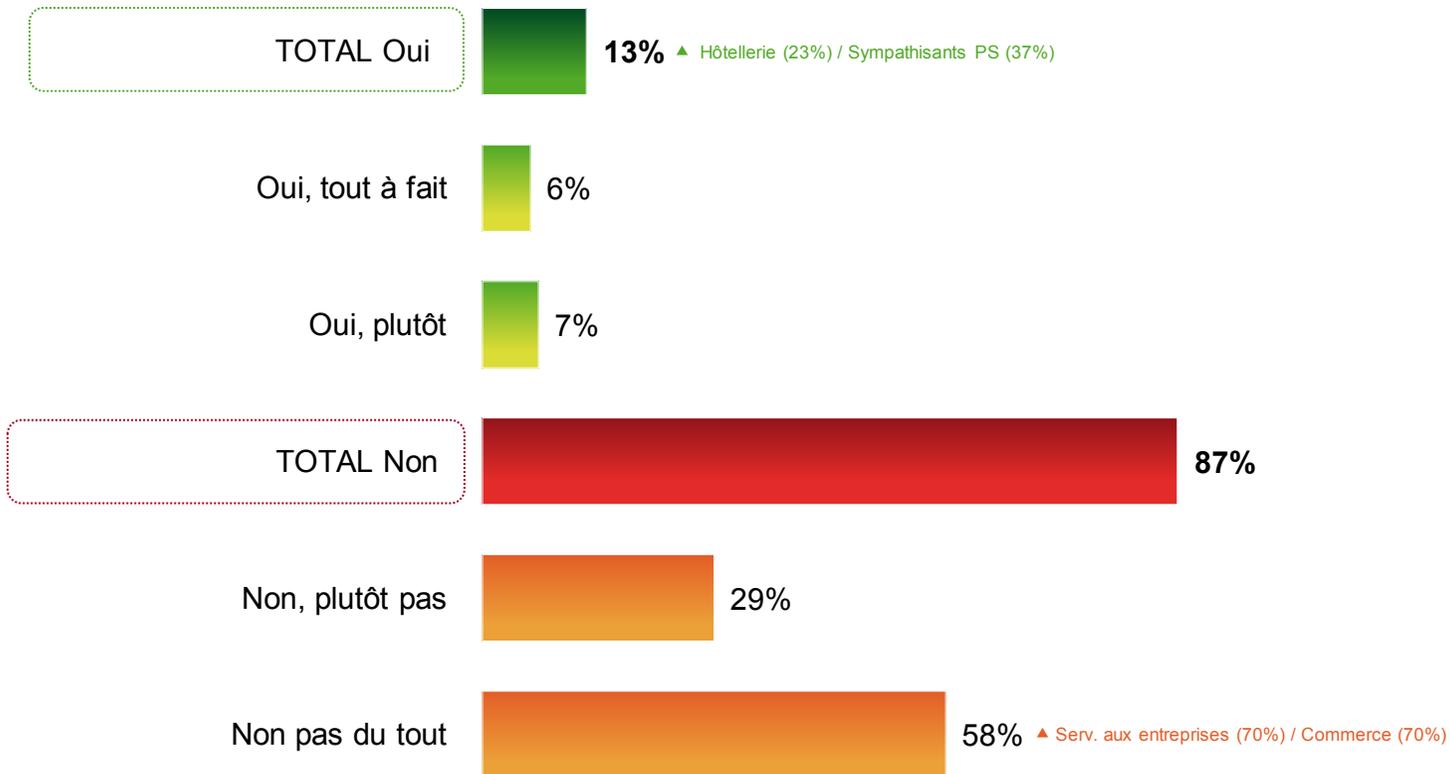


Seuls 10% des dirigeants de structures de moins de 20 salariés croient en la promesse de François Hollande et Pierre Moscovici de maintenir le même niveau d'imposition en 2014. 89% estiment que la fiscalité va continuer à augmenter l'an prochain, dont 48% fortement. Les interviewés du secteur des services aux entreprises (98%) et du commerce (96%) sont presque unanimement convaincus qu'une nouvelle hausse des impôts surviendra l'an prochain.

Efforts réalisés par le gouvernement en matière de dépenses publiques

Question

Considérez-vous que le gouvernement réalise des efforts suffisants en matière de dépenses publiques ?

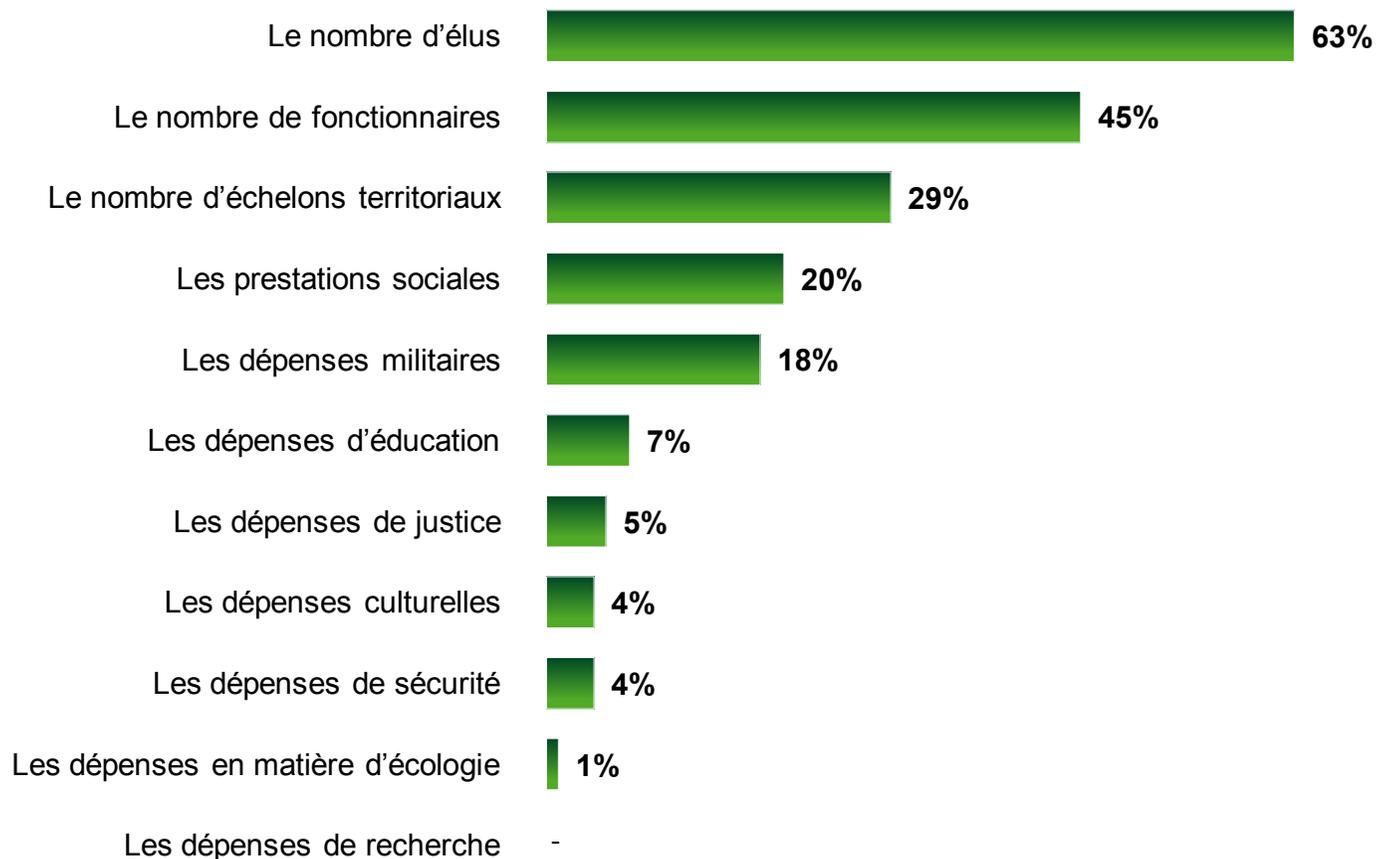


Les réductions des dépenses publiques réalisées par le gouvernement sont jugées insuffisantes par 87% des interviewés, une majorité estimant qu'il ne fait pas du tout assez d'efforts dans ce domaine (58%).

Les domaines prioritaires pour la réduction des dépenses publiques

Question

Selon vous, dans quels domaines des économies doivent-elles être réalisées en priorité ?

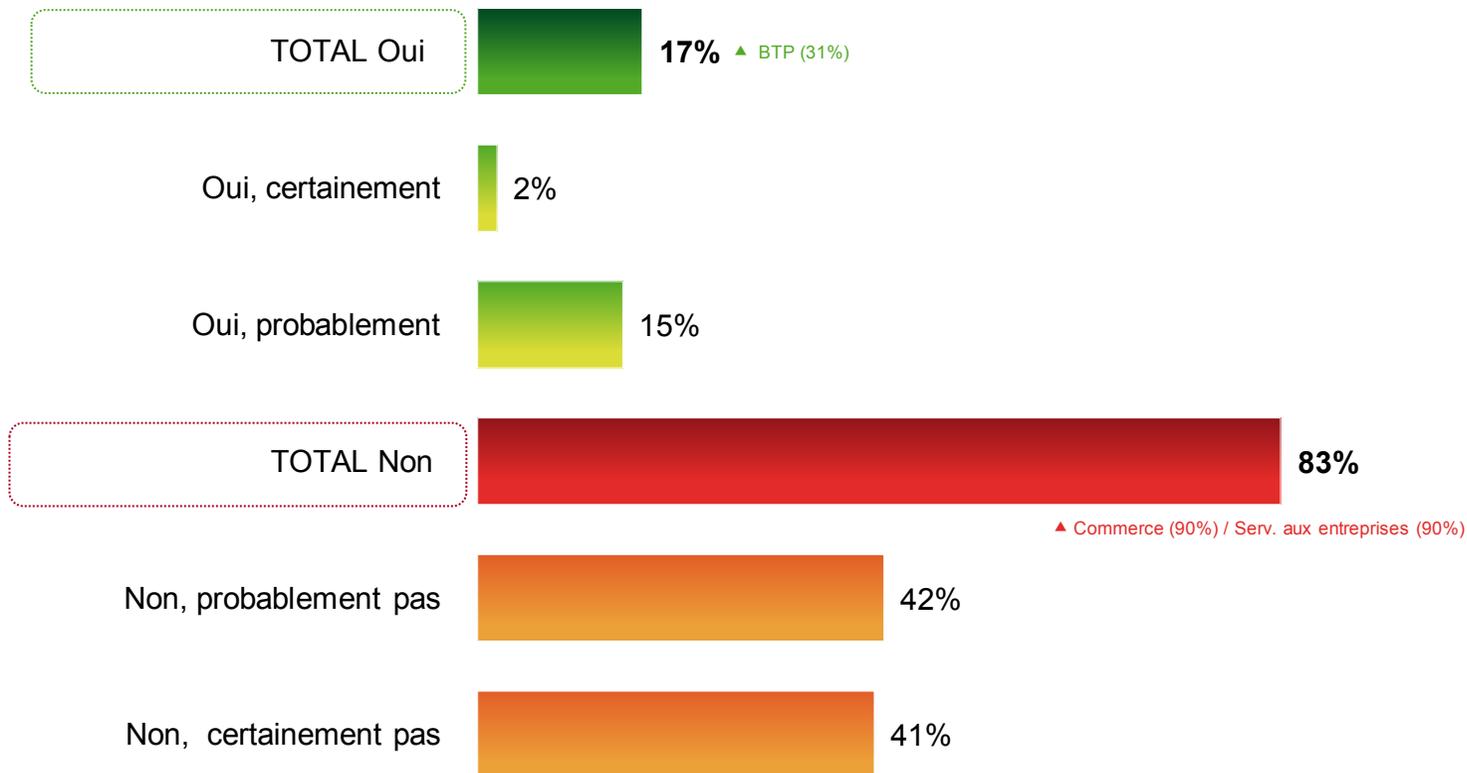


Afin de réduire les dépenses de l'Etat, les patrons de TPE souhaitent que le gouvernement agisse avant tout sur la réduction des personnels dans la fonction publique, en premier lieu le nombre d'élus (63%), mais aussi le nombre de fonctionnaires (45%). Facteur pouvant contribuer à cette baisse des effectifs, 29% évoquent la suppression du nombre d'échelons territoriaux. Un dirigeant concerné sur cinq estime ensuite que les économies doivent porter sur les prestations sociales (20%) et/ou les dépenses militaires (18%). Les autres postes de dépenses ne sont cités que marginalement.

Budget 2013 attendu avec un déficit plus élevé que prévu

Question

Pensez-vous que le gouvernement français réussira à boucler son budget 2013 avec un déficit conforme à ses prévisions, soit 3,7% du PIB ?

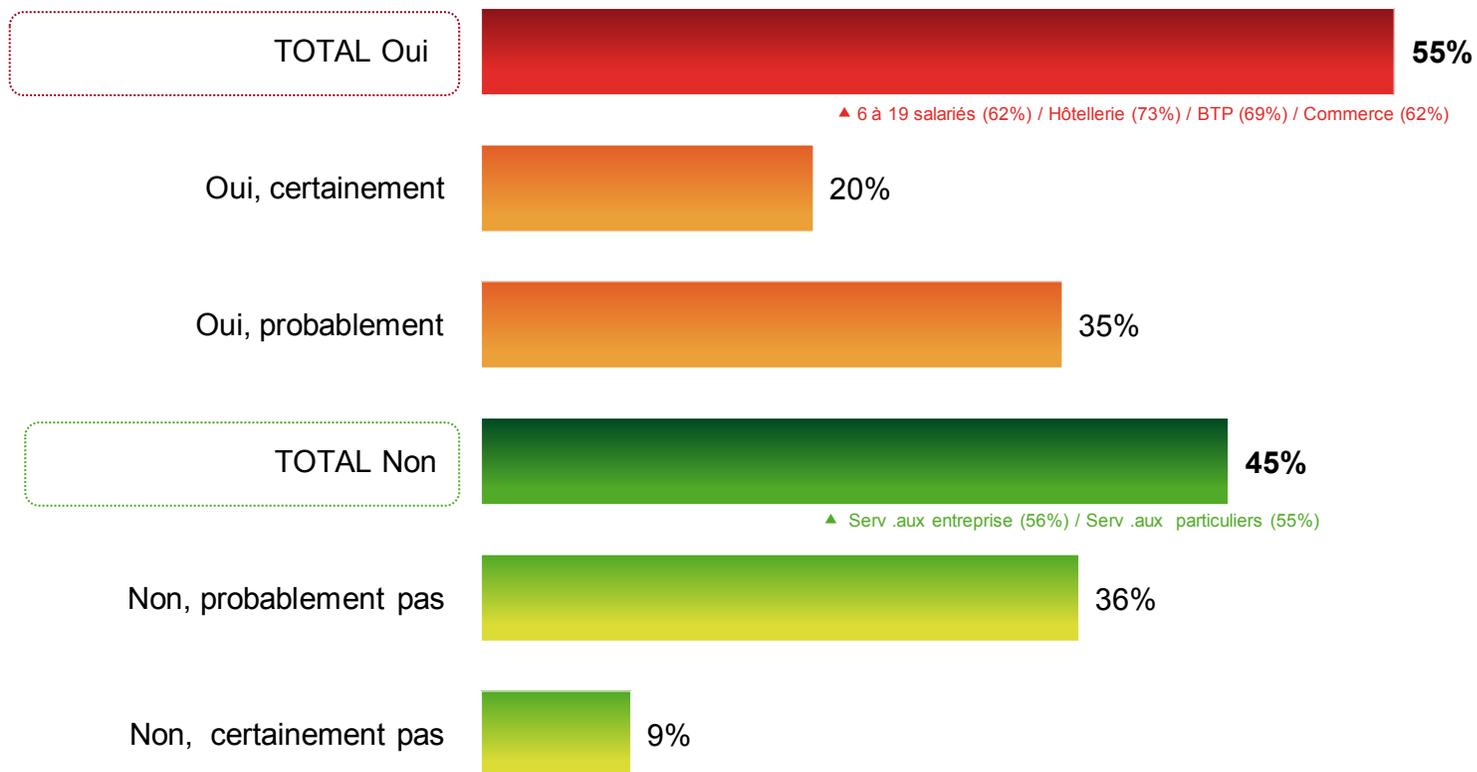


De même qu'ils ne croient pas en une stabilisation de la pression fiscale, seuls 17% des chefs d'entreprise pensent que le gouvernement réussira à boucler son budget 2013 avec un déficit à 3,7% du PIB contre 83% qui expriment un avis contraire (et même 90% dans les secteurs du commerce et des services aux entreprises).

Pronostics sur la tenue de grandes grèves d'ici fin 2013

Question

Selon vous, de grandes grèves auront-elles lieu d'ici la fin de l'année, comme la France en avait connu à l'automne 1995 ?

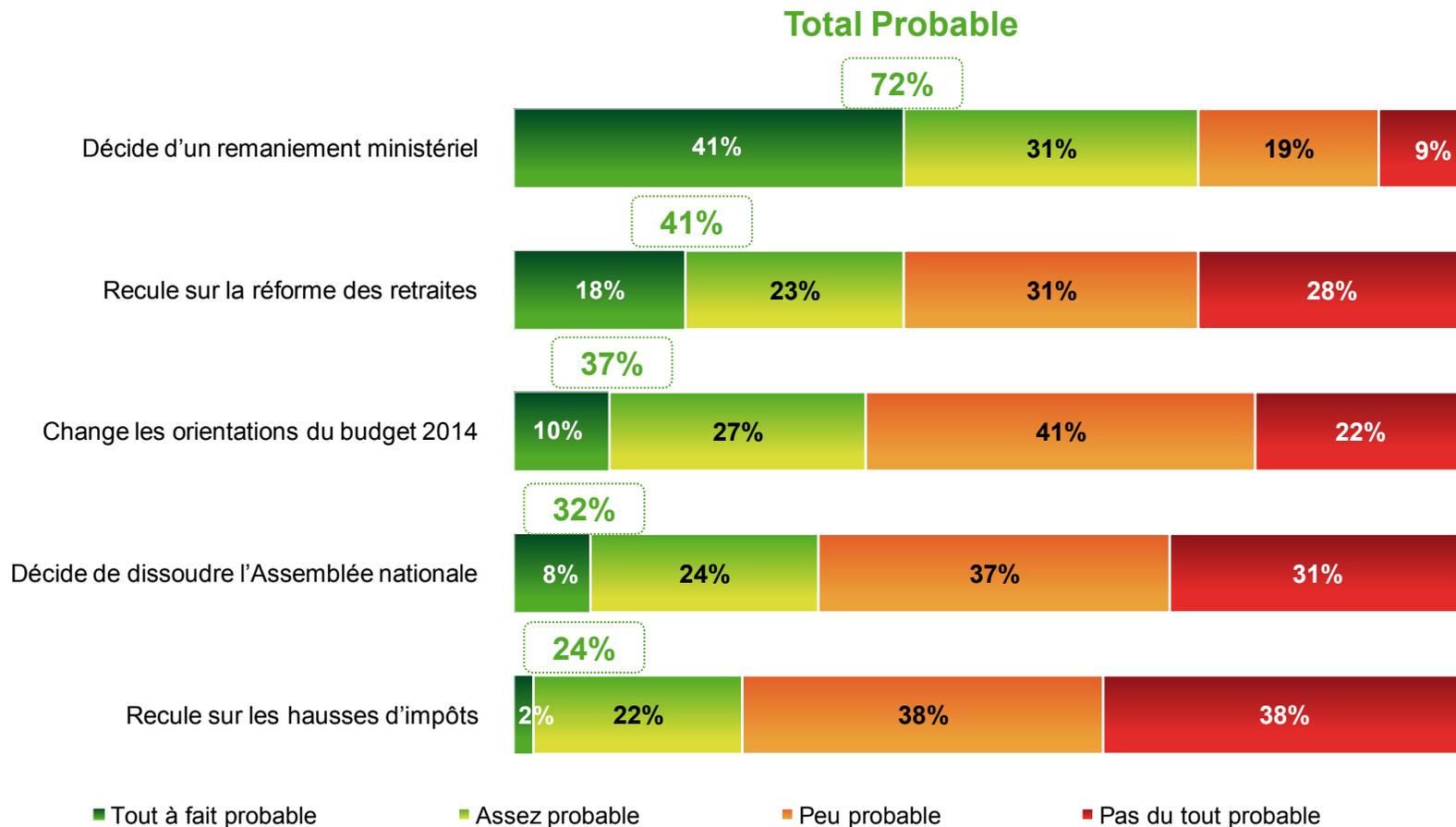


En lien avec une situation économique et sociale dégradée, une majorité des patrons interviewés estiment possible la tenue de grandes grèves durant l'automne, comme celles connues par la France en 1995 (55%). Ce pronostic est plus élevé dans les secteurs les plus fragilisés que sont l'hôtellerie (73%), le BTP (69%) et le commerce (62%).

Pronostics sur l'impact de grandes grèves dans différents domaines

Question

Et selon vous, si de grandes grèves et des mouvements sociaux ont lieu d'ici la fin de l'année, est-il probable ou pas probable que François Hollande... ?



Si les dirigeants anticipant de grands mouvements sociaux à la rentrée considèrent à 72% probable que ces grèves conduisent à un remaniement ministériel, ils sont nettement plus sceptiques quant aux autres conséquences possibles sur l'action gouvernementale. 41% pensent possible que François Hollande recule sur la réforme des retraites, 37% qu'il change les orientations du budget 2014, 32% qu'il procède à une dissolution de l'Assemblée nationale et 24% seulement qu'il recule sur les hausses d'impôts.

Les TPE et le modèle social français

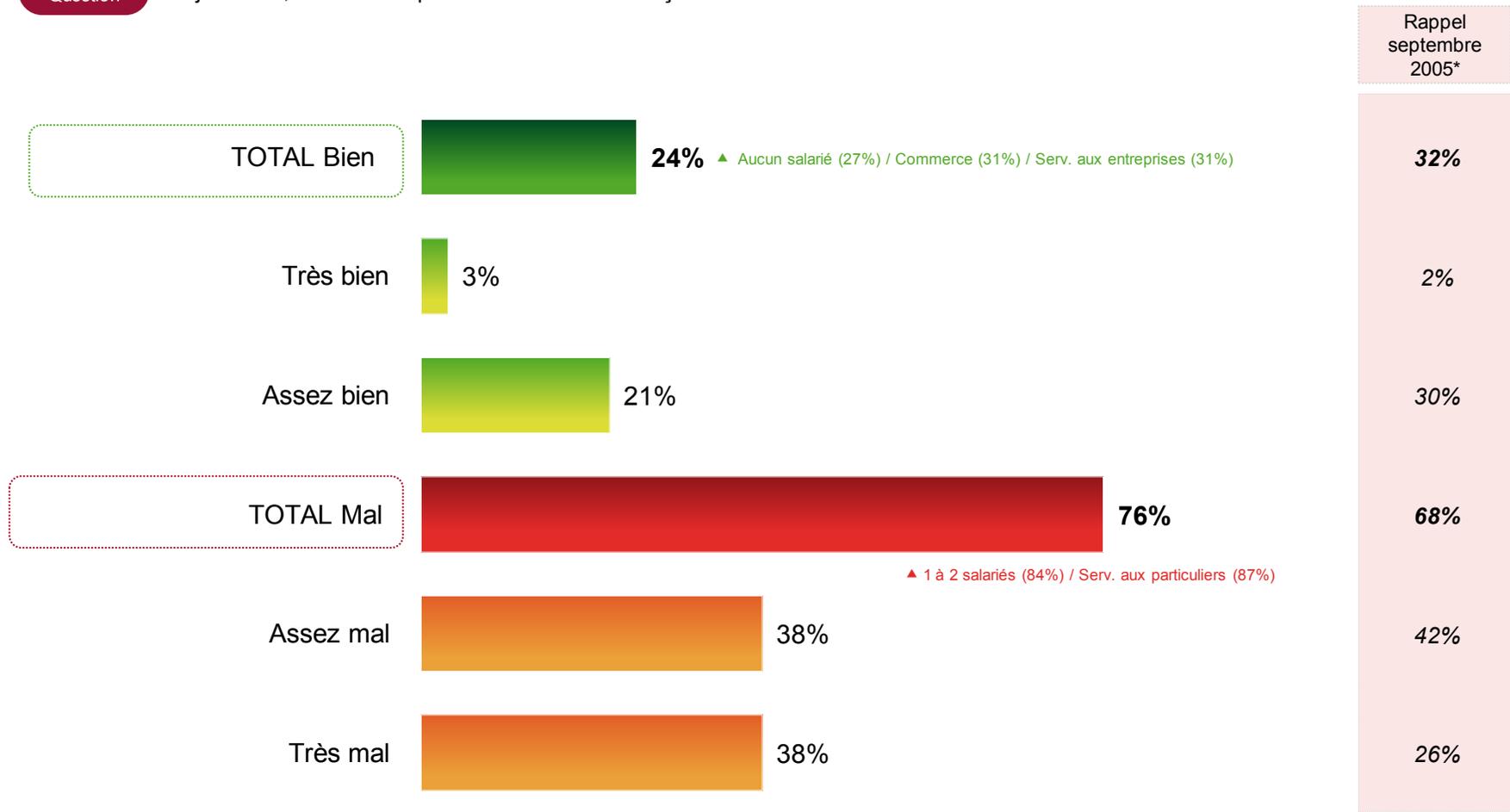
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Un jugement sévère du modèle social français

Question

Aujourd'hui, diriez-vous que le modèle social français fonctionne... ?



Moins d'un quart des chefs de très petites entreprises estiment que le modèle social français dans son ensemble fonctionne bien (24%). Si ce jugement global est majoritaire, il se révèle plus positif dans le commerce (31%) et les services aux entreprises (31%).

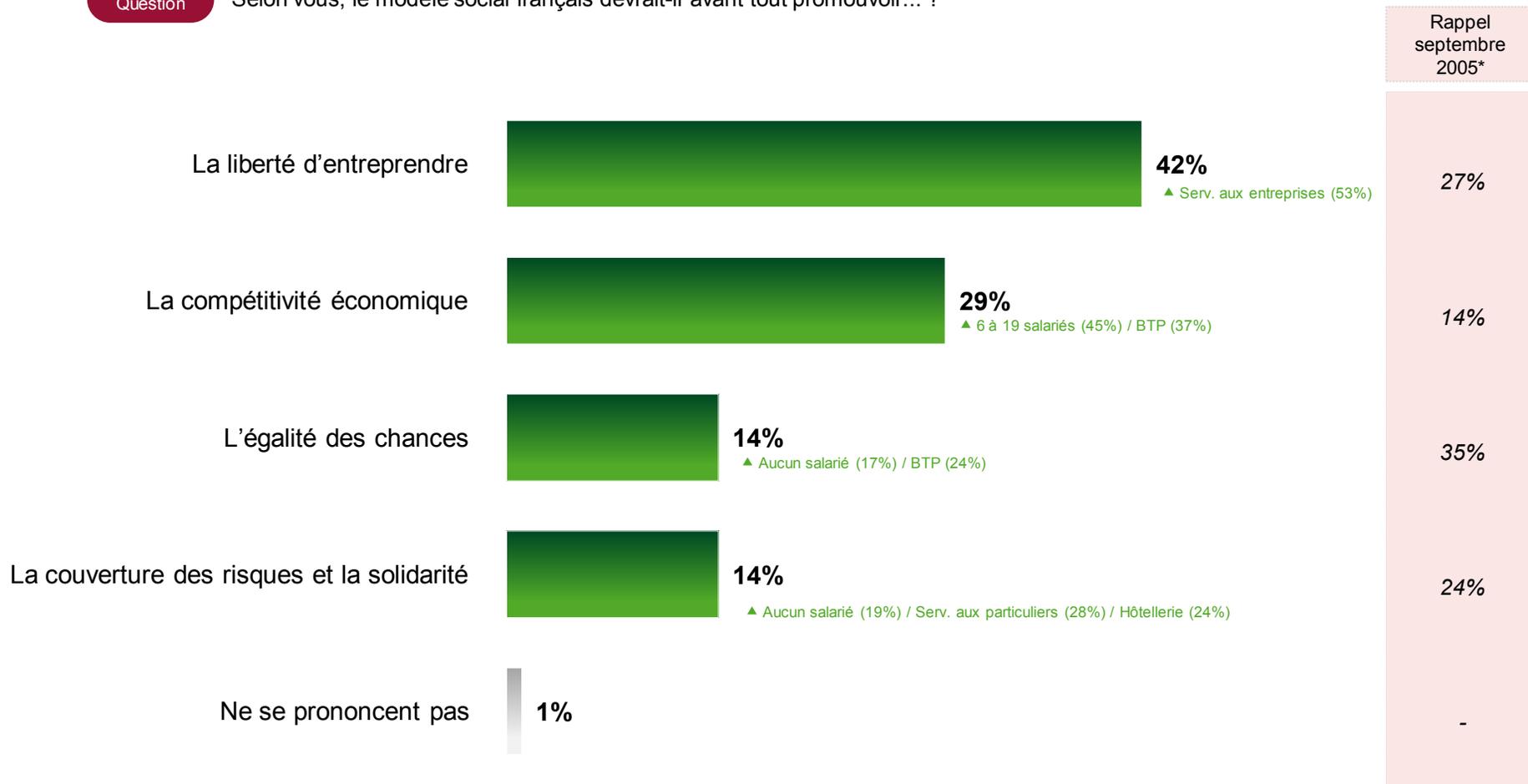
Base : à 50% de l'échantillon

(*) Sondage Ifop pour Acteurs Publics par téléphone auprès d'un échantillon de 955 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, du 8 au 9 septembre 2005, selon la méthode des quotas

Le principal objectif à suivre pour le modèle social français

Question

Selon vous, le modèle social français devrait-il avant tout promouvoir... ?



La liberté d'entreprendre émerge logiquement auprès des patrons de TPE comme le premier principe à promouvoir pour le modèle social français (42%, et jusqu'à 53% dans les services aux entreprises), devançant nettement la compétitivité économique (29%). En regard de ces deux dimensions, l'égalité des chances (14%), premier critère du grand public en 2005, revêt un poids beaucoup moins important, de même que la couverture des risques et la solidarité (14%, ce score atteignant 28% dans les services aux particuliers).

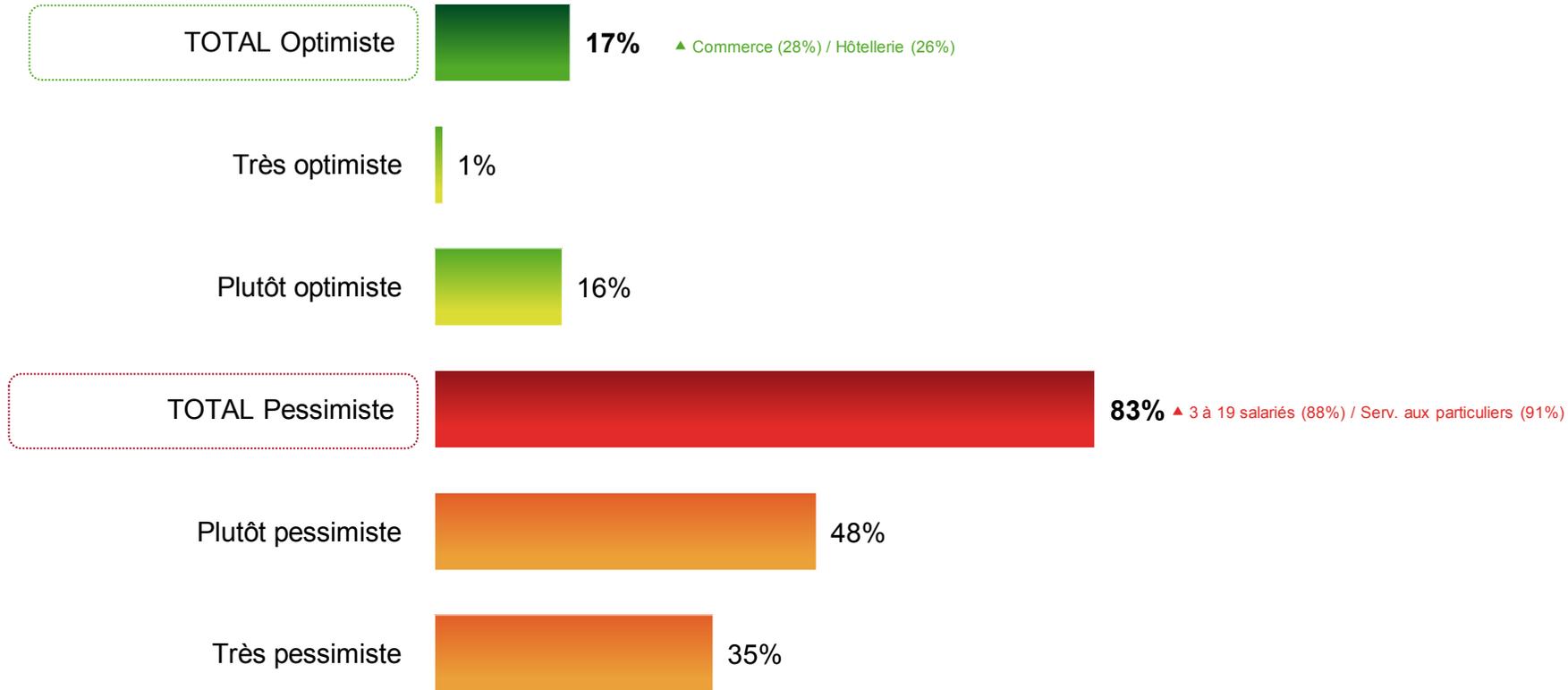
Base : à 50% de l'échantillon

(*) Sondage Ifop pour Acteurs Publics par téléphone auprès d'un échantillon de 955 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, du 8 au 9 septembre 2005, selon la méthode des quotas

Niveau d'optimisme pour l'avenir du modèle social français

Question

Globalement, diriez-vous que vous êtes optimiste ou pessimiste pour l'avenir du modèle social français ?



Affirmant très largement que le modèle social français ne fonctionne plus actuellement, 83% des patrons sont pessimistes pour son avenir, et même 35% très pessimistes. Les services aux particuliers se montrent particulièrement négatifs.

Le souhait d'évolution du modèle social français

Question

En ce qui concerne le modèle social français, quelle opinion se rapproche le plus de la vôtre ?

Il doit être conservé en l'état, en trouvant des solutions pour le financer

7%

▲ Aucun salarié (9%) / Serv. aux particuliers (11%)

Il doit faire l'objet d'aménagements afin de garantir sa pérennité

37%

▲ Aucun salarié (41%) / Serv. aux entreprises (52%)

Il doit être entièrement revu

56%

▲ 1 à 19 salariés (67%) / Industrie (73%) / BTP (67%)

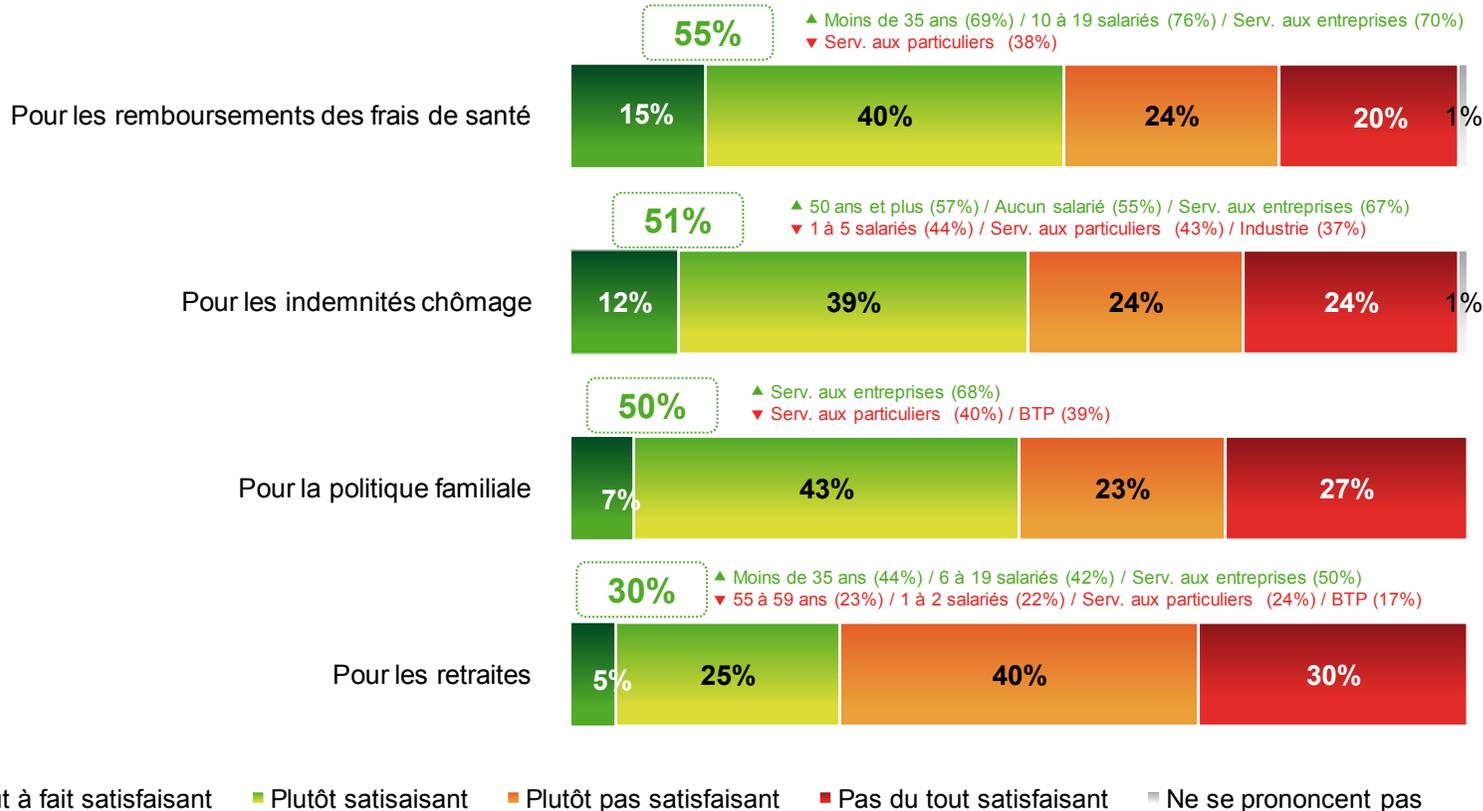
Interrogés sur leur souhait d'évolution du modèle social français, 56% des dirigeants de TPE considèrent qu'il doit être entièrement revu tandis que 37% estiment qu'il doit être aménagé pour en garantir la pérennité. 7% uniquement souhaitent le conserver en l'état. Les employés (67%) et les patrons de l'industrie (73%) et du BTP (67%) sont les plus nombreux à attendre une réforme complète du système.

Niveau des allocations et des indemnités versées dans différents domaines

Question

Et diriez-vous qu'actuellement, le modèle social français est satisfaisant ou pas satisfaisant en ce qui concerne les indemnités ou allocations versées... ?

Total Satisfaisant



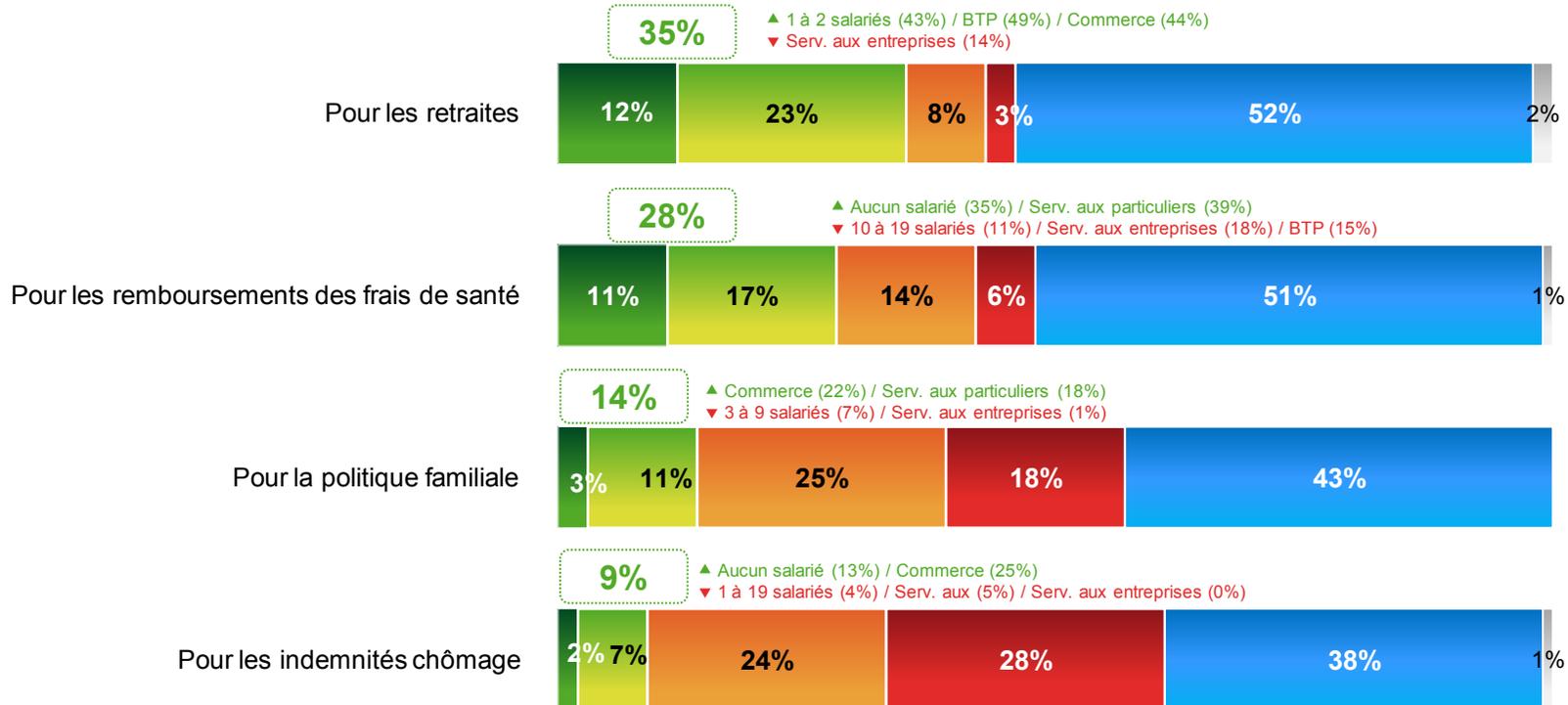
S'agissant des indemnités et allocations versées, les interviewés apparaissent mitigés sur les remboursements des frais de santé (55% de satisfaits), des indemnités chômage (51%) et de la politique familiale (50%). Sur le sujet des retraites, dont la réforme est en cours d'élaboration pour la rentrée sociale, 70% jugent le système actuel insatisfaisant.

Evolution des allocations et indemnités versées dans différents domaines

Question

Et diriez-vous que, pour garantir un système social efficace et solidaire, il faut augmenter, diminuer, ou conserver au même niveau les indemnités ou allocations versées... ?

Total Augmenter



■ Augmenter fortement ■ Augmenter légèrement ■ Diminuer légèrement ■ Diminuer fortement ■ Conserver au même niveau ■ Ne se prononcent pas

Les avis sont divergents sur le montant à privilégier pour les indemnités versées. S'agissant des retraites, il s'agit à minima de les maintenir (52%), et, pour 35% des chefs d'entreprise de les augmenter. De même, 51% souhaitent conserver le niveau actuel de remboursement des frais de santé et 28% qu'il soit revalorisé.

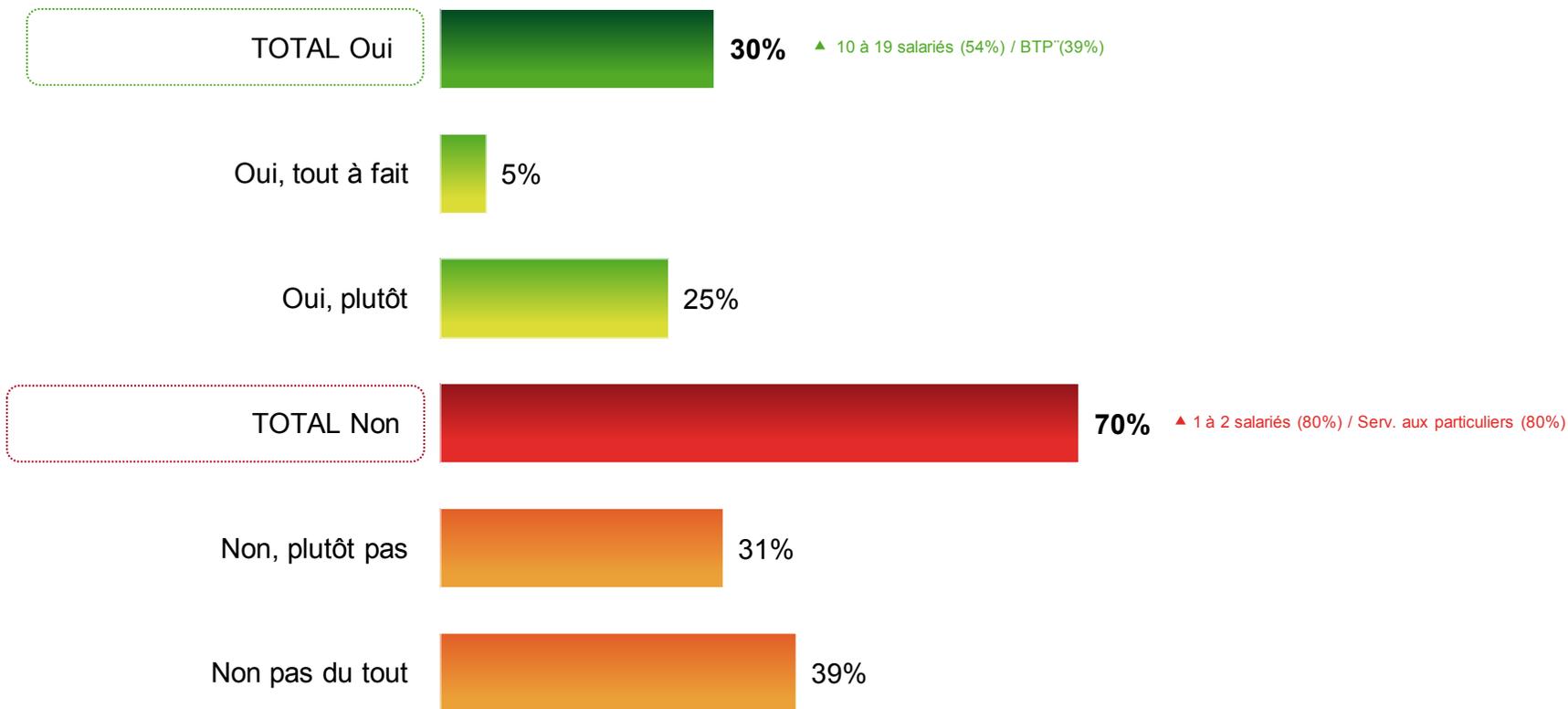
Sur la politique familiale, les interviewés expriment de fortes oppositions, 43% voulant garder le montant des allocations versées contre 43% qui estiment nécessaire de les réduire.

Des efforts importants sont attendus sur les indemnités chômage, que 52% demandent à diminuer contre 38% qui déclarent qu'il ne faut pas les modifier et 9% qu'elles devraient être plus élevées.

Inéquité du modèle social français

Question

Et diriez-vous du modèle social français qu'il est équitable ?



Corollaire des critiques envers son fonctionnement et le montant des prestations sociales versées, 70% des patrons de TPE perçoivent le modèle français comme inéquitable, 39% déclarant qu'il n'est « pas du tout » équitable. Les chefs d'entreprise d'un à deux salariés (80%) et des services aux entreprises (80%) sont ceux qui soulignent le plus fortement les injustices de ce modèle.

Les actions pour rendre le modèle social français plus équitable

Question

Pour le rendre plus équitable, faudrait-il mettre en œuvre... ?

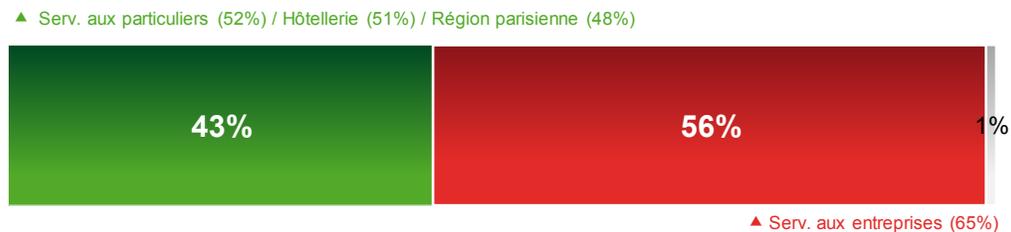
Une modulation en fonction des revenus des foyers



Une modulation en fonction du statut professionnel



Une modulation en fonction du territoire



■ Oui

■ Non

■ Ne se prononcent pas

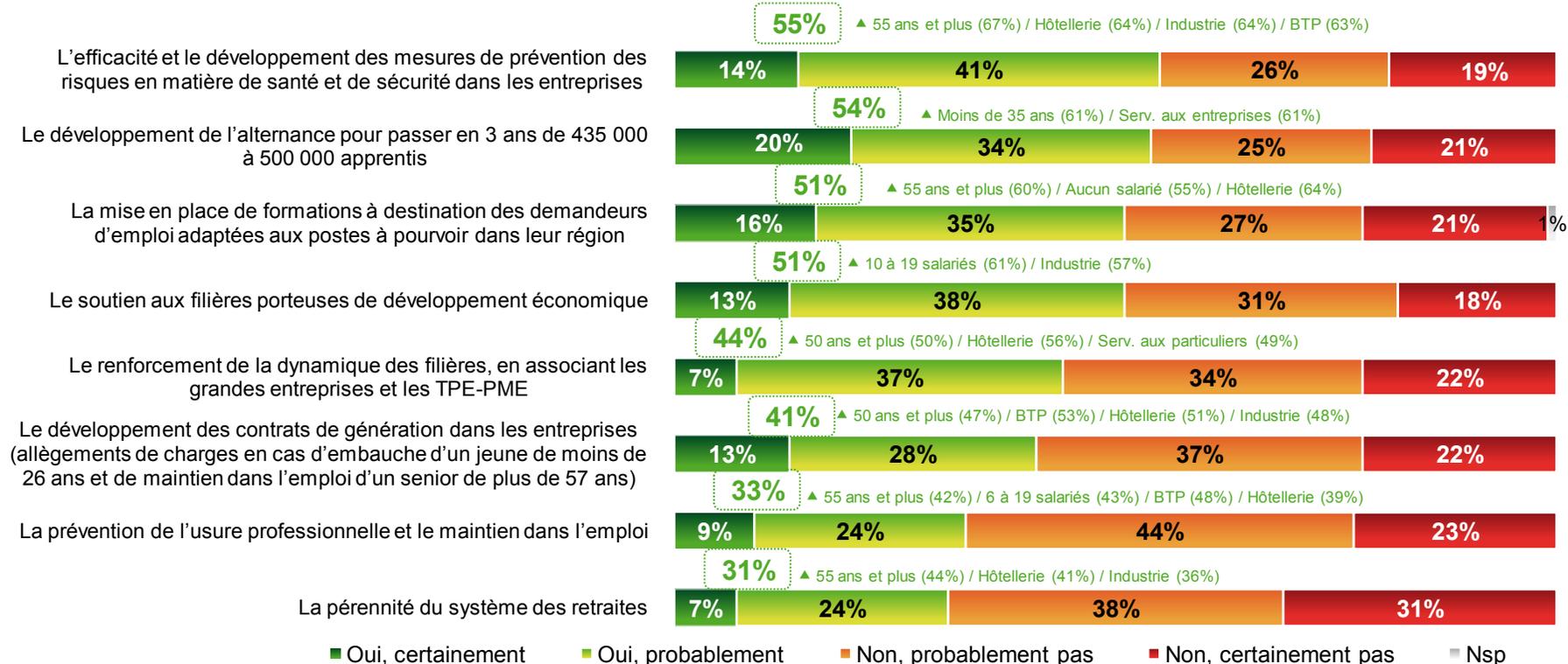
Afin de limiter les problèmes d'équité, 80% des personnes interrogées se prononcent en faveur d'une modulation en fonction du revenu des foyers. Une majorité approuve aussi la mise en place d'une modulation liée au statut professionnel, cette proposition étant davantage soutenue dans le BTP (81%) tandis qu'elle est rejetée par 57% de ceux qui dirigent des structures de 10 à 19 salariés, par 46% dans les services aux particuliers et par 45% dans les services aux entreprises. La modulation en fonction du territoire n'emporte l'adhésion que d'une minorité de dirigeants (43%), celle-ci étant cependant plus élevée dans les services aux particuliers (52%) et l'hôtellerie (51%).

Jugement des réformes envisagées par la dernière conférence sociale

Question

Les 20 et 21 juin derniers s'est déroulée la deuxième conférence sociale, réunissant les partenaires sociaux. Cette conférence s'est articulée autour de l'emploi et de l'anticipation des métiers à pourvoir, de la formation, des conditions de travail, des retraites et de l'action publique. Diriez-vous que cette conférence va permettre d'aboutir à des réformes efficaces dans chacun des domaines suivants ayant été débattus ?

Total Oui

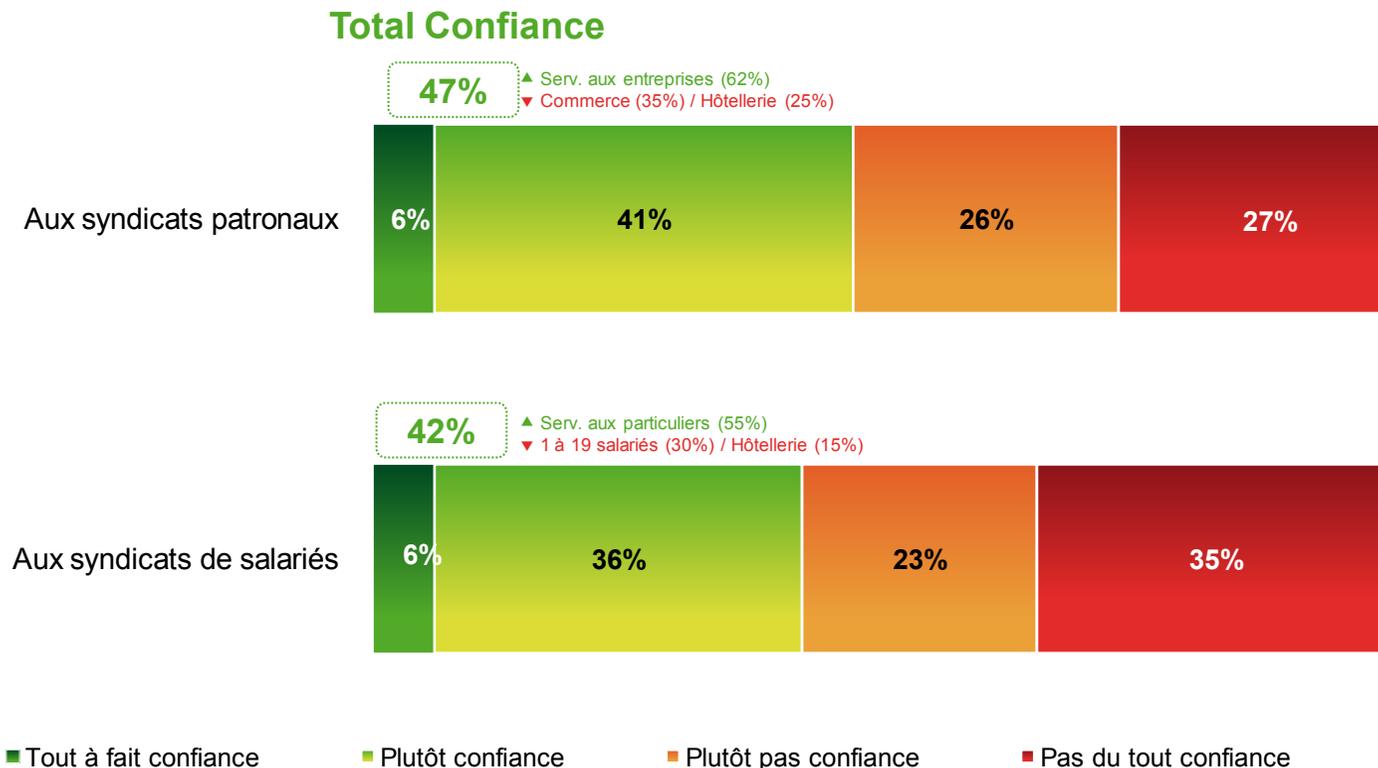


Lors de la conférences sociale des 20 et 21 juin derniers, différents thèmes ont été débattus autour des questions liées à l'emploi. Suite à cela, le gouvernement a rédigé une feuille de route fixant les mesures à adopter suite aux échanges et propositions de ces deux jours. Si aucune ne suscite un fort engouement, une majorité des dirigeants de TPE estime que des réformes efficaces vont pouvoir être adoptées en matière de prévention des risques de santé et de sécurité dans les entreprises (55%), de développement de l'alternance (54%), de mise en place de formations à destination des demandeurs d'emploi adaptées aux postes à pourvoir (51%) et de soutien aux filières porteuses de développement économique (51%). Une proportion minoritaire mais significative pense que le renforcement de la dynamique des filières (44%) et le développement des contrats de génération (41%) auront des effets mesurables. En revanche, moins d'un tiers d'entre eux considère que la conférence sociale aboutira à des réformes satisfaisantes, notamment concernant la prévention de l'usure professionnelle (33%) et de la pérennité du système des retraites (31%).

Formation professionnelle : confiance mitigée dans les syndicats

Question

A l'issue de cette deuxième conférence sociale, le gouvernement a chargé les partenaires sociaux de négocier un accord sur la formation professionnelle, afin de sécuriser les parcours professionnels, notamment pour les actifs les moins qualifiés, et de faire de la formation un levier de compétitivité économique. Faites-vous confiance ou pas confiance à chacun des ces acteurs pour négocier un accord efficace ?

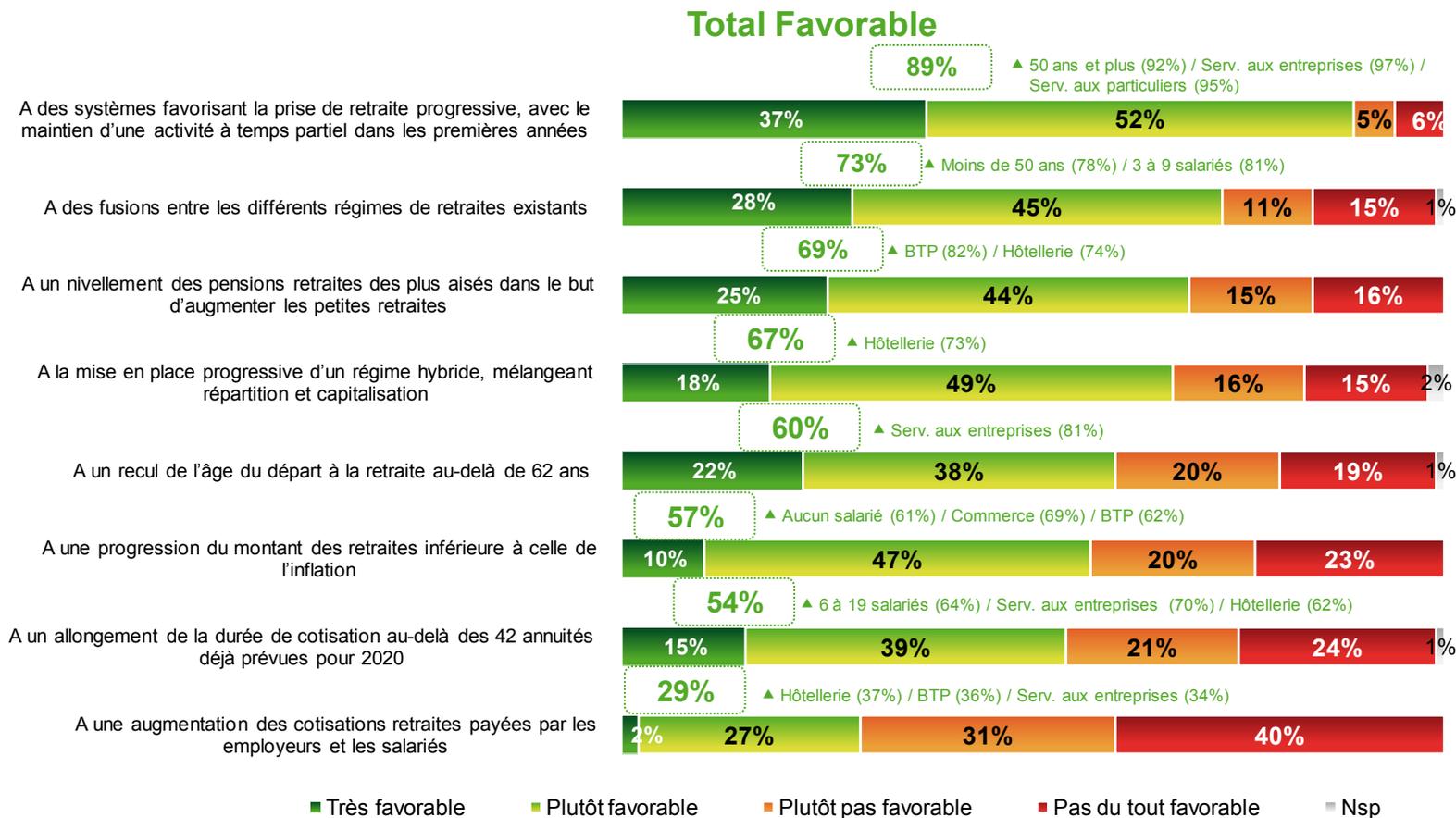


A la suite de la conférence sociale, les partenaires sociaux doivent trouver un accord sur la formation professionnelle. On constate que moins d'un interviewé sur deux leur fait confiance pour arriver à négocier et rédiger une proposition efficace, que l'on considère les syndicats patronaux (47%) ou de salariés (42%).

Approbation des différentes évolutions du système de retraite

Question

En ce qui concerne les retraites, êtes-vous favorable ou pas favorable... ?



Rappel
juin 2013*

Non posé

Non posé

Non posé

Non posé

47%

Non posé

44%

49%

Les patrons de TPE adhèrent à la plupart des propositions d'évolution du système de retraite, à l'exception de l'augmentation des cotisations, qui se trouve rejetée par 71% d'entre eux (contre 51% pour le grand public). Ils plébiscitent les systèmes permettant une prise de retraite progressive (89%). Plus des deux tiers se déclarent favorables à des fusions entre les différents régimes de retraite (71%), à un nivellement des pensions des plus aisés pour augmenter les petites retraites (69%) et à la mise en place progressive d'un régime hybride (67%). A un niveau moindre, 60% des interviewés approuvent le recul de l'âge de départ à la retraite (+13 points par rapport à l'ensemble des Français), 57% une progression des pensions inférieure à celle de l'inflation et 54% un allongement de la durée de cotisation au-delà des 42 ans prévus (+10 points par rapport à l'ensemble des Français).

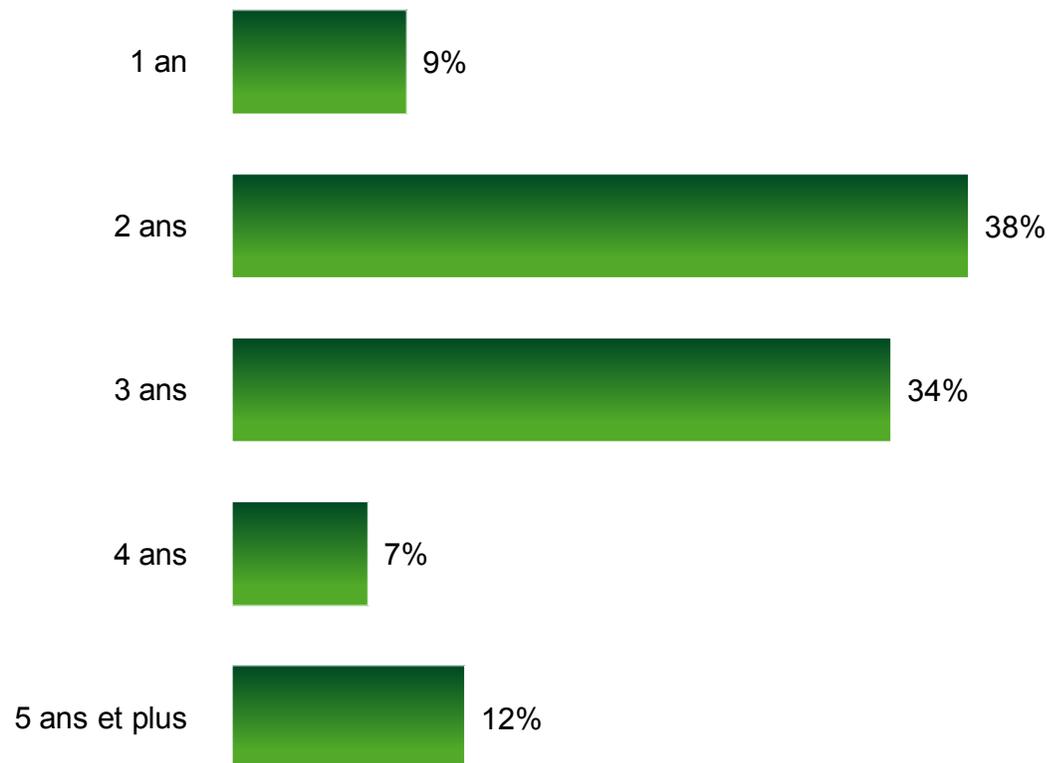
Base : à 50% de l'échantillon.

(*) Sondage Ifop pour Dimanche Ouest France par questionnaire auto-administré en ligne auprès d'un échantillon de 1017 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, du 31 mai au 1^{er} juin 2013, selon la méthode des quotas.

Allongement de la durée de cotisation

Question

Vous avez indiqué être favorable à un allongement de la durée de cotisation. Selon vous, de combien d'années cette durée devrait-elle être allongée ?



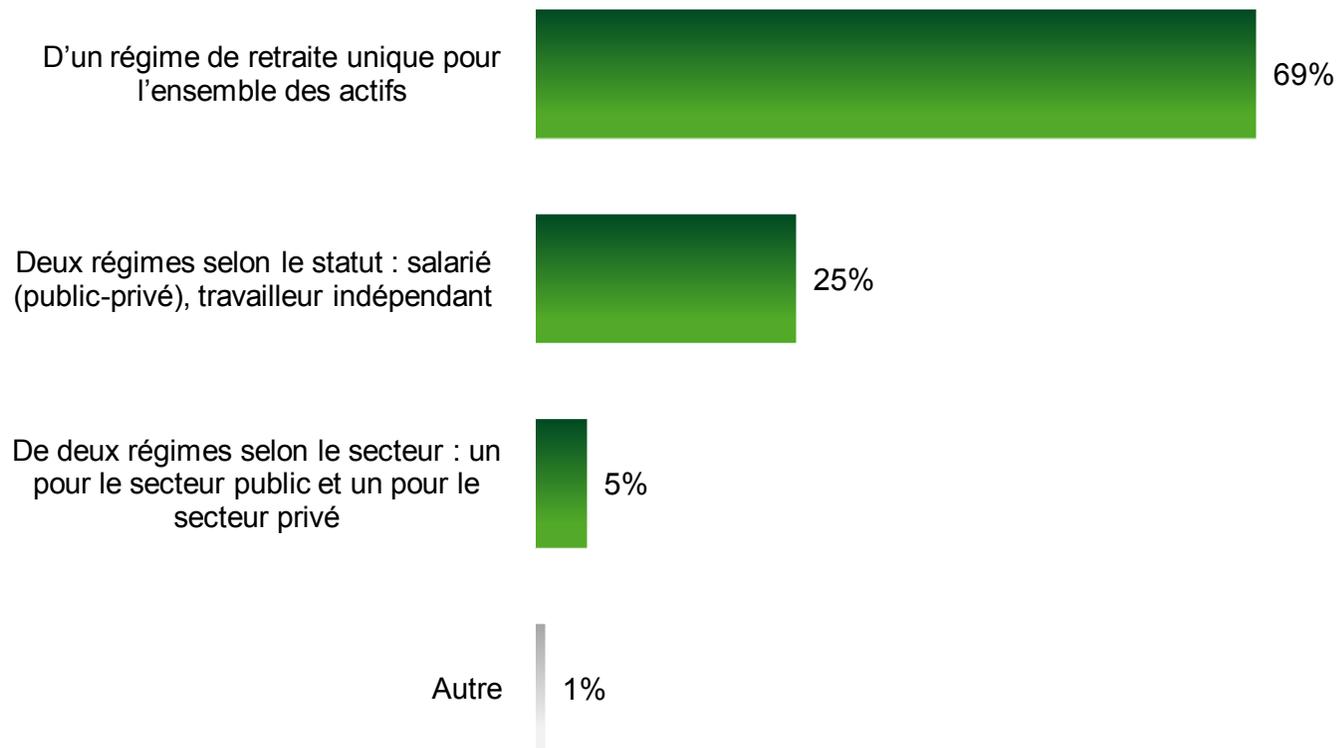
Moyenne juillet 2013 : 2,9 années

Parmi les 54% de dirigeants favorables à une augmentation de la durée de cotisation, l'allongement moyen à privilégier serait de 2,9 ans. Plus précisément, 9% souhaiteraient porter le temps d'activité à 43 ans, 38% à 44 ans, 34% à 45 ans et 19% à 46 ans ou plus.

Fusion des régimes de retraite

Question

Vous avez indiqué être favorable à une fusion entre les régimes de retraite. Souhaiteriez-vous la mise en place... ?



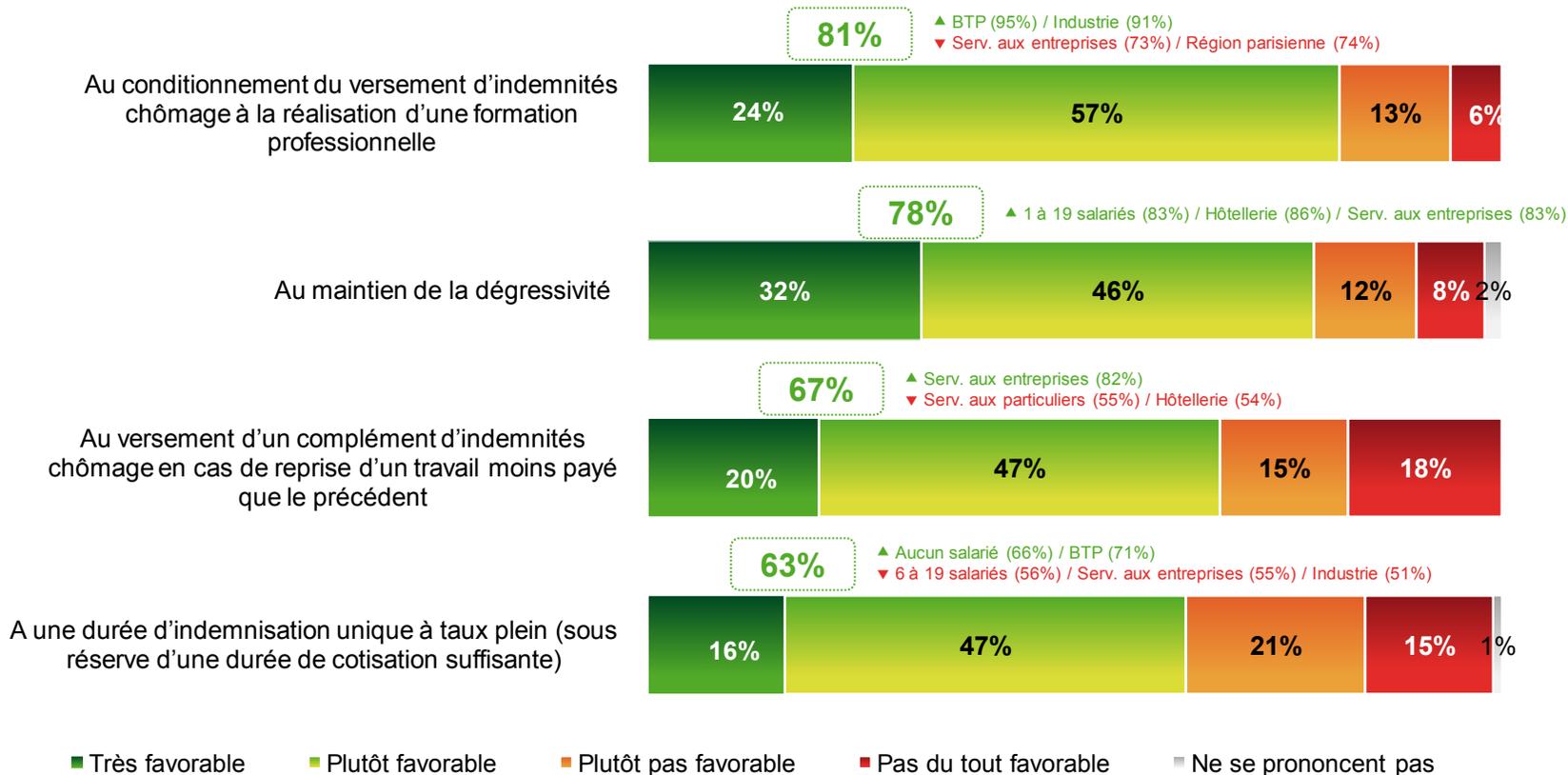
La mise en œuvre d'une fusion entre les différents régimes de retraites, approuvée par 71% des personnes interrogées, devrait, de façon préférentielle, se faire sous la forme d'un régime de retraite unique pour l'ensemble des salariés (69%). 25% des chefs d'entreprise estiment préférable de créer un régime pour les salariés et un pour les travailleurs indépendants. Seuls 5% d'entre eux souhaitent conserver la distinction public-privé.

Evolution des modalités de versement des indemnités chômage

Question

Et en ce qui concerne les indemnités chômage, seriez-vous favorable ou pas favorable... ?

Total Favorable



Les dirigeants étant pour l'essentiel partisans d'un maintien ou d'une baisse des indemnités chômage, ils se montrent logiquement très réceptifs aux propositions testées, allant toutes dans ce sens. Ainsi, 81% sont favorables au conditionnement du versement des indemnités à la réalisation d'une formation professionnelle et 78% au maintien de la dégressivité. Le versement d'un complément d'indemnités chômage en cas de reprise d'un travail moins payé que le précédent recueille l'adhésion de 67% et la mise en place d'une durée d'indemnisation unique à taux plein de 63% d'entre eux.

Les TPE, internet et les réseaux sociaux

Note de lecture

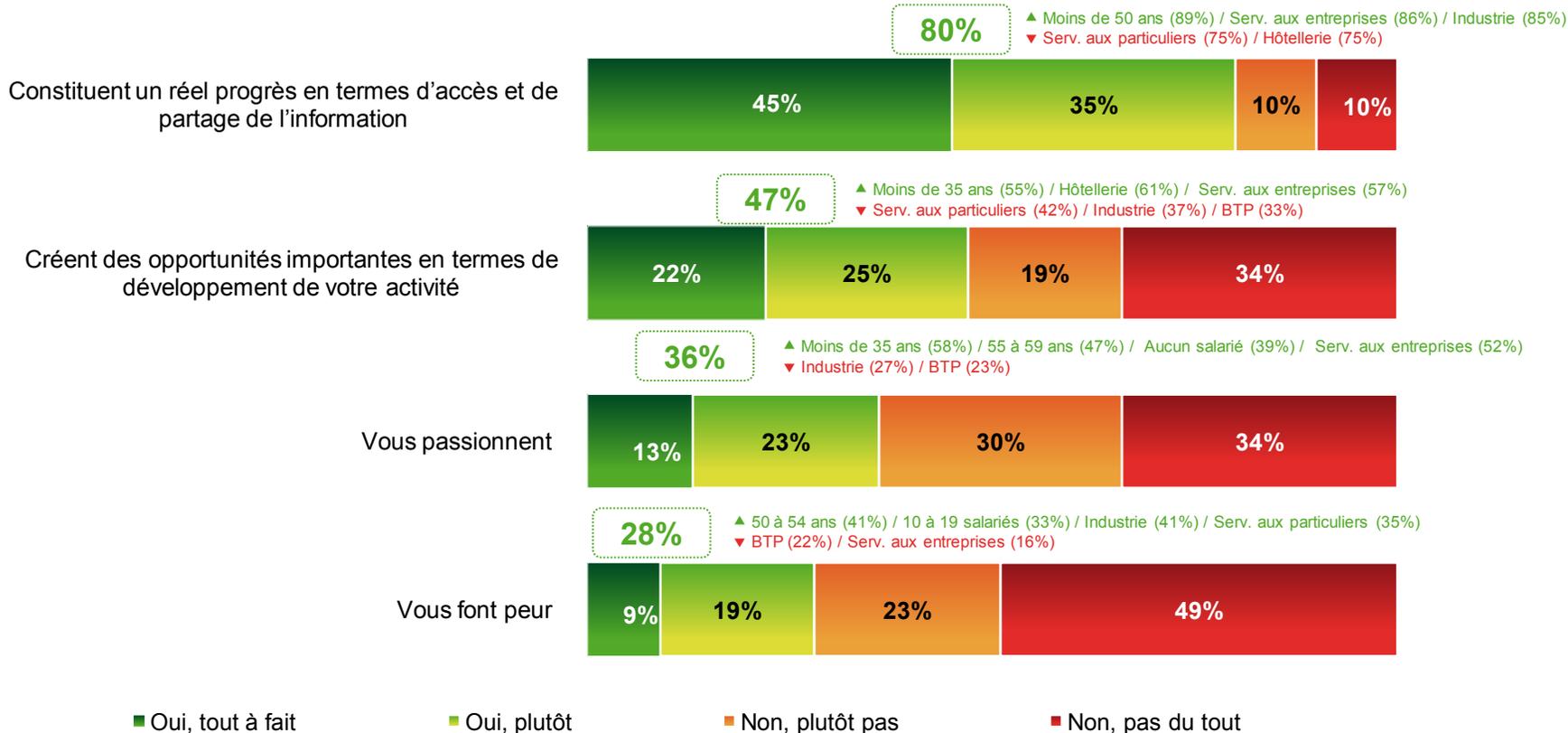
- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Internet et les réseaux sociaux

Question

D'une manière générale, diriez-vous qu'Internet et les réseaux sociaux... ?

Total Oui



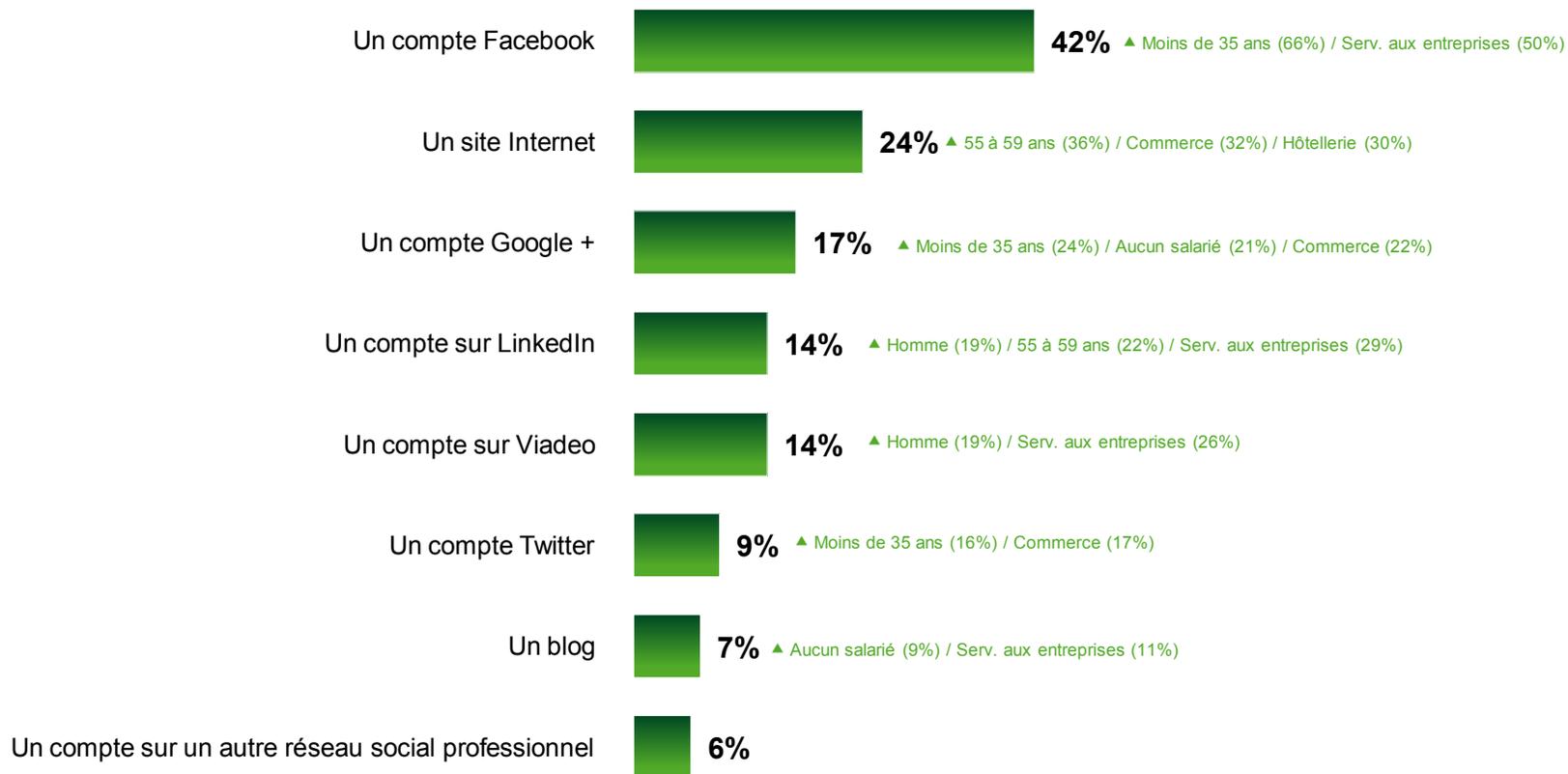
Internet et les réseaux sociaux sont perçus par 80% des chefs d'entreprise comme un réel progrès en termes d'accès et de partage de l'information. Ces outils n'apparaissent toutefois pas entièrement maîtrisés, moins d'un interviewé sur deux déclarant qu'ils ont créé des opportunités importantes pour le développement de leur activité (57% dans les services aux entreprises et 61% dans l'hôtellerie). Plus d'un tiers d'entre eux se passionnent pour ces nouvelles technologies (36%, un score qui atteint 58% parmi les moins de 35 ans et 52% dans les services aux entreprises) tandis que 28% en ont peur.

Présence sur Internet et les réseaux sociaux à titre personnel

Question

En ce qui concerne Internet et les réseaux sociaux, avez-vous, à titre personnel... ?

Oui



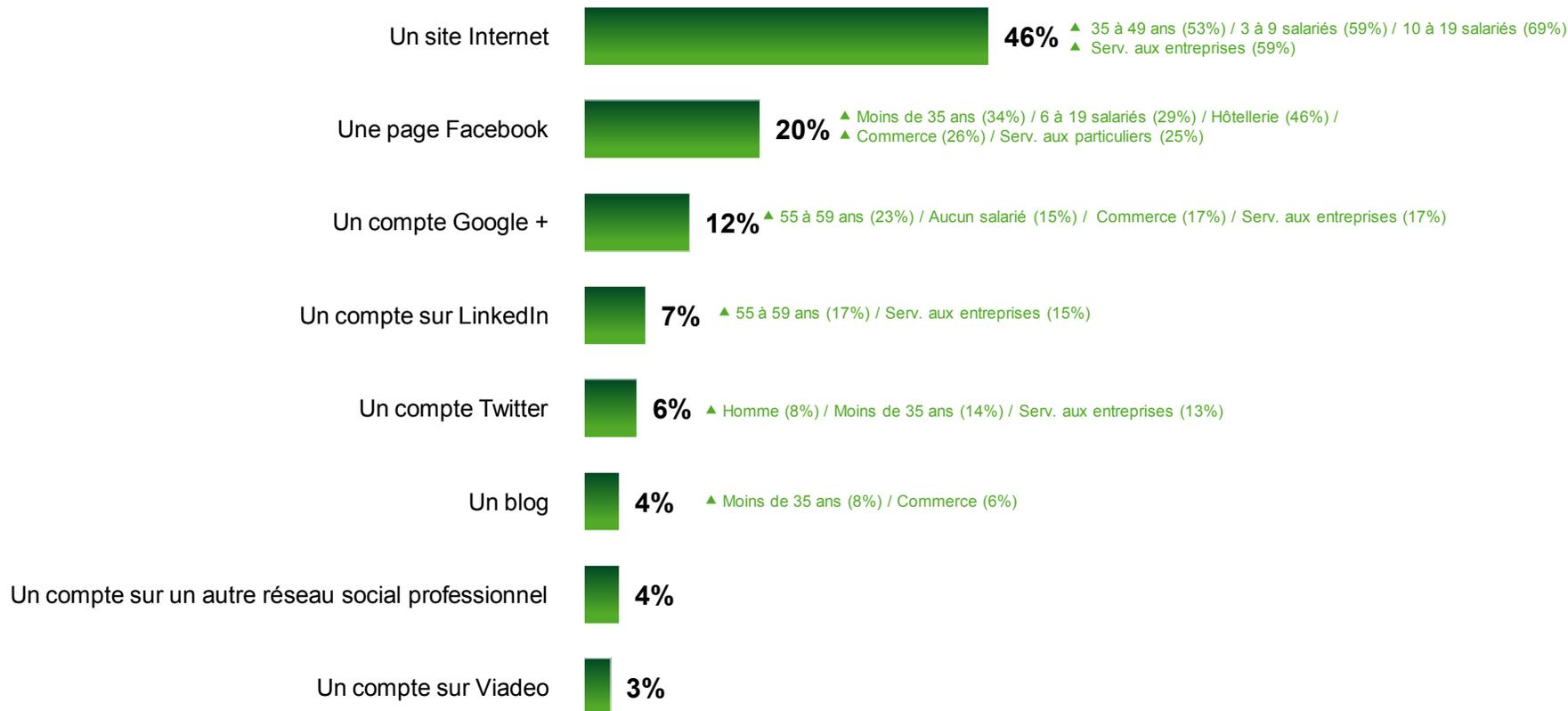
Concrètement, à titre personnel, 42% des patrons de TPE possèdent un compte Facebook et 24% un site Internet. Leur présence sur les réseaux sociaux professionnels est plus restreinte : 14% ont un compte LinkedIn, 14% un compte Viadeo, et 6% sont présents sur un autre réseau social professionnel. Près d'une personne interrogée sur cinq a ouvert un compte Google+. Enfin, 9% ont un compte Twitter et 7% un blog.

Présence de l'entreprise sur Internet et les réseaux sociaux

Question

Et avez-vous ouvert pour votre entreprise... ?

Oui



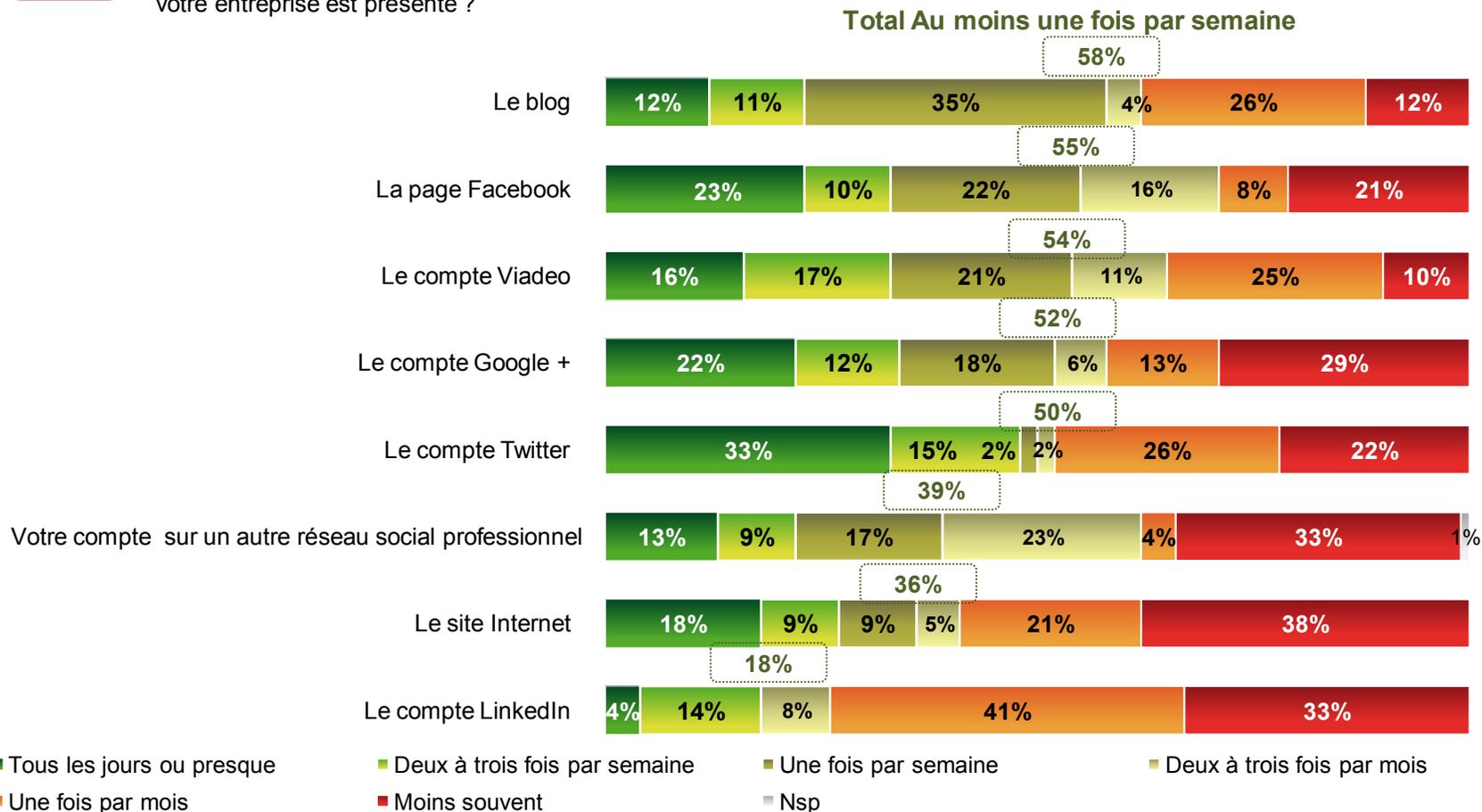
46% des TPE disposent d'un site Internet, une proportion qui augmente avec la taille de l'entreprise (43% pour celles ayant moins de 2 salariés, 59% entre 3 et 9 salariés et 69% entre 10 et 19 salariés) et fortement lié au secteur d'activité : 59% en ont créé un dans les services aux entreprises contre 41% dans l'hôtellerie et 37% dans le BTP. 20% des patrons possèdent une page Facebook (46% dans l'hôtellerie et 26% dans le commerce).

Les autres outils sont peu utilisés : 12% ont créé un compte Google+, 7% un compte LinkedIn, 6% un compte Twitter, 4% un blog et 3% un compte Viadeo.

Présence des entreprises sur les réseaux sociaux et les sites

Question

A quelle fréquence utilisez-vous ou mettez-vous à jour les contenus ou profils de chacun des supports sur lesquels votre entreprise est présente ?

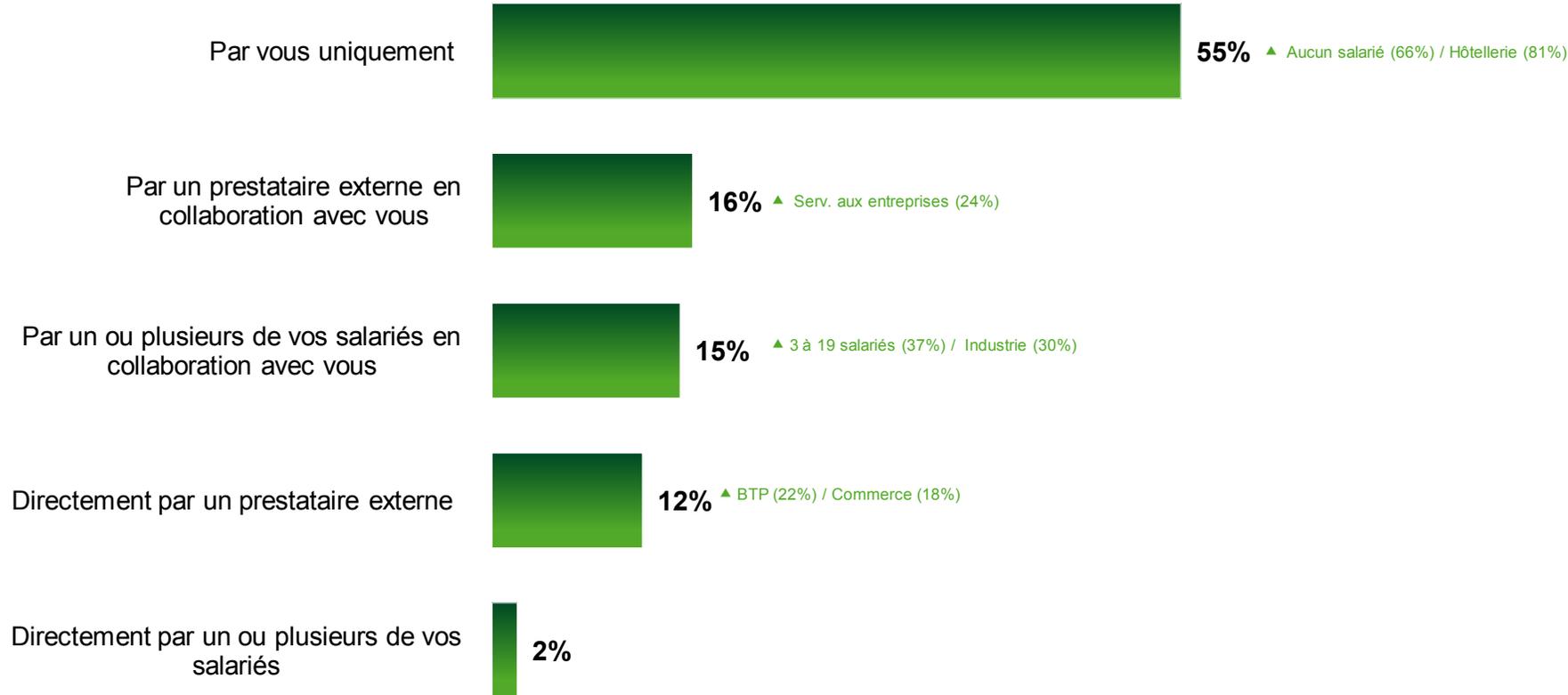


La fréquence de connexion ou de mise à jour varie selon le support. Une majorité des patrons concernés utilise le blog au moins une fois par semaine (58%), à l'instar de la page Facebook (55%), du compte Viadeo (44%), du compte Google+ (52%) ou du compte Twitter (50%) de son entreprise. Le site Internet est un outil moins fréquemment adapté, 36% s'y rendant à une fréquence hebdomadaire.

Le responsable de la gestion de la présence de l'entreprise sur Internet

Question

Votre présence sur Internet est-elle gérée... ?

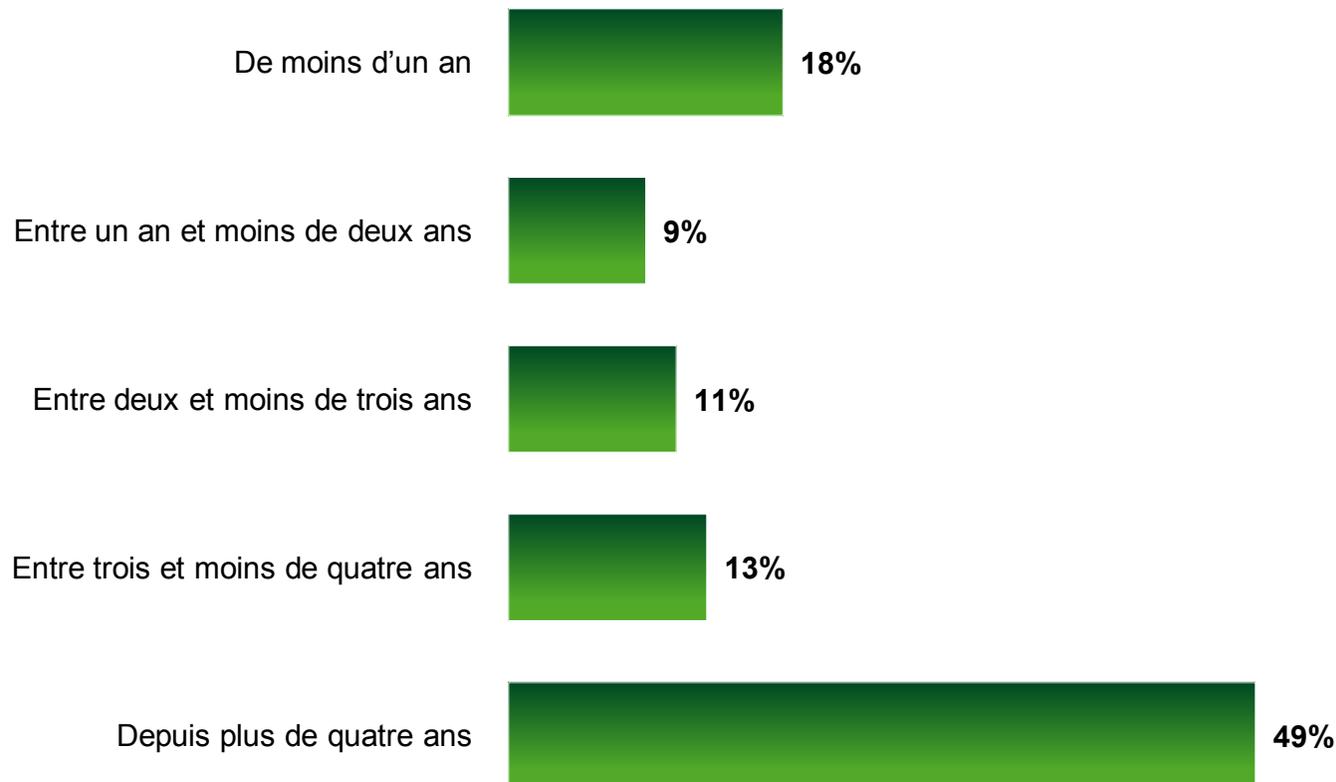


Les patrons de TPE gèrent pour l'essentiel leur présence sur Internet en interne. 55% s'occupent seuls de ce domaine (66% parmi ceux n'ayant aucun salarié et 81% dans l'hôtellerie) et 15% en collaboration avec un ou plusieurs de leurs salariés. 28% confient tout (12%) ou une partie (16%) des tâches de mise à jour à un prestataire externe. 2% uniquement délèguent entièrement cette question à leurs collaborateurs.

Ancienneté des sites internet des entreprises

Question

De quand date la création de votre site internet ?

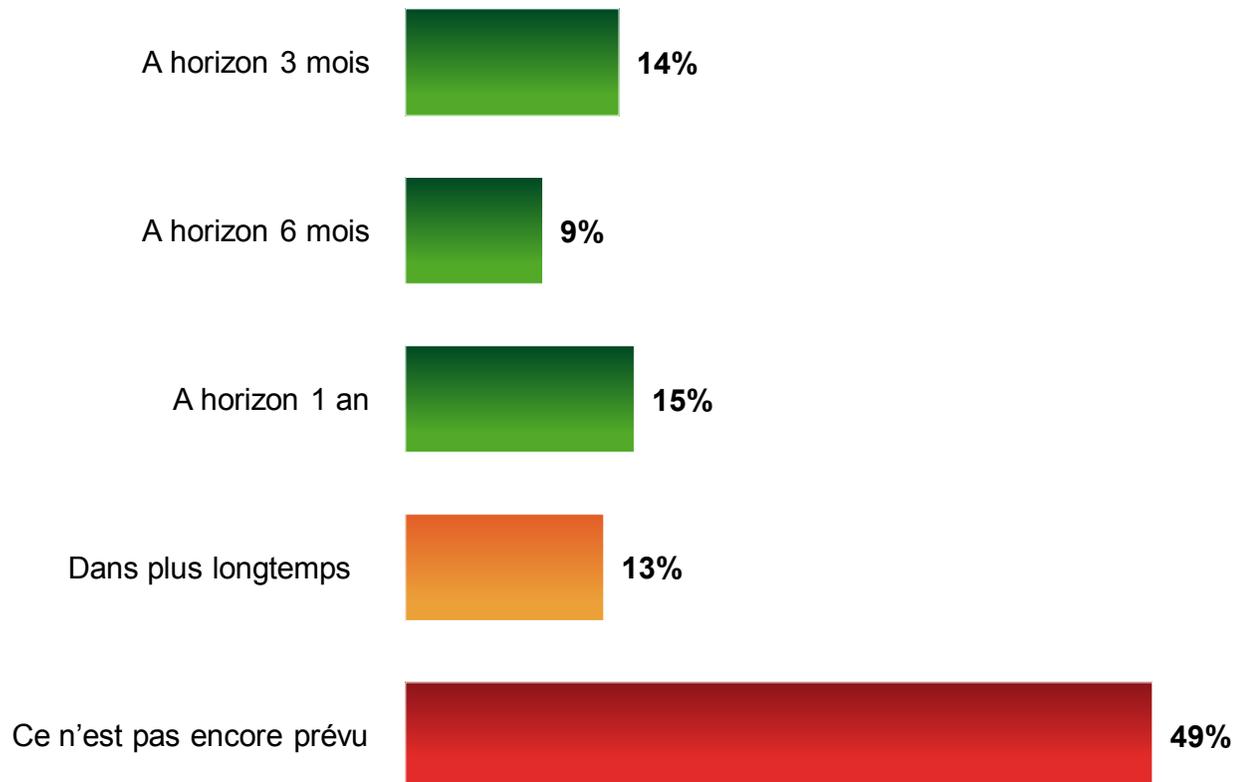


Parmi les dirigeants disposant d'un site Internet (46% de l'échantillon), 49% l'ont créé il y a plus de quatre ans, 24% depuis deux à quatre ans et 27% depuis moins de deux ans (dont 18% au cours des douze derniers mois).

Renouvellement des sites Internet des entreprises

Question

A quelle échéance prévoyez-vous de renouveler votre site internet ?

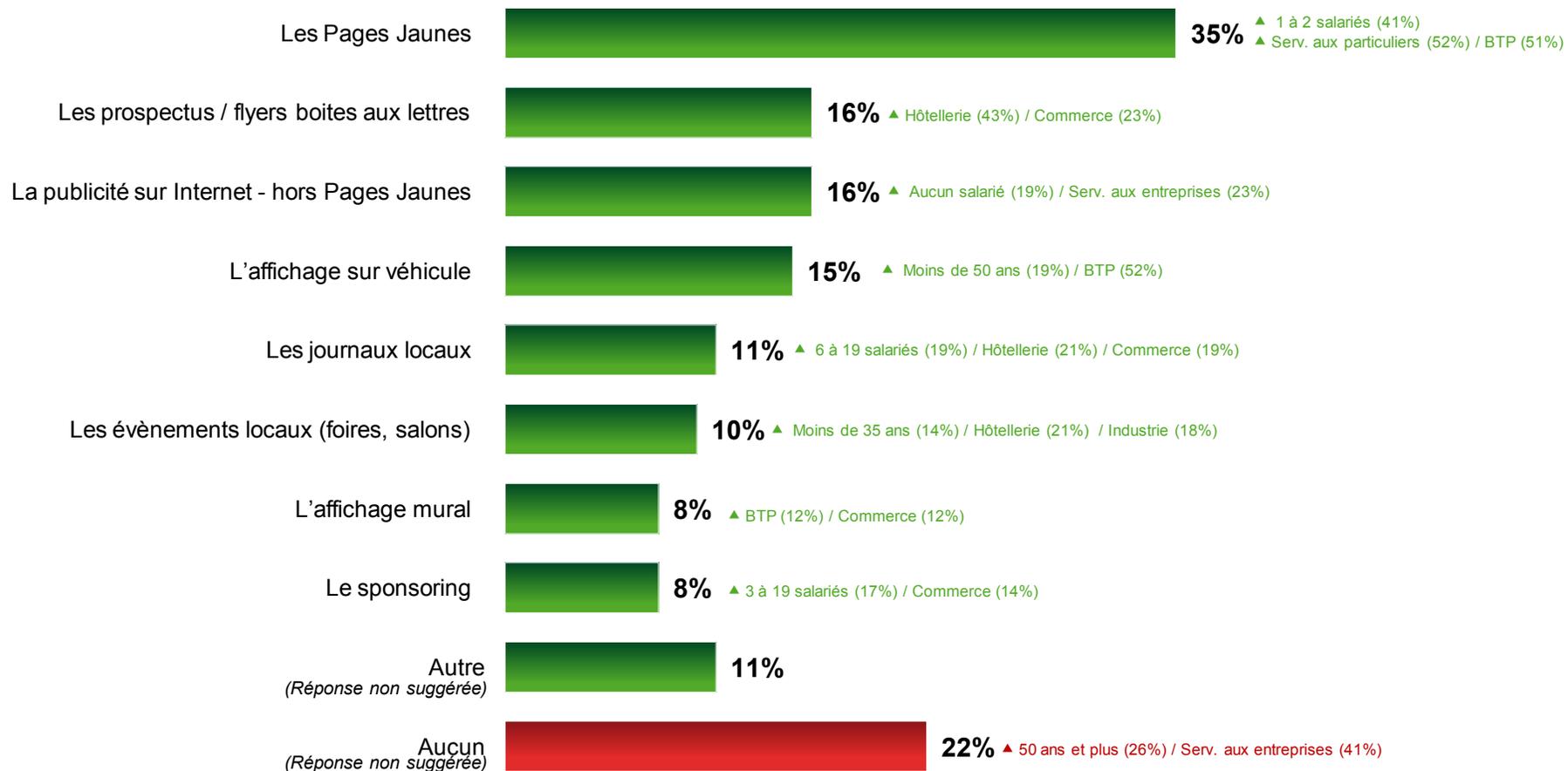


Si 49% ne prévoient pas de renouveler leur site Internet, 38% pensent le faire évoluer dans l'année, dont 23% dans les six mois à venir. 13% des interviewés en ont l'intention mais sans en avoir fixé le délai.

Principaux supports de communication locale de l'entreprise

Question

Quels sont aujourd'hui les principaux supports dans lesquels vous investissez pour votre communication locale ?

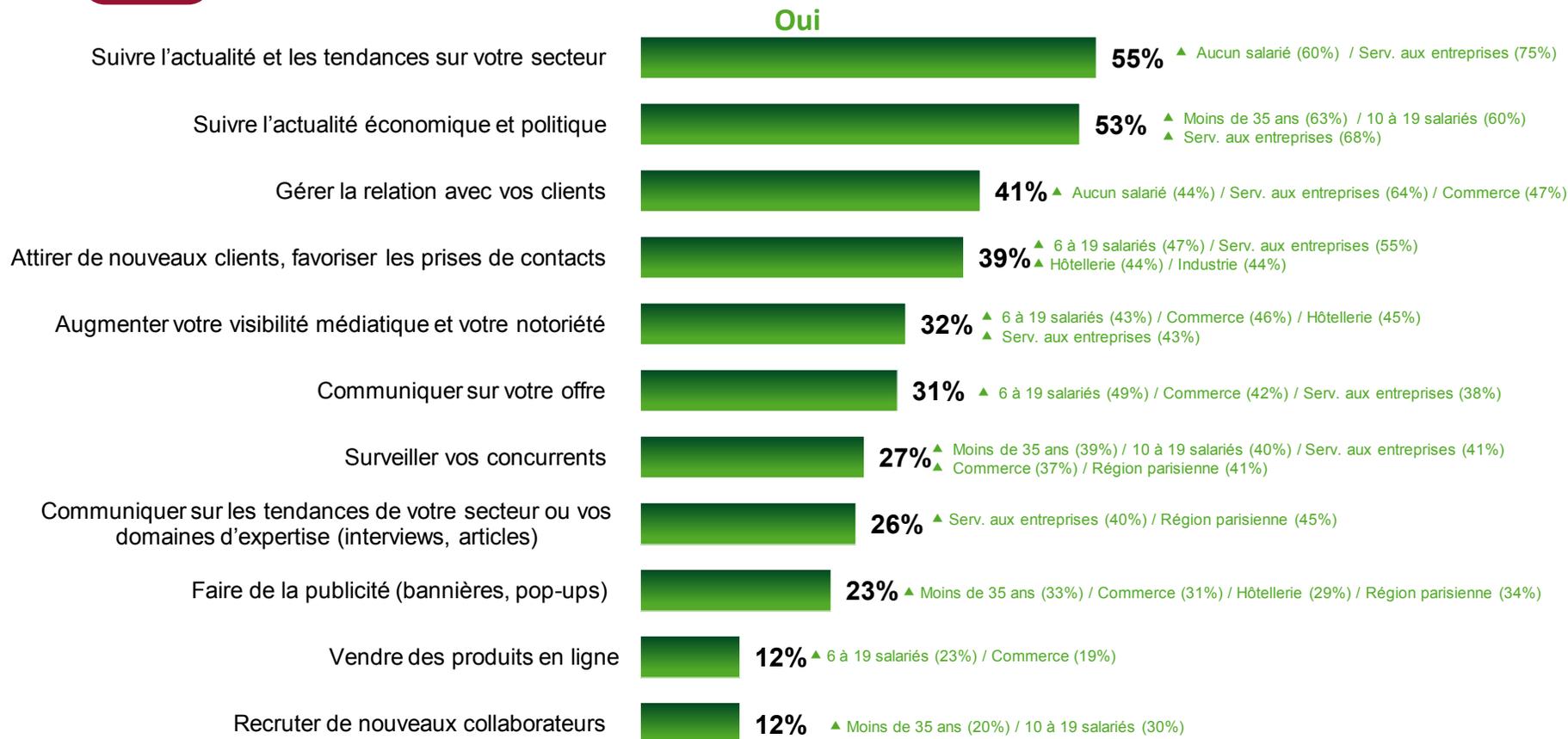


Pour leur communication locale, les TPE n'investissent majoritairement dans aucun des supports disponibles, et 22% d'entre elles ne mènent d'ailleurs pas d'action dans ce domaine. Les pages jaunes constituent le vecteur le plus utilisé (par 35% d'entre elles), devant la publicité sur Internet (16%), les prospectus (16%) et l'affichage sur véhicule (15%). Un dirigeant sur dix communique dans les journaux locaux (11%) et/ou lors des foires ou salons (10%). L'affichage mural est utilisé par 8% d'entre eux, au même niveau que le sponsoring.

Usage d'Internet et des réseaux sociaux

Question

D'une manière générale, dans le cadre de votre activité, utilisez-vous Internet et les réseaux sociaux pour... ?

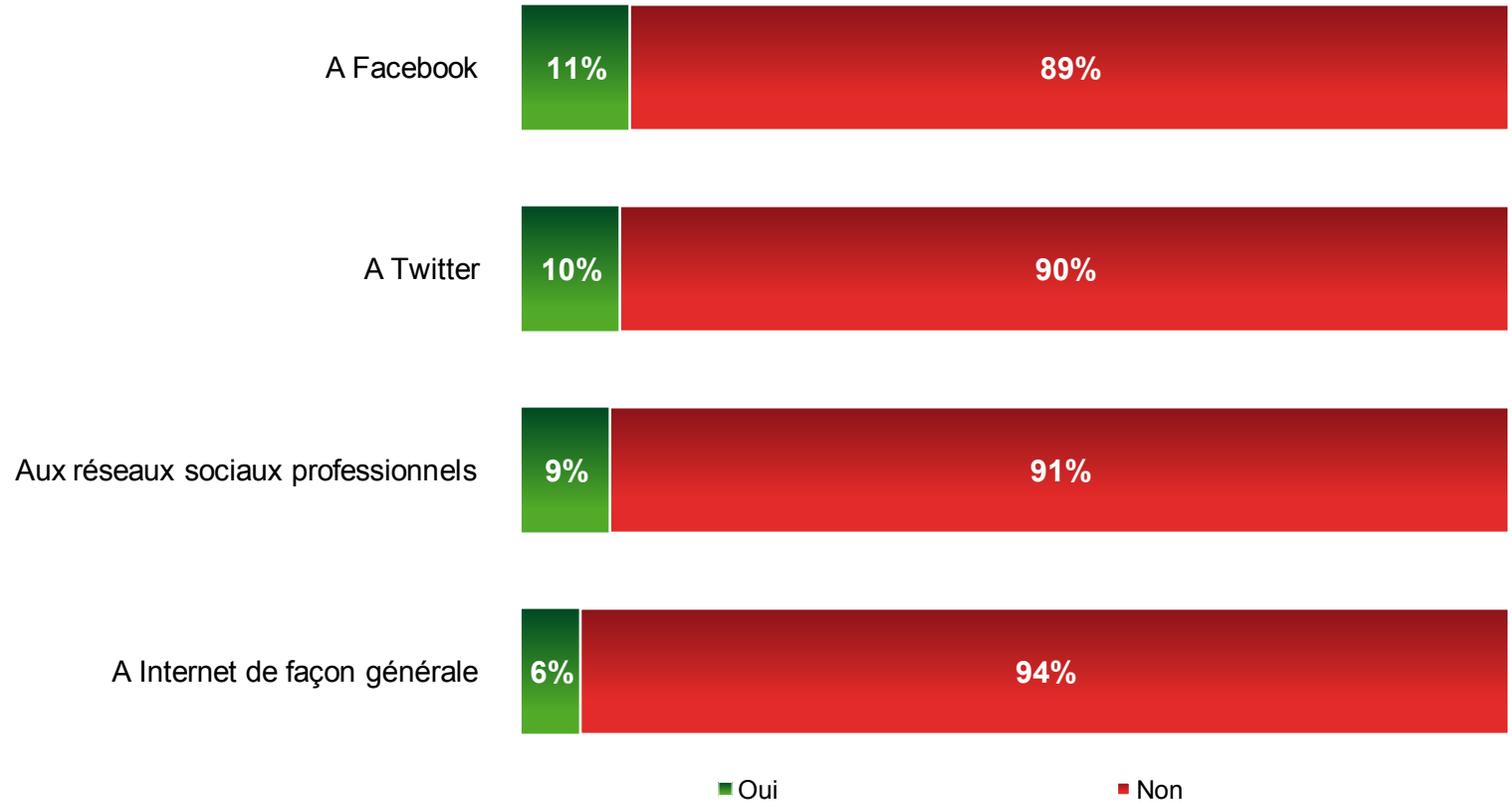


Parmi les usages possibles d'Internet et des réseaux sociaux, seul le suivi de l'actualité est cité par une majorité des dirigeants, qu'il s'agisse des tendances de leur secteur (55%) ou plus généralement de l'actualité économique et politique (53%). Une part significative s'en sert aussi pour gérer la relation client (41%) ou attirer de nouveaux clients en favorisant la prise de contact (39%). Pour un tiers des interviewés, Internet permet d'augmenter leur visibilité (32%) et de communiquer sur leur offre (31%). 27% s'en servent comme outil de veille de la concurrence et 26% pour communiquer sur les tendances de leur secteur ou de leurs domaines d'expertise. Légèrement en-deçà, 23% font de la publicité sur Internet. La vente de produits en ligne (12% ; 19% pour le secteur du commerce) et le recrutement de nouveaux collaborateurs (12%) apparaissent comme des usages peu répandus.

Blocages pratiqués sur Internet et les réseaux sociaux à l'égard des salariés

Question

Au sein de votre entreprise, bloquez-vous l'accès pour vos salariés, pour les emplois postés... ?

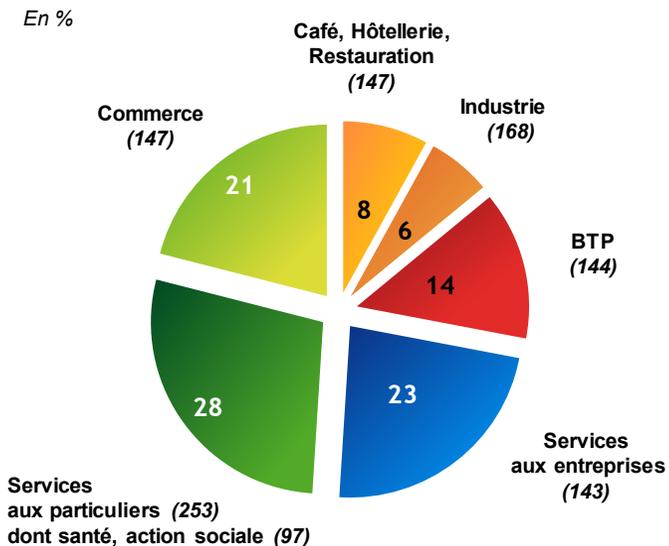


Les employeurs sont peu nombreux à bloquer l'accès de leurs salariés à Internet et aux réseaux sociaux : 6% seulement interdisent entièrement Internet. Légèrement au-dessus, 9% empêchent leurs employés de se connecter aux réseaux sociaux professionnels, 10% à Twitter et 11% à Facebook.

- Échantillon de **1 002** dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 3 au 22 Juillet 2013.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - le secteur d'activité de l'entreprise,
 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

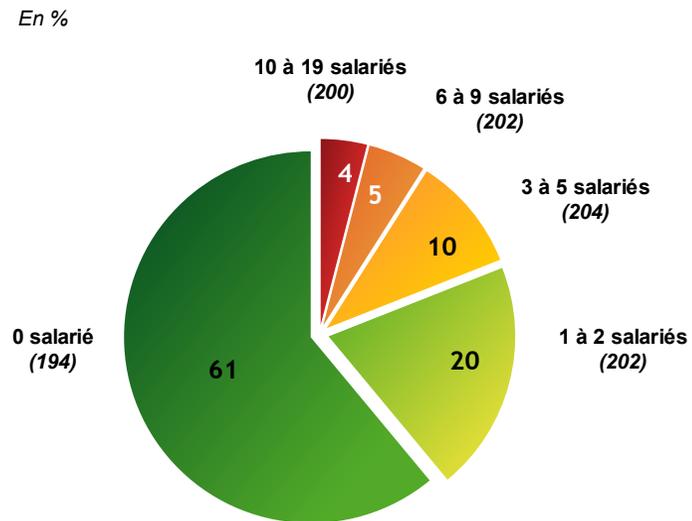
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

